



بنك تونس العربي الدولي
BANQUE INTERNATIONALE ARABE DE TUNISIE

RAPPORT ANNUEL

Exercice 2005



SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT	6
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE EN 2005	9
• Au Niveau International	10
• Au Niveau National	10
• Évolution de l'activité du système bancaire	13
ACTIVITÉ DE LA BANQUE EN 2005	17
• Chiffres clés	18
• Faits marquants 2005	21
• Dépôts de la clientèle	22
• Crédits à la clientèle	23
• Participations	24
• Titres de l'État	24
• Engagements par signature	25
• Opérations avec l'étranger	25
• Activité change	25
• Monétique et Télématique	26
• Marché monétaire	27
• Résultats d'exploitation	27
• Actions commerciales et de développement	30
• Personnel et Formation	31
• Organisation et Informatique	31
PERSPECTIVES 2006	33
ÉLÉMENTS SUR LE CONTRÔLE INTERNE	35
RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE BIAT EN 2005	37
• Présentation du Groupe BIAT	38
• Résultats du Groupe BIAT	39
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE	41
• Rapport général des commissaires aux comptes	42
• Rapport spécial des commissaires aux comptes	
• Notes complémentaires aux rapports	45
• Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés	47
• Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire	48
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE	51
• Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire	52
• Rapports spéciaux des commissaires aux comptes	54
• Résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire	55
ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS 2005	57
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2005	101



CONSEIL D'ADMINISTRATION

ADMINISTRATEURS

Chékib NOUIRA

Président Directeur Général

Mokhtar FAKHFAKH

Président Honoraire

Habib BOURGUIBA Jr.

Ismail MABROUK

Aziz MILED

Mohamed BOUSBIA

Mohsen HACHICHA

Hedi DJILANI

M'hamed DRISS

Francesco CERVETTI

Représentant de la SAN PAOLO - IMI - INTERNAZIONALE S.p.A. Italie

Jean MESSINESI

Représentant de la banque HSBC France

Michel FARRUGIA

Représentant de NATEXIS Banques Populaires France

CONSEILLERS

Bechir TAMARZISTE

Hussain Ali ALSAYEGH

Représentant d'Abu Dhabi Investment Authority - Émirats Arabes Unis

Moncef JERRAYA

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ORGA - Audit

Mohamed Salah BEN AFIA

FINOR

Faycal DERBEL



LE MOT DU PRÉSIDENT (*)



Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez, votre banque a démarré son activité en Avril 1976. Cela veut dire qu'elle vient d'avoir trente ans d'existence. L'œuvre accomplie au terme de cette période force l'admiration : la BIAT est aujourd'hui, une banque solide aguerrie qui a su et pu –tout au long de son parcours sur la voie du développement- associer son nom au succès et à une notoriété jamais démentie sur la place. Convaincu que cette réussite n'a pas poussé toute seule comme un fruit sur la branche, mais a été plutôt construite progressivement aux prix d'efforts laborieux et à la faveur d'une action dynamique et déterminée, permettez-moi de

saisir l'occasion pour rendre hommage à tout ceux qui y ont contribué de près ou de loin, je citerai particulièrement les Fondateurs et mes prédécesseurs dirigeants ainsi que tous les employés de la BIAT.

Je tiens également à vous en remercier vivement –vous actionnaires de la BIAT- car sans votre appui bienveillant et votre disponibilité constante, votre banque n'aurait pu accumuler autant d'acquis importants dont nous ne pouvons que nous réjouir surtout que le bilan de l'exercice 2005 est venu les consolider davantage.

En effet, conforme dans l'ensemble aux prévisions, le bilan de la gestion 2005, fait état notamment :

- D'une progression de 344,8 MD ou 13,0% des dépôts à la clientèle dont le volume a été porté de 2659,4 MD au 31.12.2004 à 3004,3 MD au 31.12.2005.
- D'un volume de crédits de 2414,3MD correspondant à une évolution de 281,4 MD ou 13,2% par rapport à 2004 (2132,9 MD).
- D'un PNB de 178,5MD en progression de 8,2 MD ou 4,8% par rapport à celui réalisé en 2004 (170,4MD).

Ce niveau de PNB, a permis à votre banque d'en consacrer une bonne partie à la consolidation de ses provisions et de dégager un bénéfice net de 19,1MD, suffisant pour vous proposer au titre de l'exercice 2005 un volume de dividendes convenable.

Je voudrais à cet endroit, vous signaler que nous avons veillé pour la troisième année consécutive, à ne pas consommer tous les fruits de la croissance.

Ainsi, nous avons poursuivi en 2005, une politique volontariste en matière de provisionnement qui, au-delà de ses retombées positives évidentes sur l'amélioration des fondamentaux financiers de la banque, devrait nous permettre de nous rapprocher progressivement des standards internationaux en matière de couverture des créances classées par les provisions.

Mesdames, Messieurs,

La volonté de notre banque de se rapprocher des meilleures pratiques bancaires à l'échelle mondiale, apparaît également à travers l'étendue des actions prévues dans le cadre de son programme de modernisation dont la mise en œuvre, entamée depuis quelques années, s'est traduite en 2005 par :

- Le réaménagement d'un nouveau lot d'agences selon le nouveau concept architectural et organisationnel adopté pour le point de vente BIAT et ce, en plus de la consolidation du réseau par deux nouvelles ouvertures ;
- La mise en place d'un nouveau système de gestion dynamique des ressources humaines devant introduire une nouvelle culture de management au sein de la banque et de nouvelles méthodes de gestion basées sur la compétence dans le but final de favoriser une meilleure gestion des carrières des employés;
- L'entame des travaux de refonte du système d'information de la banque. Il s'agit d'un projet certes coûteux mais d'une grande importance pour la BIAT au regard de son impact fort particulièrement sur la qualité du service rendu à la clientèle;
- La création d'une filiale « Tunisie Titrisation » en prévision du lancement de la première opération de titrisation en Tunisie. A ce propos, il m'est agréable de vous annoncer aujourd'hui que cette opération réputée pour être complexe

vient d'être réalisée dans d'excellentes conditions. La BIAT votre banque vient en effet de lancer le premier Fonds Commun de Créances en Tunisie auquel elle a cédé dans une première étape un volume de 50MD de créances hypothécaires.

Elle confirme une nouvelle fois le rôle de pionnière qu'elle a de tout temps joué en matière d'introduction de nouveaux outils et instruments financiers sur le marché tunisien (cartes monétiques, GDRs, Emprunts Subordonnés, etc..).

Je voudrais à ce propos, vous signaler que notre objectif va au-delà de la réussite de cette première opération de titrisation. Nous ambitionnons de faire de la titrisation une stratégie de distribution des crédits à l'immobilier à long terme : à 25 voire à 30 ans.

Mesdames, Messieurs,

La Tunisie, sous la conduite clairvoyante du Président **BEN ALI** et grâce à l'abnégation de son Gouvernement s'est installée depuis une dizaine d'années dans une dynamique économique fructueuse qui la place aujourd'hui sur la bonne voie pour rejoindre le peloton des pays développés à l'horizon 2016.

Le pari est ambitieux. Toutefois, force est de constater, que tous les acteurs économiques s'y mettent avec détermination. Chacun en ce qui le concerne, entreprend les réformes et les mutations qui s'imposent, pour se préparer à l'ouverture totale en 2008 des frontières économiques nationales.

Naturellement la BIAT, en banque citoyenne qui doit accompagner le développement de sa clientèle, n'est pas restée en retrait par rapport à cette heureuse mouvance que connaît l'économie tunisienne. C'est ainsi qu'elle a arrêté pour la quinquennie à venir un plan de développement ambitieux qui s'articule principalement autour de :

- La consolidation de son appareil de production à l'intérieur du pays par l'ouverture d'une quarantaine de points de vente et par la construction de la deuxième tranche de son siège social.
- La refonte de son système d'information de manière à tirer le meilleur parti des nouvelles technologies de l'information et de la communication au plan de l'amélioration de la qualité de la gestion et des services rendus à la clientèle ;
- L'option d'explorer de nouvelles sources de croissance hors du marché tunisien.

A ce propos, il m'est agréable de vous annoncer que la BIAT a entrepris les démarches nécessaires pour s'installer en Algérie ; encouragée en cela par les potentialités énormes que recèle ce marché et par l'importance du courant d'affaires existant entre la Tunisie et l'Algérie, appelé du reste à se renforcer davantage dans les années à venir. Nous comptons également ouvrir un bureau de représentation en Libye et saisir toutes les opportunités qui se présenteraient à nous dans d'autres pays du Maghreb ou de l'Union Européenne. Il s'agit en fait d'une démarche dictée par la nécessité impérieuse d'accompagner l'internationalisation des entreprises tunisiennes qui s'inscrit dans le mouvement d'ancrage de notre économie à l'économie mondiale.

Mesdames, Messieurs,

La mise en œuvre de ce programme ambitieux de développement nécessite, vous en conviendriez, un renforcement des fonds propres. C'est pour cela que nous comptons tout à l'heure vous soumettre pour approbation une augmentation du capital de votre banque à hauteur de 50MD.

Ceci étant, je suis persuadé qu'en respectant cette feuille de route, nous ferons de la BIAT dans les trois années à venir, une banque innovatrice, encore plus dynamique et plus active avec des fondamentaux financiers solides et des ratios de gestion conformes aux standards internationaux. D'ailleurs, les résultats exceptionnels enregistrés au terme des 4 premiers mois de l'exercice en cours nous confortent dans l'idée que la BIAT amorce cette nouvelle étape de développement sous de meilleurs auspices.

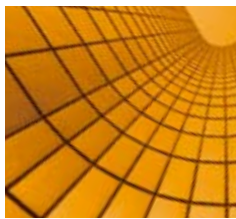
Merci pour votre attention

Chérib NOUIRA

[*] Allocution d'ouverture des travaux des Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire du 31 mai 2006.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

En 2005



AU NIVEAU INTERNATIONAL

L'activité économique mondiale a été marquée en 2005 notamment par la flambée sans précédent des cours du pétrole brut, ce qui a engendré une décélération du rythme de la croissance économique qui s'est située à 4,3% contre 5,1% en 2004. Cette décélération a touché aussi bien les pays développés (2,5% contre 3,3%) que ceux émergents et en développement (6,4% contre 7,3%). Aux États-Unis, le renchérissement du pétrole, la hausse des taux d'intérêt à court terme et les perturbations inhabituelles provoquées par la saison des ouragans ont contribué à un ralentissement de la croissance, qui a été ramenée à 3,5% contre 4,2% l'année précédente.

Dans la zone Euro, le rythme de l'activité économique a également fléchi avec une progression du PIB de 1,3% en 2005 contre 2,1% en 2004. Cette évolution a concerné surtout les principaux pays partenaires de la Tunisie tels que l'Italie, la France et l'Allemagne.

Au niveau de l'emploi, la situation a connu une légère amélioration dans les pays développés comme le confirme le taux de chômage qui est revenu, entre les mois de janvier et décembre 2005, de 5,2% à 4,9% aux États Unis et de 8,8% à 8,4% dans la zone Euro.

Sur un autre plan, l'indice des prix de l'ensemble des produits de base a augmenté de 28,8% en moyenne, au

cours des onze premiers de l'année 2005 contre 26,9% durant la même période de 2004. Hors énergie, l'accroissement de l'indice des prix de base s'est limité à 9,5% au cours des onze premiers mois de 2005, contre 19,5% une année auparavant.

La flambée des prix des produits énergétiques s'est traduite par une accentuation des tensions inflationnistes, particulièrement dans les pays industrialisés. La hausse des prix à la consommation est passée d'une année à l'autre, de 2,7% à 3,4% aux États Unis et de 2,1% à 2,2% dans la zone Euro.

AU NIVEAU NATIONAL

CHIFFRES CLÉS

	2003	2004	2005
PIB (à prix courants en MD)	32 202,4	35 035,0	37 201,7
PIB (à prix constants en MD) croissance	19 348,8 5,6%	20 517,2 6,0%	21 384,0 4,2%
Taux d'inflation	2,7%	3,6%	2,0%
Épargne nationale (en % du RNDB)	21,9%	22,0%	21,3%
Déficit courant (en % du PIB)	3,0%	2,0%	2,0%
Total budget (en MD)	11 063,9	12 995,9	12 962,0
Déficit du budget (en % du PIB)	3,2%	2,6%	3,1%
Exportation des biens (MD) Croissance	10 342,6 6,1%	12 054,9 16,6%	13 607,7 12,9%
Importation de biens Croissance	14 038,9 3,9%	15 960,3 13,7%	17 101,5 7,2%
Services de la dette/recettes courantes	13,1%	14,4%	13,2%

L'économie nationale a enregistré des résultats globalement positifs, notamment dans le tourisme, le transport aérien et l'agriculture et pêche.

Ainsi la croissance du PIB a atteint 4,2% à prix constants en 2005 contre 6% en 2004. Le volume des investissements a également augmenté de 6,3% et a représenté 22,6% du PIB.

Par ailleurs, l'évolution appréciable des échanges commerciaux avec l'extérieur (12,9% pour les exportations et 7,2% pour les importations) s'est conjuguée à une maîtrise notable de l'inflation qui s'est stabilisée à 2%.

Évolution du PIB (à prix constants)



AGRICULTURE ET PÊCHE

La valeur ajoutée de ce secteur a accusé une baisse de 5% à prix constants après avoir progressé de 9% en 2004. Cette évolution fût la conséquence du recul particulièrement de la production céréalière et de l'huile d'olive dont le volume s'est situé respectivement à 21 millions de quintaux et 130 mille tonnes d'huile d'olive contre 23,5 millions de quintaux et 280 mille tonnes pour la campagne précédente.

INDUSTRIE

L'indice général de la production industrielle a enregistré une légère progression de 0,9% contre un accroissement de 4,8% au terme de l'année écoulée.

Cette décélération du rythme de progression est due principalement à la baisse de la production dans le

secteur du textile - habillement et cuirs (-5,0% contre -0,6% l'an passé) et des industries agro-alimentaires (-1,1% contre 7,2%).

Parallèlement, la consommation d'électricité de haute et moyenne tensions dans le secteur industriel a connu un ralentissement avec

une augmentation de 1,5% en 2005 contre +5,4% en 2004.

Les importations des matières premières et demi-produits ont enregistré, pour leur part, un accroissement de 5,7% qui demeure nettement inférieur au taux observé une année auparavant (+20,2%).

TOURISME

L'activité touristique a connu une évolution positive en 2005 pour la deuxième année consécutive, bien que les principaux indicateurs du secteur montrent un certain ralentissement par rapport à l'année dernière.

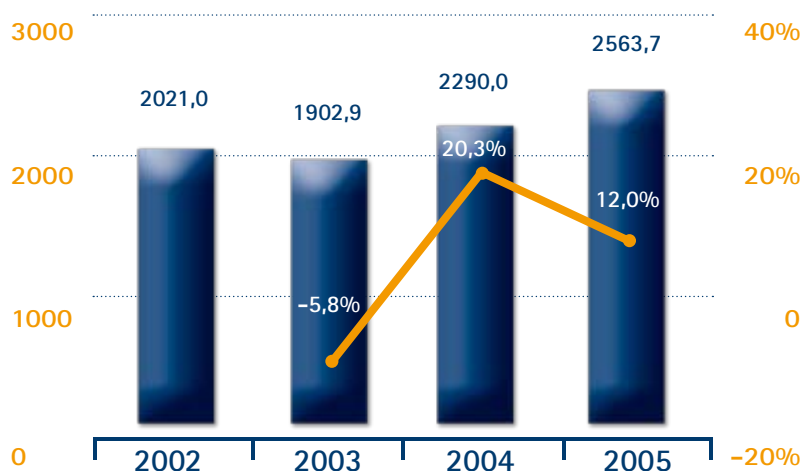
En terme de visiteurs, le cap des six millions a été franchi avec un nombre total de touristes de 6.378.893 contre 5.997.929 en 2004, soit une progression de 6,4% qui demeure inférieure à celle observée une année auparavant (+17,3%).

Cette décélération du rythme de progression est imputable au ralentissement des flux des européens (11,1% contre 22,6% en 2004), outre la baisse des entrées des maghrébins (-0,9% contre 9,9%).

Dans ce cadre, les nuitées globales ont progressé de 14,6% en 2005 pour s'établir à 37,1 millions de nuitées.

Compte tenu de ces résultats, les recettes touristiques en devises se sont accrues à fin 2005 de 12,0% pour atteindre un niveau d'environ 2 564 MD.

Évolution des recettes en devises



FORMATION BRUTE DU CAPITAL FIXE

En 2005, la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) a connu une progression de 6,3%. Le taux d'investissement a été maintenu comme à fin 2004 aux alentours de 22,6%.

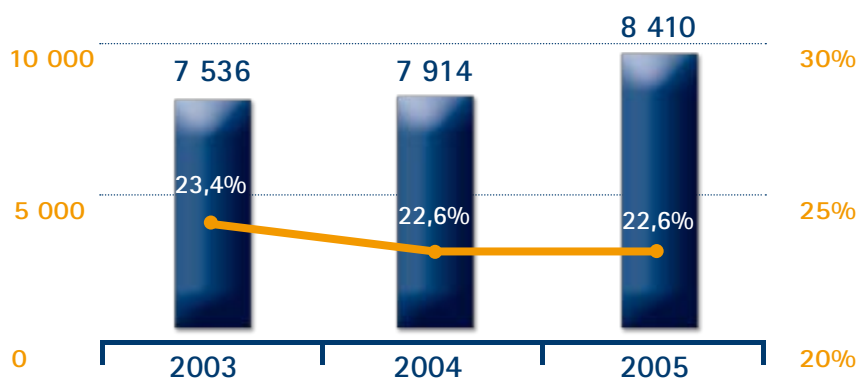
En millions de dinars

Évolution de la formation brute du capital fixe

	2004	2005	Var. 05/04
Agriculture et pêche	870	890	2,3%
Industries manufacturières	993	1 030	3,7%
Industries non manufacturières	1 020	1 115	9,4%
Services	4 106	4 438	8,1%
Equipements collectifs	925	937	1,3%
Total	7 914	8 410	6,3%

Les principales composantes des investissements réalisés à savoir les services et les industries non manufacturières ont contribué au renforcement de la FBCF avec un accroissement respectivement de 8,1% et 9,4%.

FBCF et taux d'investissement



■ FBCF
— Taux d'investissement

COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges commerciaux avec l'extérieur ont connu en 2005 une progression de 12,9% pour les exportations et de 7,2% pour les importations se soldant par une baisse du déficit commercial de l'ordre de 411,6 MD ou -10,5% et par une amélioration du taux de couverture de 4,1 points de pourcentage pour atteindre 79,6%.

En millions de dinars	Balance commerciale				
	2003	2004	2005	Var. 04/03	Var. 05/04
Exportations	10 342,6	12 054,9	13 607,7	16,6%	12,9%
Importations	14 038,9	15 960,3	17 101,5	13,7%	7,2%
Déficit commercial	-3 696,3	-3 905,4	-3 493,8		
Taux de couverture	73,7%	75,5%	79,6%		

L'augmentation des exportations a concerné essentiellement les industries mécaniques et électriques (17,3%), les industries diverses (16,6%), les mines, phosphates et dérivés (13%) et l'énergie (36,8%), alors que le textile et habillement a enregistré une baisse de 0,9%.

Du côté des importations, la hausse enregistrée se situe notamment au niveau de l'énergie (36,8%), les matières premières et demi-produits et les biens d'équipement qui ont enregistré une progression moins rapide qu'en 2004 (respectivement 5,7% et 3,8% contre 20,2% et 15,5%).

EMPLOI

Les créations d'emplois dans les secteurs non agricoles se sont situées aux alentours de 76 500 en 2005, soit un nombre supérieur à celui observé en 2004 (74 400).

Ces créations d'emplois ont permis la satisfaction de la demande additionnelle d'emplois pour près de 94,7% contre 92,7% en 2004.

Cette évolution a permis, compte tenu de l'accroissement du PIB à prix courants de 6,2%, de contenir le taux d'inflation aux alentours de 2,0%. Au niveau des contreparties des ressources, les créances nettes du système financier sur l'extérieur se sont élevées à 4148MD au terme de l'exercice 2005, en augmentation

de 32,7% par rapport à leur niveau atteint à fin 2004 (3127MD).

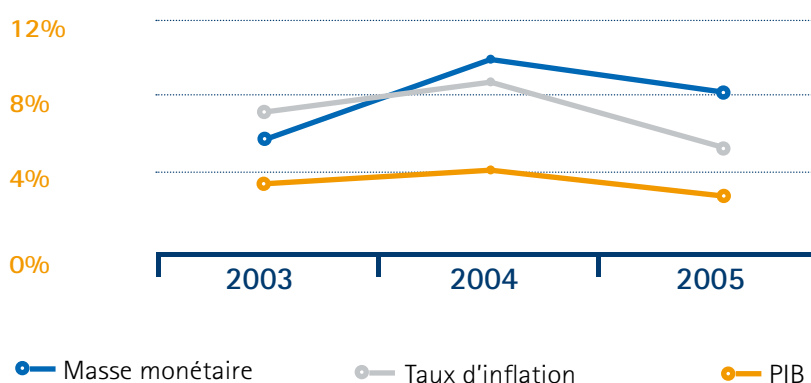
Dans le même intervalle de temps, le système financier a pu renforcer en 2005 les concours à l'économie dont le volume a été porté d'une année à l'autre de 23083MD à 24803MD, soit une progression de 7,5%.

ÉQUILIBRE MONÉTAIRE ET FINANCIER

L'évolution des ressources du système financier et leurs contreparties a été caractérisée au cours de l'année 2005 par l'affermissement des créances nettes sur l'extérieur outre la hausse des concours à l'économie.

Ces évolutions se sont traduites par une progression de la masse monétaire de 8,2% inférieure à celle enregistrée en 2004 (9,5%).

Évolution de la masse monétaire



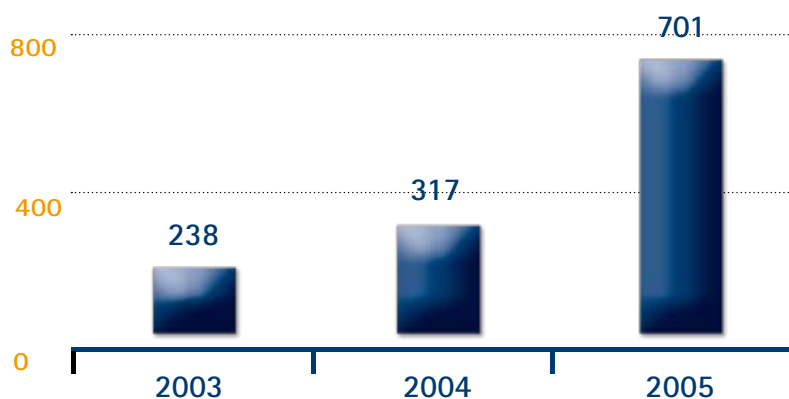
MARCHÉ BOURSIER

A l'issue de deux années consécutives d'absence d'émissions, l'année 2005 a mis fin à l'inactivité du marché primaire. En effet, quatre nouvelles sociétés ont enrichi la cote cette année, à savoir GIF FILTER, ASSAD, KARTHAGO AIRLINES et SITS. Le nombre de sociétés cotées a été ainsi porté à 45 sociétés.

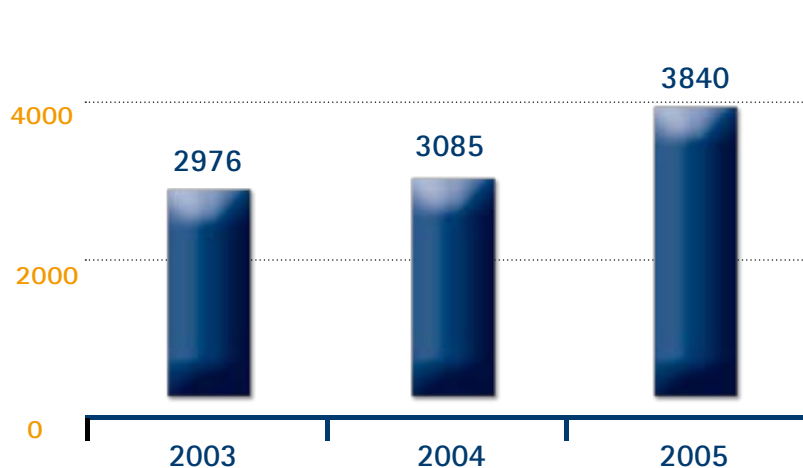
Propulsé par ces introductions en bourse et par la publication des états financiers, en amélioration pour la plupart des secteurs, l'indice Tunindex a ainsi culminé au niveau des 1615,2 points, un record historique depuis son lancement au 1er janvier 1998. Cette embellie a été également observée au niveau du volume des capitaux traités sur la cote, qui a plus que doublé pour se situer à 701MD à fin 2005.

Parallèlement, la capitalisation boursière a enregistré une progression soutenue de 24,5% pour se situer à la fin de l'année à 3 840MD.

Évolution des capitaux traités (en MD)



Capitalisation boursière (en MD)



LE SYSTÈME BANCAIRE

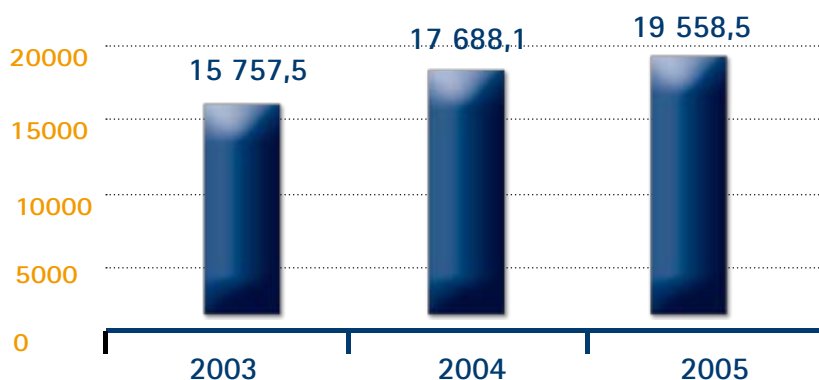
Les dépôts de la clientèle

Le volume des dépôts de la clientèle mobilisé par l'ensemble des banques commerciales est passé de 17688,1MD au 31/12/2004 à 19558,5MD au 31/12/2005, ce qui correspond à une progression de 1870,4MD ou +10,6% inférieure à celle enregistrée une année auparavant (+1930,6MD ou +12,3%).

Cette décélération du rythme de progression est imputable essentiellement aux dépôts à vue et aux dépôts à terme dont le volume a enregistré une progression respectivement de 10,6% et 14,8% contre 11,5% et 19,3% au terme de l'exercice écoulé.

Les dépôts d'épargne ont pour leur part observé une augmentation proche de celle enregistrée une année auparavant, soit 6,3% contre 7%.

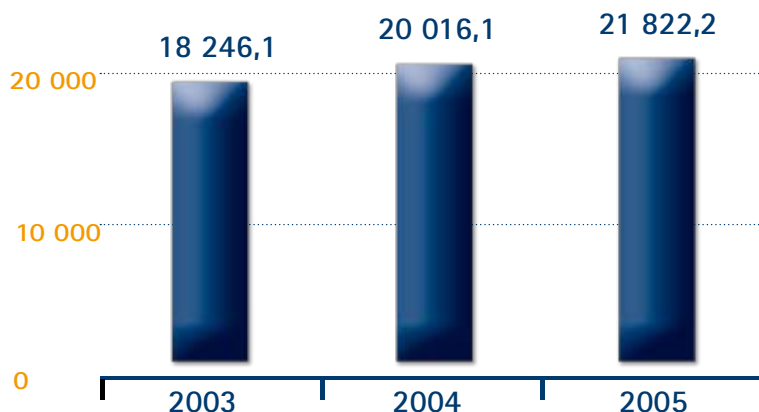
Évolution des Dépôts de la clientèle (en MD)



Les crédits à la clientèle

Le volume des crédits bruts octroyés par l'ensemble des banques commerciales a atteint 21 822,2MD au 31/12/2005, ce qui correspond par rapport à la fin de l'année écoulée (20 016,1MD) à une progression de 1806,1MD ou +9,0% comparable à celle enregistrée une année auparavant (+1770,0MD ou +9,7%).

Évolution des crédits bruts à la clientèle (en MD)

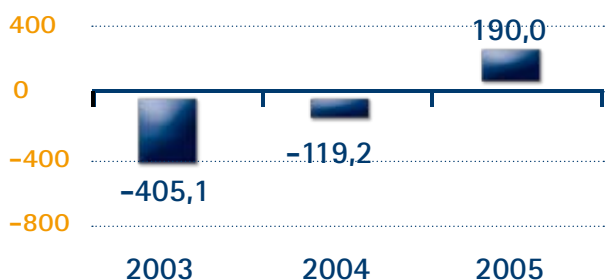


Le marché monétaire

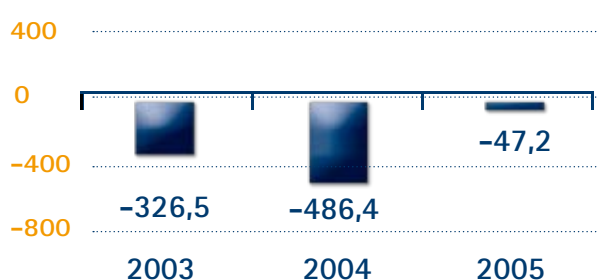
L'année 2005 a été clôturée à l'échelle du système bancaire par un placement net au marché monétaire de 190,0MD qui tranche avec le recours net observé au terme de l'exercice écoulé (-119,2MD).

En termes de soldes mensuels moyens, les banques de la place ont évolué tout au long de l'année 2005, en situation de recours au marché monétaire pour un volume net moyen de 47,2MD qui demeure néanmoins bien en deçà de celui enregistré une année auparavant (-486,4MD).

Marché monétaire (en MD)
en termes de soldes de fin d'année

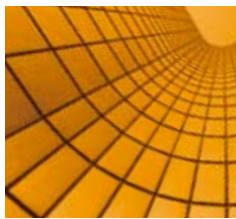


Marché monétaire (en MD)
en termes de soldes mensuels moyens



ACTIVITÉ DE LA BANQUE

En 2005

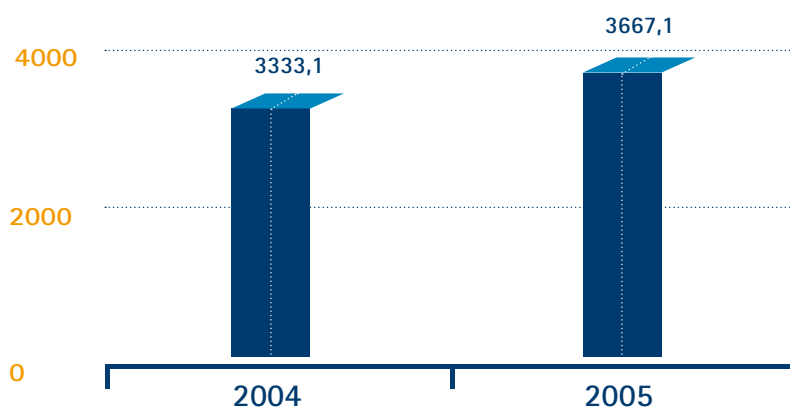


CHIFFRES CLÉS

Total Bilan

Le total du Bilan s'est inscrit en hausse de 10,0% pour se situer à 3667,1MD à fin 2005.

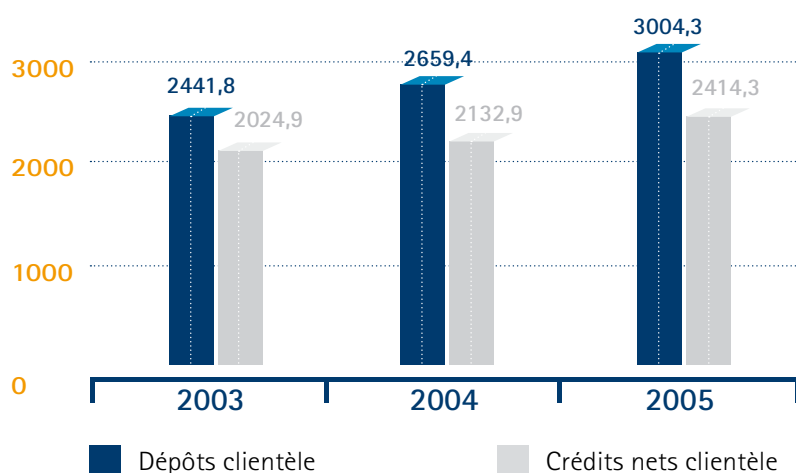
Évolution du total bilan (en MD)



Dépôts et Crédits Clientèle

- Les dépôts de la Clientèle se sont élevés à 3004,3MD en 2005, ce qui correspond à une augmentation de 13,0% par rapport à l'exercice 2004.
- Les Crédits nets à la Clientèle se sont établis à 2414,3MD en 2005, soit une augmentation de 13,2% d'un exercice à l'autre.

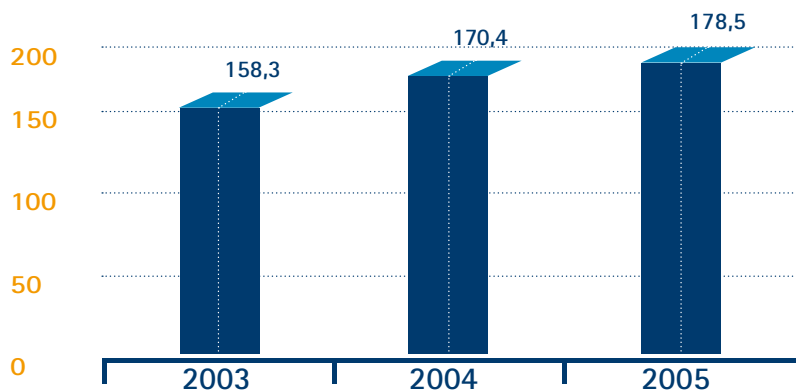
Évolution des dépôts et crédits clientèle (en MD)



Produit Net Bancaire

Le Produit Net Bancaire s'est élevé à 178,5MD en 2005, enregistrant ainsi une évolution de 4,8%.

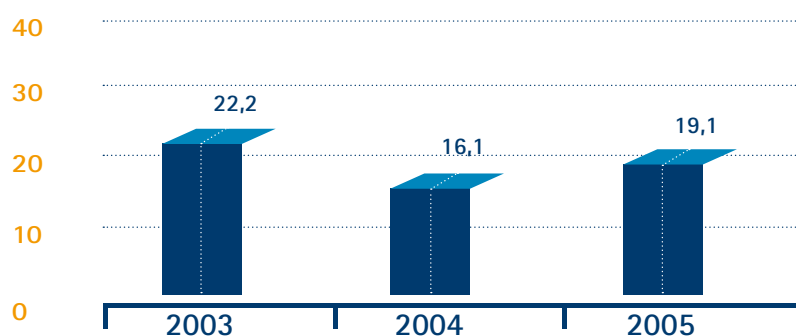
Évolution du produit net bancaire (en MD)



Bénéfice net

Le Bénéfice net a enregistré une progression de 18,8% pour s'élever à 19,1MD en 2005.

Évolution du bénéfice net (en MD)



En millions de dinars

Les fonds propres et le ratio de couverture des risques

	2001	2002	2003	2004	2005
Capital	100,0	100,0	100,0	100,0	120,0
Réserves	95,6	114,4	123,2	128,2	144,9
Bénéfice de l'année	33,6	22,4	22,2	16,1	19,1
Capitaux propres	229,4	237,2	245,7	244,5	284,1
Fonds propres complémentaires	-	-	-	76,9	76,9
Ratio de couverture des risques	9,4%	9,2%	8,9%	11,2%	11,6%

Ratio de structure

	2001	2002	2003	2004	2005
Crédits / Dépôts	80,0%	88,5%	82,9%	80,2%	80,4%

Ratios de rentabilité

	2001	2002	2003	2004	2005
Résultat net / PNB	22,5%	14,2%	14,0%	9,4%	10,7%
Résultat net / FP moyens (ROAE)	14,7%	9,6%	9,2%	6,6%	7,2%
Résultat net / actif moyen (ROAA)	1,36%	0,82%	0,76%	0,50%	0,55%

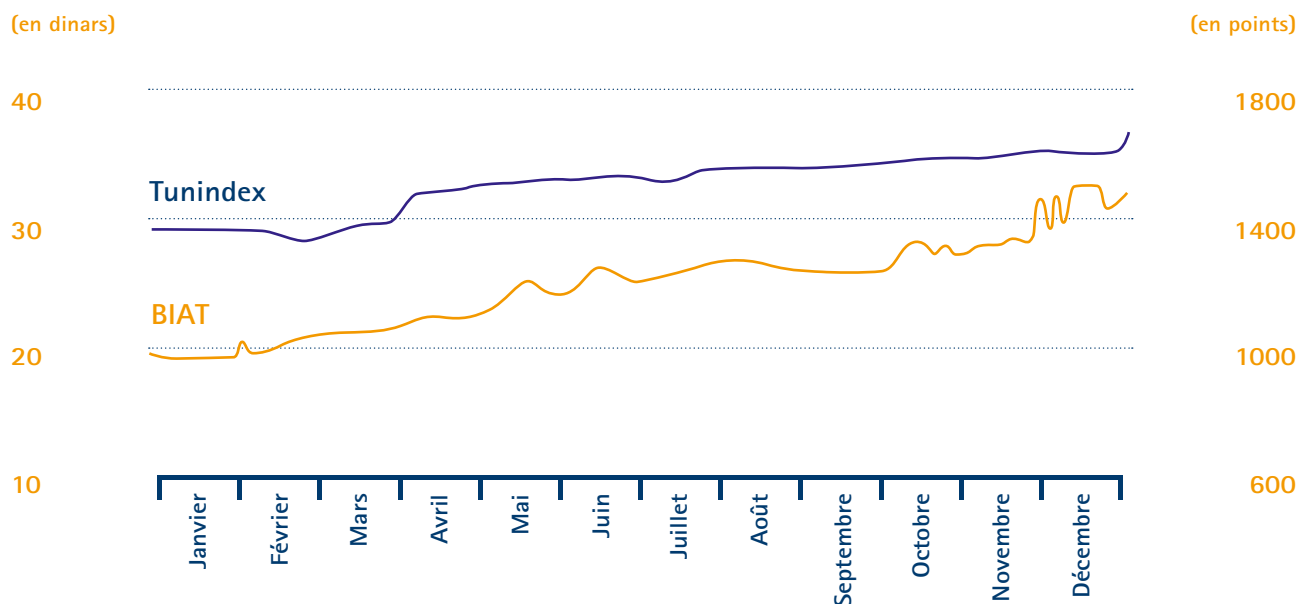
En milliers de dinars

Ratios de productivité

	2001	2002	2003	2004	2005
Dépôts / employé	1008,6	1024,4	1137,3	1228,4	1371,2
Crédits / employé	807,7	906,3	943,1	985,2	1101,9
PNB / employé	70,8	72,9	73,7	78,7	81,5

Action BIAT

Évolution du cours de l'action BIAT et de l'indice Tunindex en 2005



L'action BIAT est passée de 19,300 dinars au 3 janvier 2005 à 33 dinars au 30 décembre 2005.

Le volume de transactions quotidien moyen a été porté de 88,9mD à fin décembre 2004 à 312,7mD à fin décembre 2005.

Le taux de rotation est passé d'une année à l'autre de 12,07% à 22,84%.

	2003	2004	2005
Capital social			
* En nombres d'actions	10 000 000	10 000 000	12 000 000
* En millions de dinars	100,0	100,0	120,0
Cours plus haut / plus bas (en dinars)	20,000/17,000	20,700/17,460	34,800/19,200
Cours de clôture (en dinars)	18,300	19,300	33,000
Bénéfice par action (en dinars)	2,222	1,607	1,590
P.E.R	8,2	12,0	20,8
Dividende par action (en dinars)	1,200	1,200	1,100
Capitalisation boursière (en MD)	183,0	193,0	396,0

CHIFFRES CLÉS

Structure du capital BIAT au 31/12/2005

Actionnaires	Nombre d'actions	Part en (%)
A/ Actionnaires étrangers	3 963 956	33,03%
BLAKENEY INVESTORS	759 722	6,33%
SANPAOLO - IMI Internazionale S.p.A	673 262	5,61%
MORGAN STANLEY SICAV EMERGING EUROPE FUND	659 884	5,50%
HSBC FRANCE	341 997	2,85%
BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE	228 000	1,90%
ABU DHABI INVESTMENT AUTHORITY	214 285	1,79%
NATEXIS - BANQUES POPULAIRES	192 000	1,60%
THE NATIONAL COMMERCIAL BANK OF JEDDAH	156 243	1,30%
SOCIETA ITALIANA PER LE IMPRESE ALL'ESTERNO SIMEST S.p.A	144 000	1,20%
BLAKENEY LP	103 497	0,86%
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE SAS SIBP	100 393	0,84%
ESTERAD INVESTMENT COMPANY BSC	86 136	0,72%
AUTRES	304 537	2,54%
B/ Actionnaires tunisiens	8 036 044	66,97%
PERSONNES MORALES PARA-ÉTATIQUES	21 063	0,18%
PERSONNES PRIVÉES	3 808 374	31,74%
PERSONNES PHYSIQUES	4 206 607	35,06%
TOTAL	12 000 000	100,00%

FAITS MARQUANTS 2005

La BIAT a poursuivi durant l'année 2005 la mise en œuvre de son programme de modernisation décidé dans le cadre de sa stratégie de développement à travers tout d'abord le développement et le réaménagement de ses points de vente. Les actions majeures entreprises dans ce domaine ont concerné :

- L'ouverture des agences Jerba Midoun et Tunis City.
- Le transfert des agences Les berges du lac, Mégrine et Nouvelle Ariana.
- La fin des travaux d'aménagement des agences Monastir II et Sousse Centre II.

La poursuite de la mise en œuvre du programme de modernisation s'est également illustrée en 2005 par la mise en place d'un système de gestion dynamique des Ressources Humaines. Ce projet constitue une forte rupture dans la culture de management et fait évoluer notre méthode de gestion de Ressources Humaines vers un système qui repose sur la

gestion par les compétences, ce qui devrait permettre la mobilité et les évolutions de carrière.

Soucieuse de relancer l'activité « Banque de détail », placée également au cœur de sa stratégie de développement, la BIAT a entrepris au courant de l'exercice 2005 une mission de réajustement de sa politique commerciale et de recouvrement pour assurer une meilleure réussite à cette activité. Cette mission vise à rendre la gamme de produits plus standardisée, plus riche et plus ciblée, les canaux de distribution plus diversifiés et plus adaptés et la fonction de recouvrement plus organisée et mieux outillée.

Parallèlement à la poursuite de la mise en œuvre de sa stratégie de développement et soucieuse d'améliorer progressivement sa gestion actif - passif, la banque a entamé en 2005 le lancement d'une opération de titrisation sur des créances hypothécaires avec l'assistance de la SFI. Cette opération devrait per-

mettre à la banque notamment de drainer des ressources longues, de faire correspondre les maturités des actifs et des passifs et d'économiser du capital.

Pour consolider ces réalisations et dans le but de suivre les progrès de l'informatique et des télécommunications qui impactent fortement la qualité de la production bancaire, le service offert aux clients et la qualité de la gestion de l'ensemble de la banque, la BIAT a également entamé en 2005 un grand projet portant sur la refonte de son système d'information qui est conduit avec l'assistance d'un cabinet extérieur en l'occurrence ATOS Consulting.

Cette refonte, qui est à la fois métier et technique, concerne tous les domaines d'activité de la banque et sa mise en place est à prioriser selon le niveau actuel de couverture de chaque module et de la technologie adoptée.

LES DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

Le volume des dépôts mobilisés par la banque au terme de l'année 2005, a atteint 3004,3MD, ce qui correspond, par rapport au niveau réalisé à fin décembre 2004 (2659,4MD), à une progression de 344,8MD ou +13,0%, supérieure à celle observée une année auparavant (+217,6MD ou +8,9%).

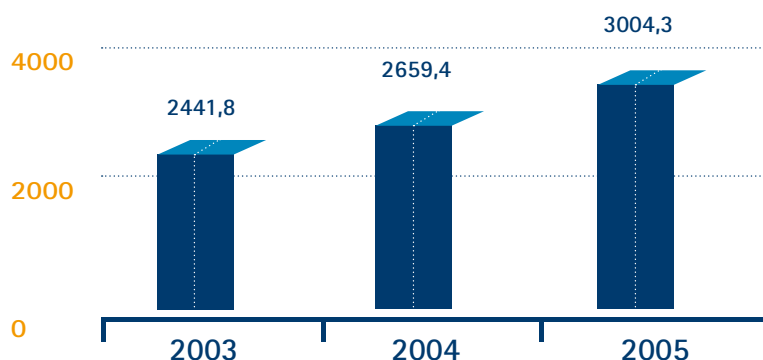
Notre part de marché a été ainsi maintenue à 15,2%.

L'analyse de l'évolution des dépôts par catégories révèle que l'accélération du rythme de progression est imputable essentiellement aux dépôts à vue dont l'accroissement s'est situé à 18,3% contre 6,2% une année auparavant.

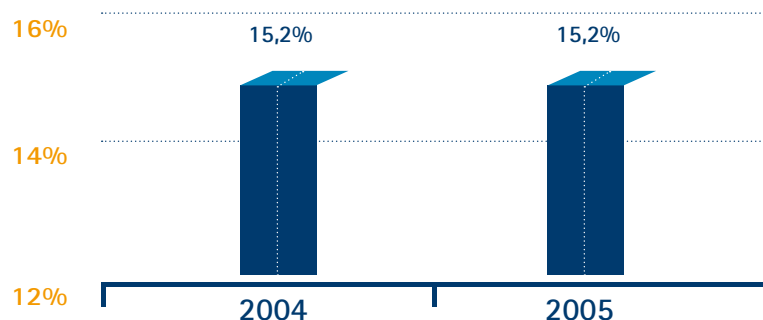
Les autres dépôts ont, dans le même intervalle de temps, enregistré une progression de 9,5% inférieure à celle enregistrée au terme de l'exercice écoulé (+10,8%).

Sur un autre plan, la part des dépôts aux particuliers et professionnels a été maintenue à fin 2005, comme à fin 2004, à un niveau supérieur à 70%.

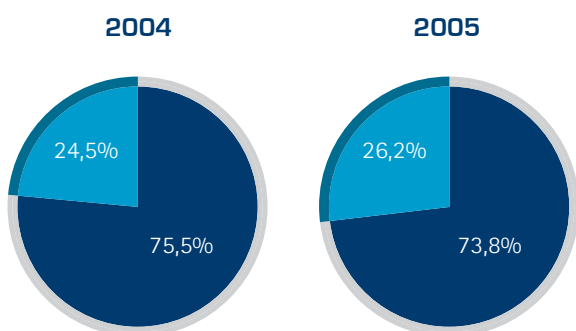
Évolution des dépôts de la clientèle (en MD)



Évolution de la part de marché des dépôts de la clientèle



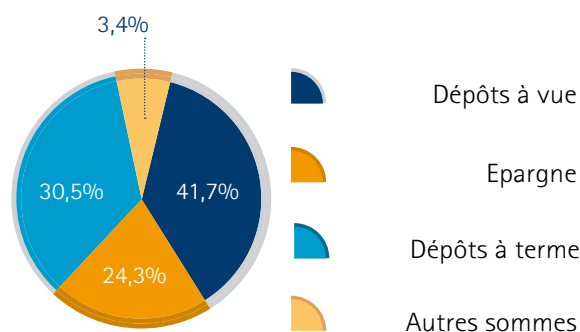
Parts des dépôts des particuliers et professionnels



Particuliers & Professionnels

Entreprises

Structure des dépôts de la clientèle



LES CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

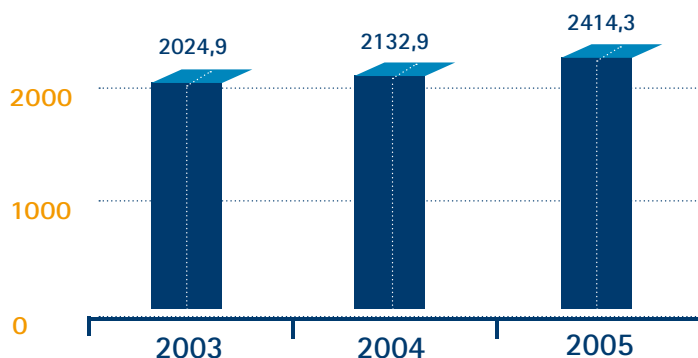
Le volume de cette principale composante des emplois a atteint 2414,3MD au 31/12/2005 contre 2132,9 MD au 31/12/2004, ce qui correspond à une progression de 281,4MD ou +13,2% supérieure à celle réalisée une année auparavant (+108,0MD ou +5,3%).

Notre part de marché qui était de 11,5% à fin décembre 2004, a été consolidée de 0,4 point pour atteindre 11,9% à fin décembre 2005.

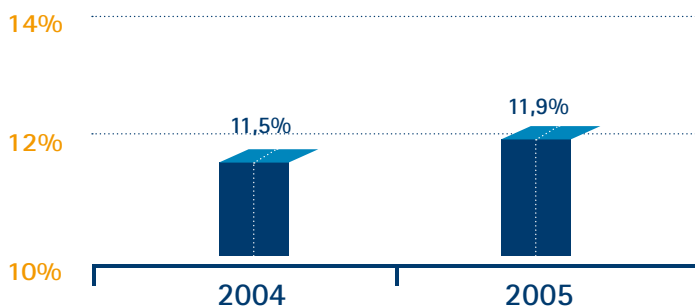
Cette augmentation des crédits à la clientèle aurait pu être plus importante n'eût été la quasi-stagnation observée au niveau des comptes débiteurs (0,5%).

Sur un autre plan, les crédits aux particuliers ont vu leur part se stabiliser aux alentours de 37,5%.

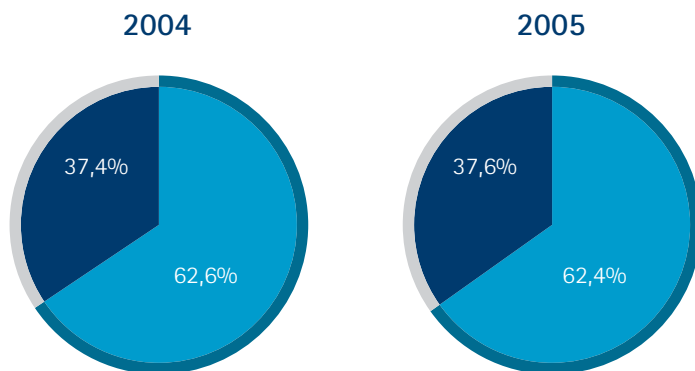
Crédits nets à la clientèle (en MD)



Évolution de la part de marché des crédits à la clientèle



Part des crédits aux particuliers et professionnels



LES PARTICIPATIONS

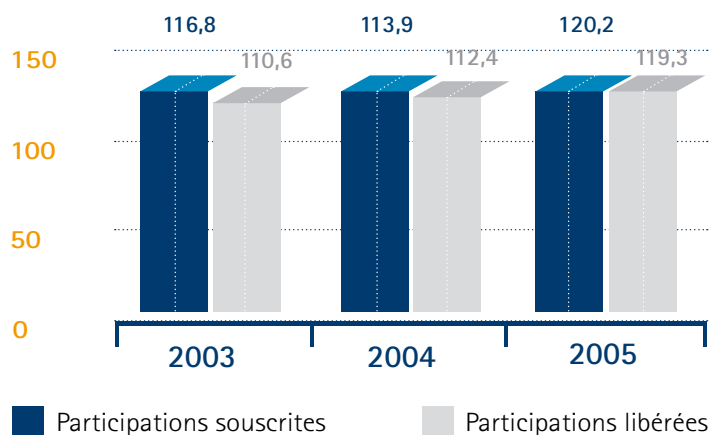
Le volume des participations souscrites a atteint 120,2MD à fin décembre 2005 contre 113,9MD à fin décembre 2004, soit une augmentation de 6,3MD ou +5,5% qui tranche avec la baisse de 2,9MD ou -2,5% enregistrée une année auparavant.

Au niveau des participations libérées, la légère progression au terme de l'exercice 2004 qui s'est établie à 1,8MD ou +1,6%, a fait place en 2005 à une augmentation de 6,9MD ou +6,1% portant ainsi le volume en la matière de 112,4MD au 31/12/2004 à 119,3MD au 31/12/2005.

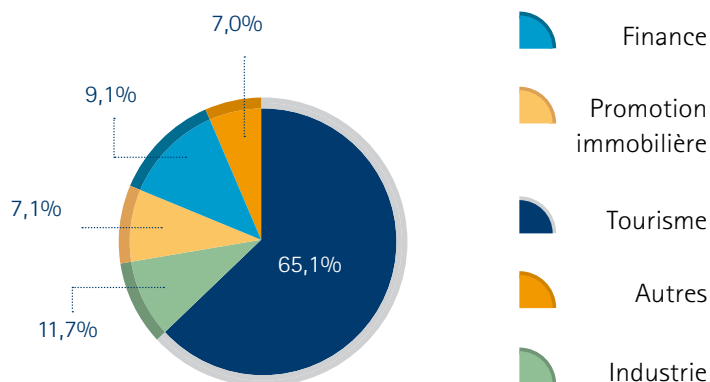
Cette évolution modérée du portefeuille participations est en rapport avec les cessions réalisées par la banque en 2005 et qui ont porté sur un volume de 7,6MD.



Évolution des participations (en MD)



Structure des participations clientèle libérées

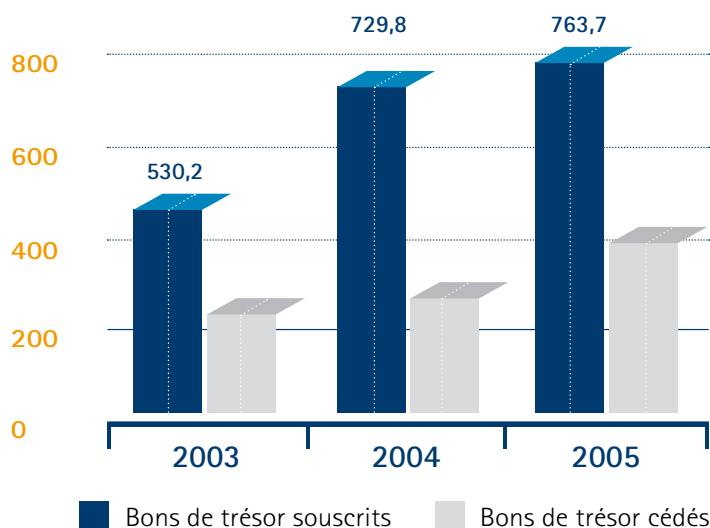


LES TITRES DE L'ÉTAT

Les titres de l'État (bons de trésor assimilables, bons de trésor court terme, bons de trésor cessibles) souscrits par la banque ont enregistré une augmentation de 33,9MD ou +4,6%, passant de 729,8MD au 31.12.2004 à 763,7MD au 31.12.2005.

La partie cédée à la clientèle a été portée d'une année à l'autre de 264,6MD à 388,8MD, soit une progression remarquable de 124,2MD ou +46,9%.

Les titres de l'État (en MD)

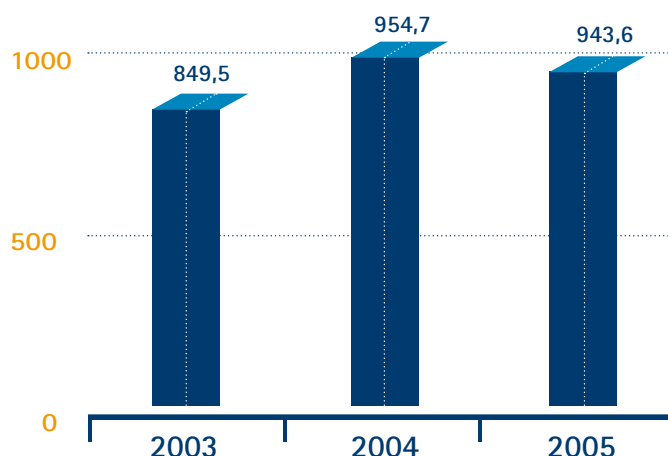


LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Le volume des engagements par signature a été ramené de 954,7MD à fin 2004 à 943,6MD à fin 2005, accusant ainsi une baisse de 11,1MD ou -1,2%.

Cette baisse est imputable uniquement aux engagements contre garanties (-52,9MD ou -11,9%). Les engagements clientèle ont pour leur part affiché une progression de 41,8MD ou +8,2%.

Évolution des engagements par signature (en MD)

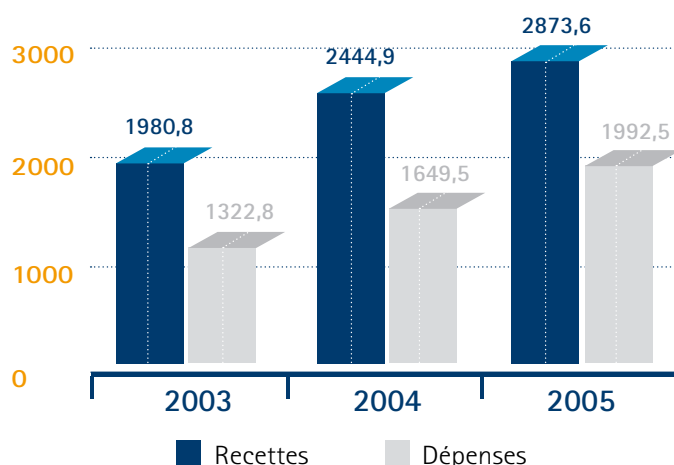


LES OPÉRATIONS AVEC L'ÉTRANGER

Le volume global des opérations traitées par la BIAT avec l'étranger a atteint 4866,1MD au 31/12/05 contre 4094,4MD au 31/12/04, ce qui correspond à une progression de 771,7MD ou +18,8% inférieure à celle observée une année auparavant (+790,7MD ou +23,9%).

Cette décélération du rythme de progression a concerné aussi bien les opérations de recettes (+17,5% contre +23,4%) que les opérations de dépenses (+20,8% contre 24,7%).

Évolution des opérations avec l'étranger (en MD)



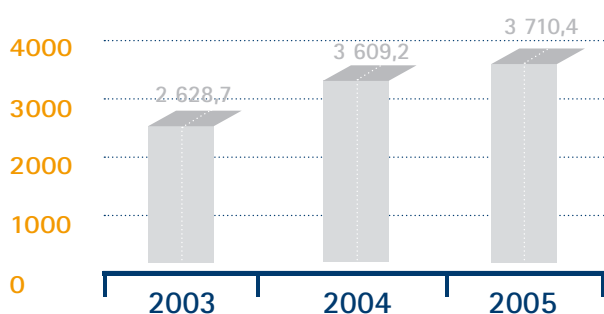
L'ACTIVITÉ CHANGE

Les transactions au comptant ou à terme de la salle de change ont évolué en 2005 à un rythme nettement inférieur à celui observé au terme de l'exercice écoulé. Leur volume est en fait passé de 3609,2MD à fin 2004 à 3710,4MD à fin 2005, ce qui correspond à une légère progression de 101,2MD ou +2,8% nettement moins importante que celle enregistrée l'année dernière (980,5MD ou +37,3%).

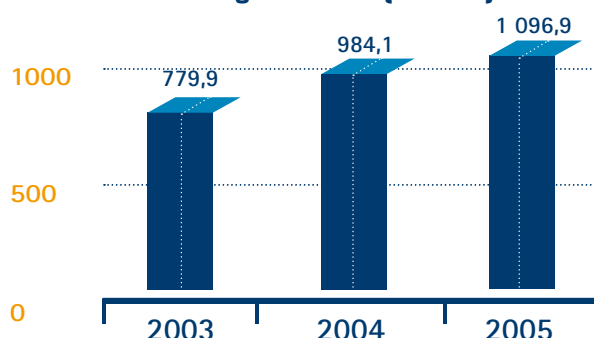
Cette même tendance se retrouve également au niveau du change manuel qui a enregistré un accroissement de 112,8MD ou +11,5%, en deçà de celui réalisé une année auparavant (+204,2MD ou +26,2%).

Son volume est ainsi passé d'une année à l'autre de 984,1MD à 1096,9MD.

Évolution du volume des transactions de la salle de change (en MD)



Évolution du volume du change manuel (en MD)



LA MONÉTIQUE ET LA TÉLÉMATIQUE

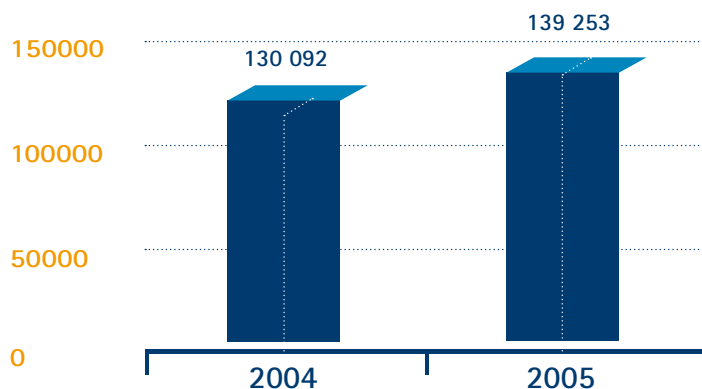
Le nombre de cartes émises a atteint 139253 unités à fin 2005, en augmentation de 9161 cartes ou +7,0% par rapport au niveau enregistré à fin 2004.

Dans le même intervalle de temps, le nombre d'affiliés actifs est passé de 695 à 793.

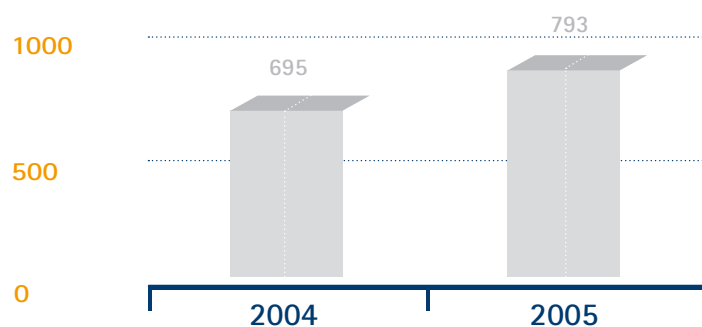
En ce qui concerne la télématique, le nombre d'abonnements à BIATOFIL a été ramené d'une année à l'autre de 36 971 à 36 053, soit une baisse de 2,5%.

Le nombre d'abonnement Messagis a enregistré pour sa part un accroissement important de 47,2% passant de 8617 à 12680.

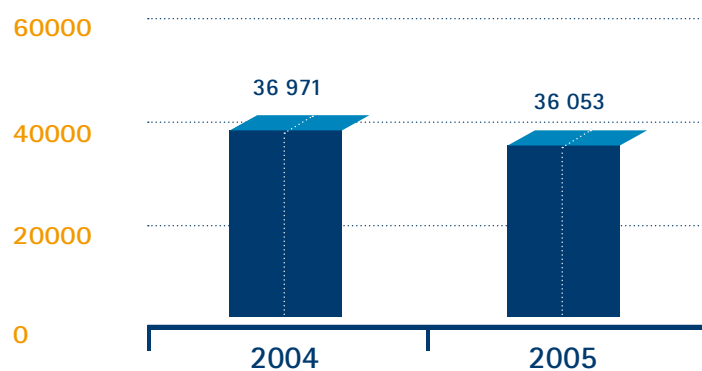
Évolution du nombre de cartes



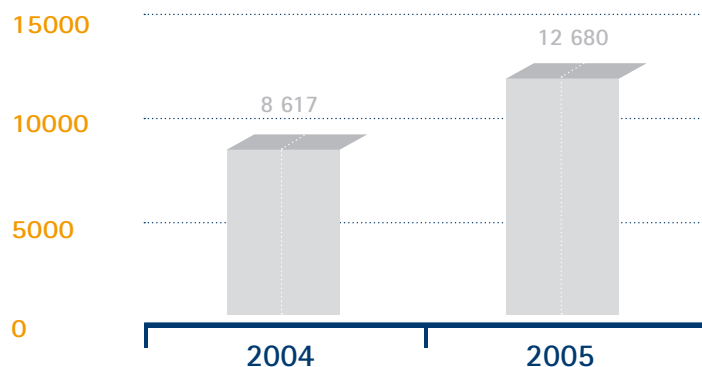
Évolution du nombre d'affiliés actifs



Évolution du nombre d'abonnements BIATOFIL



Évolution du nombre d'abonnements Messagis

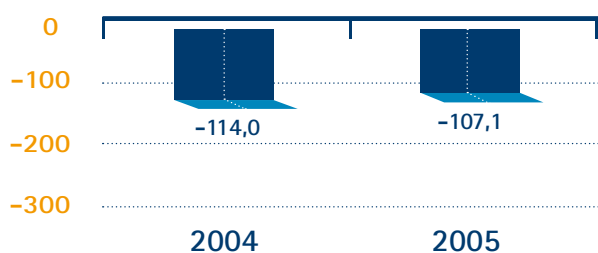


LE MARCHÉ MONÉTAIRE

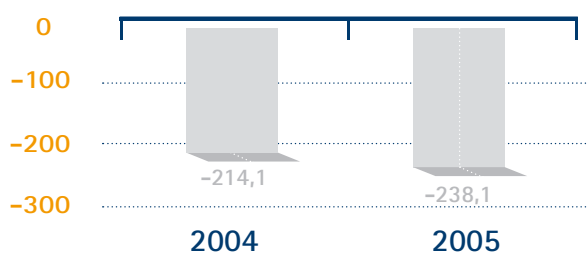
L'exercice 2005 a été clôturé par un recours net au marché monétaire de l'ordre de 107,1MD, proche de celui enregistré au terme de l'exercice écoulé (-114,0MD).

Cette situation de fin d'année est confirmée en termes quotidiens moyens, puisque pour toute l'année 2005, la banque a eu à recourir au marché monétaire pour un volume net moyen de 238,1MD plus important toutefois que celui observé au courant de l'exercice 2004 (-214,1MD).

En termes de soldes de fin d'année
(en MD)



En termes de soldes quotidiens moyens
(en MD)

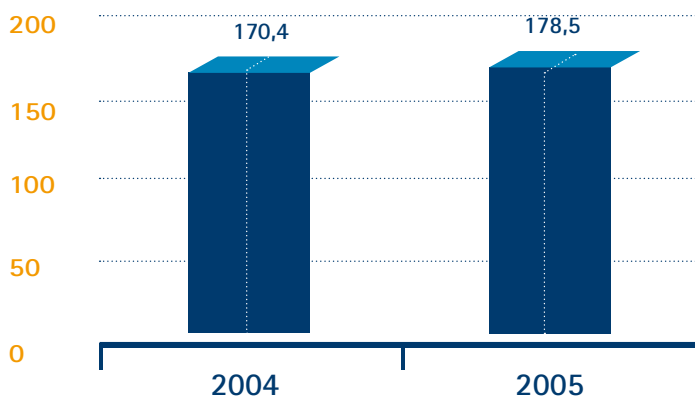


LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le Produit Net Bancaire

Le Produit Net Bancaire a atteint 178,5MD au 31/12/2005, soit une augmentation de 8,2MD ou +4,8% par rapport aux réalisations de l'exercice écoulé.

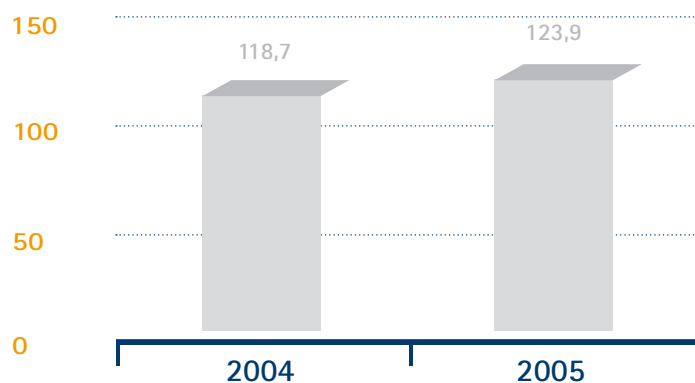
Évolution du produit net bancaire (en MD)



Les composantes du PNB ont évolué comme suit :

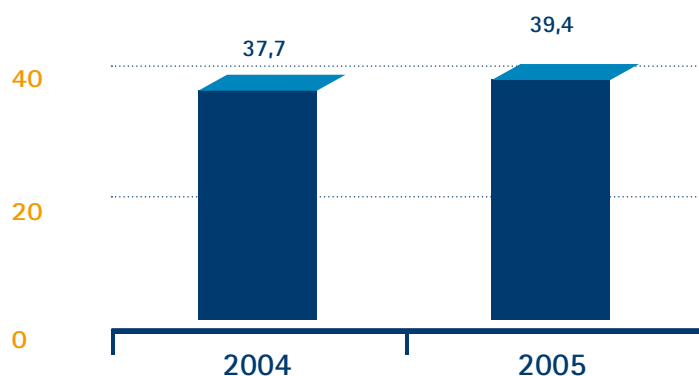
- La marge nette en intérêts a augmenté de 4,3%. Sa part dans le PNB a représenté 69,4%, en régression de 0,3 point par rapport à celle enregistrée en 2004 (69,7%).

Évolution de la marge nette en intérêts
(en MD)



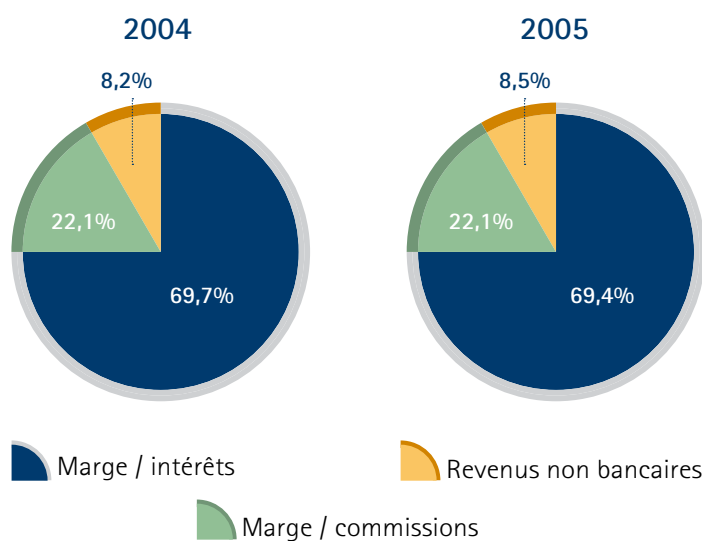
- La marge sur les commissions (ou commissions nettes) a progressé de 4,7%. Sa part dans le PNB s'est stabilisée aux alentours de 22,1% entre fin décembre 2004 et fin décembre 2005.

Évolution de la marge nette sur commissions
(en MD)



- Les revenus non-bancaires provenant des opérations financières et du portefeuille titres de participations, ont enregistré un accroissement de 9,1%, représentant désormais 8,5% du PNB contre 8,2% en 2004.

Structure du P.N.B (en MD)

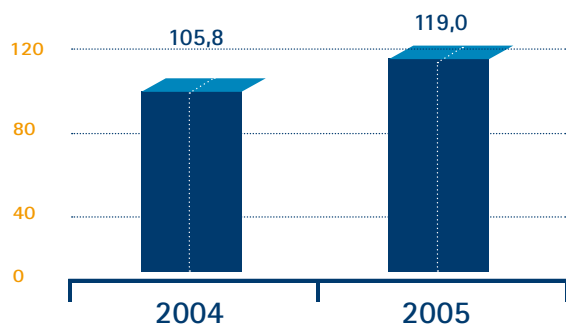


LES FRAIS D'EXPLOITATION

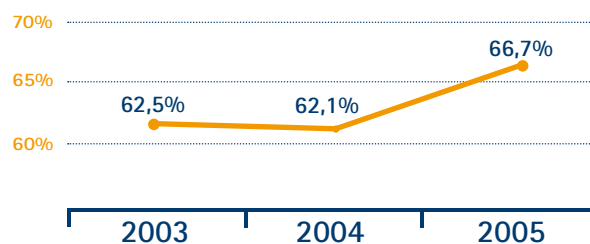
Au niveau des frais d'exploitation, la progression s'est établie à 13,2MD ou +12,4% portant le volume en la matière de 105,8MD à fin 2004 à 119,0MD à fin 2005.

Le coefficient d'exploitation (exprimé par le ratio Frais d'exploitation / P.N.B) a connu une détérioration en 2005 pour s'établir à 66,7% contre 62,1% en 2004.

Évolution des frais d'exploitation
(en MD)



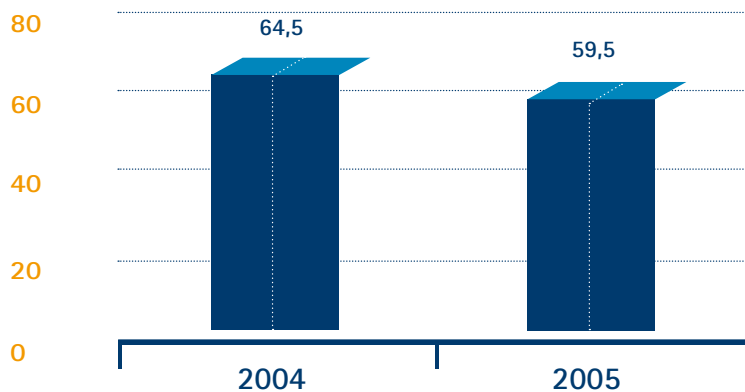
Évolution du coefficient d'exploitation



LE RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Conséquence de cette évolution du produit net bancaire et des frais d'exploitation, le résultat brut d'exploitation s'est situé à 59,5MD au 31/12/2005 contre 64,5MD au 31/12/2004, soit une baisse de 5,0MD ou -7,8%.

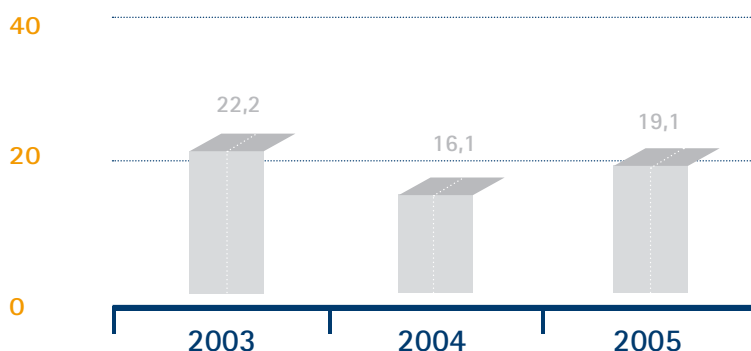
Évolution du R.B.E (en MD)



BÉNÉFICE NET

Le Bénéfice net a atteint 19,1MD en 2005 contre 16,1MD en 2004, ce qui correspond à une progression de 3,0MD ou +18,8%.

Évolution du bénéfice net (en MD)



ACTIONS COMMERCIALES ET DE DÉVELOPPEMENT

Nos actions marketing et de développement commercial en 2005 se sont inscrites dans le cadre des orientations stratégiques de la banque notamment:

- La mobilisation des dépôts à vue et de l'épargne;
- Le développement soutenu et maîtrisé du crédit aux particuliers;
- Le développement de la bancassurance;
- L'équipement de nos clients en produits générateurs de commissions.

Sur le plan offre de produits, l'accent a été mis cette année sur le développement des produits de banque à distance avec le lancement de MESSAGIS BIAT et de BIATNET services d'informations sur le compte, respectivement par SMS sur téléphone mobile et sur Internet via le site web de la banque.

Parallèlement au lancement de la BIATNET a démarré le projet de la refonte de notre site web en tant que vitrine incontestée de notre institution et de notre offre.

Deux grands axes de réflexion produits ont également concerné l'année 2005 :

- La bancassurance dont la gamme de produits s'est enrichie d'un nouveau entrant, Projet avenir produit d'épargne capitalisation multi-destinations;
- Le crédit aux particuliers qui connaîtra un nouveau tournant en 2006 avec le lancement d'une nouvelle version de notre offre de crédits standardisés.

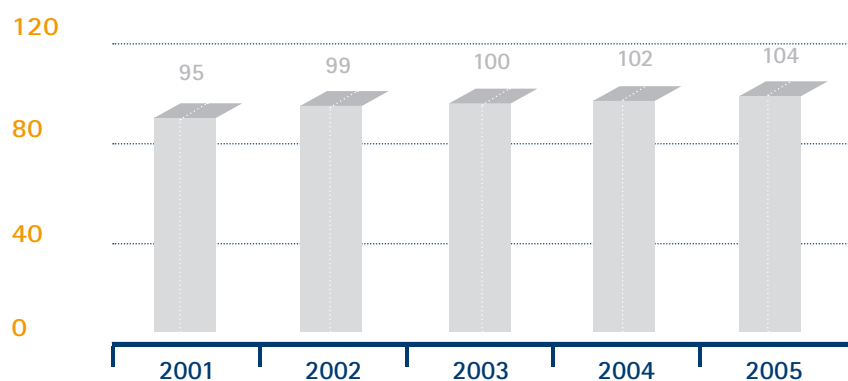
L'année 2005 a également été placée sous le signe de :

- L'écoute de notre clientèle par le placement d'un sondage auprès de notre clientèle safir en vue de l'évaluation de notre offre et de la qualité de notre service en agence.
- La connaissance de notre clientèle à travers une opération d'envergure intitulée « mieux vous connaître ... pour mieux vous servir » visant à constituer un fichier fiable de notre clientèle pour une meilleure gestion de la relation client et une plus grande efficacité de nos actions de marketing direct.

Au niveau de l'animation de la force de vente, trois challenges ont été menés : le challenge dépôts en faveur de la mobilisation de notre réseau pour la collecte des ressources faiblement rémunérés, le challenge Bancassurance destiné à familiariser le réseau avec cette activité nouvelle et enfin le challenge Western union pour le développement des transferts d'argent des tunisiens résidents à l'étranger.

Quant à l'extension de notre réseau, deux nouveaux points de vente « Tunis City-Géant » et « Jerba Midoun » sont venus renforcer nos représentations à travers le pays, portant le nombre de nos points de vente à 104 au service de notre clientèle.

Évolution du nombre de points de vente



PERSONNEL ET FORMATION

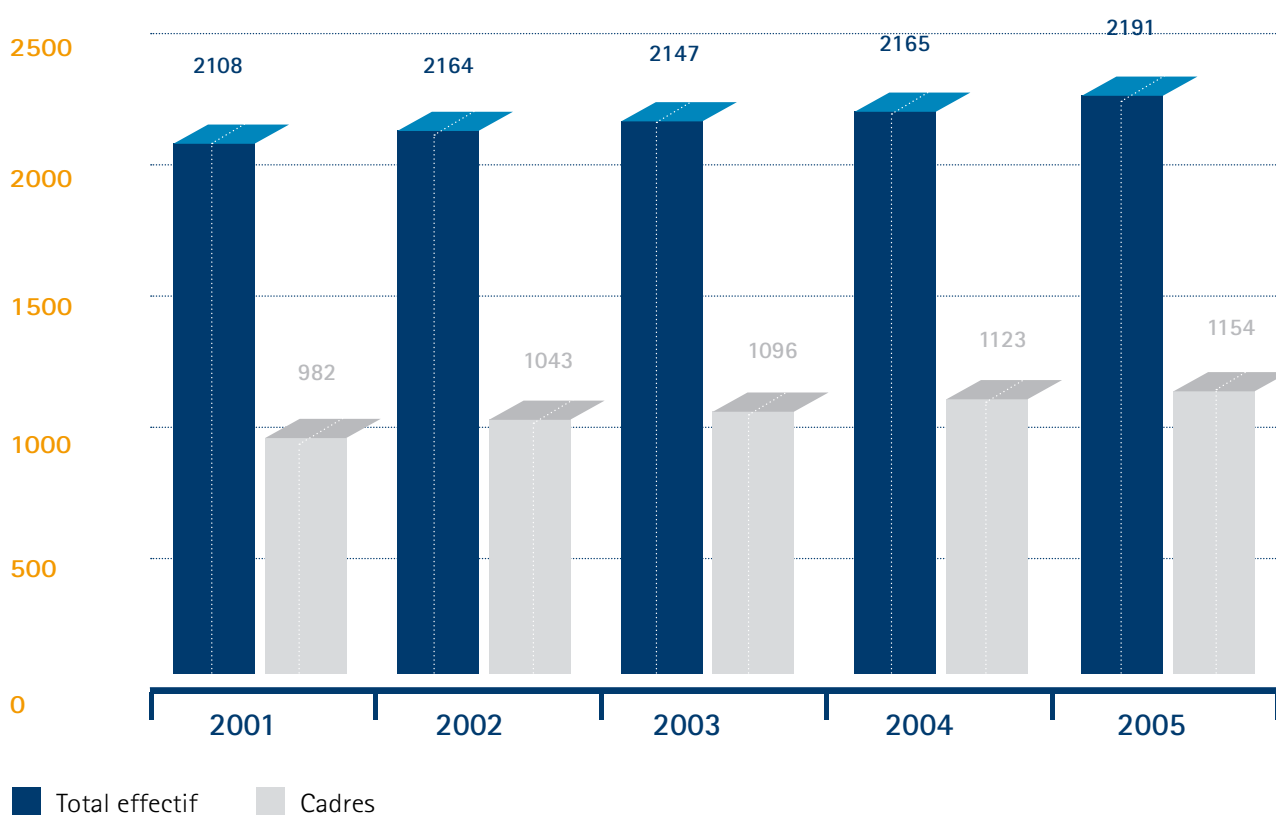
L'effectif de la BIAT a atteint 2191 employés au 31/12/2005 contre 2165 au 31/12/2004, suite au recrutement de 75 employés et au départ de 49 employés.

Cet effort de recrutement a amélioré la proportion des cadres dans le total effectif qui a été portée à 52,7% en 2005 contre 51,9% en 2004.

Cette importance dont jouit le facteur humain apparaît également à travers l'intérêt particulier que la BIAT a toujours accordé à la formation du personnel.

En fait la formation interne et externe, s'adressant à tous les métiers de la banque, a touché une population totale de 3979 personnes répartis entre 2018 cadres et 1961 agents.

Évolution de l'effectif



ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Le raccordement de la totalité des points de vente au réseau d'échange de documents numérisés (TTN) a constitué, pour la banque, l'une des priorités de l'année.

Il en est de même pour la poursuite de la mise en exploitation de son nouveau serveur monétique.

Par ailleurs et en confirmation de nos orientations stratégiques en matière de gestion de ressources humaines, la mise en œuvre de nouveaux modules, ayant trait à cette activité, s'est poursuivie tout au long de 2005.

Aussi, la réflexion déjà entamée l'année précédente et relative à la refonte du Système d'Information de la banque, s'est poursuivie cette année. Elle a abouti à l'élaboration du plan d'actions, en la matière, pour les années à venir.

Par contre, ces préparatifs à la refonte du Système d'Information ont relativement conditionné l'étendue des actions courantes de 2005.

Finaliser les projets en cours, et se limiter à la réalisation d'actions à forte valeur ajoutée, urgentes, obligatoires et/ou à caractère réglementaire, ont été les principes nous ayant guidés dans le choix des actions à mener en 2005.

Par ailleurs et comme pour les années précédentes, la rationalisation de nos dépenses informatiques (acquisition de matériels et de logiciels, révision des contrats de maintenance, suivi des frais généraux de fonctionnement), a également été l'une de nos préoccupations de l'année.

PERSPECTIVES
2006



Le scénario de développement de la banque sera orienté, comme par le passé, vers un développement soutenu de la production bancaire, lui permettant de préserver voire d'améliorer ses parts de marché.

Ce scénario prévisionnel a été élaboré sur la base des hypothèses suivantes :

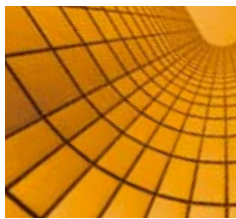
- Une croissance du volume des dépôts de la clientèle de 11% en terme de soldes quotidiens moyens;
- Une augmentation des crédits à la clientèle de 10,5% en terme de soldes quotidiens moyens;
- Une amélioration de la qualité des risques encourus sur les crédits accordés.

Ces hypothèses d'évolution des dépôts et des crédits devraient se traduire à fin 2006 par les résultats d'exploitation suivants :

- Un produit net bancaire de 198MD en amélioration de 10,8%;
- Un résultat brut d'exploitation de 70MD en augmentation de 18,4%;
- Un bénéfice net d'environ 21MD.

Les résultats d'exploitation projetés pour l'exercice 2006 vont contribuer à améliorer les fondamentaux financiers de la banque.

ÉLÉMENTS SUR LE CONTRÔLE INTERNE



ORGANISATION

Le contrôle interne de la BIAT est organisé en trois grands niveaux :

- Un premier niveau constitué des contrôles assurés par les agences et les services opérationnels ou fonctionnels du siège, sur leur propre activité ou gestion conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, et aux instructions et directives internes de la banque. Ils sont exercés par le personnel chargé de l'accomplissement des opérations, ou de façon automatique par les systèmes informatiques et par les chefs hiérarchiques au sein de chaque unité. Ces contrôles sont documentés et référencés au niveau des circulaires et des notes d'application, gérées actuellement de façon informatisée. Dans le cadre du renforcement de la documentation en matière de contrôle, un référentiel de Contrôle Interne agence a été élaboré et installé en 2005 au niveau du site Intranet de la BIAT.
- Un deuxième niveau constitué des contrôles assurés par les unités opérationnelles de niveau supérieur, (Directions de groupes et de Zones et Département des grandes entreprises) pour le réseau, et par les structures centrales du siège effectuant dans le Cadre de leurs attributions, des contrôles sur les opérations et les activités relevant de leurs domaines de compétence. Font notamment partie de ces contrôles, les contrôles sur les opérations de crédits, les contrôles d'ordre comptable et financier, les contrôles d'ordre juridique et réglementaire, les contrôles budgétaires et des dépenses, le contrôle de gestion et les contrôles et sécurités sur le système d'information et sur les biens et les personnes.
- Un troisième niveau constitué des contrôles réalisés par les organes d'audit et d'inspection dans le cadre des programmes de missions annuels ou pluri annuels.
Ils sont exercés par des structures indépendantes, et ont pour principale mission, de s'assurer de la qualité et de l'efficacité des autres niveaux de contrôles. Les structures en charge de ces contrôles sont: la Direction de l'Inspection, la Direction de l'Audit interne, la Direction de l'Audit informatique et la Direction du contrôle et de surveillance des risques.
Une fois par semestre, un Comité d'audit se réunit, sous la présidence du Président Directeur Général, pour examiner les résultats de ces contrôles et les enseignements tirés et approuver les programmes des missions et des interventions proposés pour la période à venir.
Une réflexion est engagée sur les modalités à mettre en place, pour l'instauration du Comité d'audit prévu par la loi N° 2005-96 relative au renforcement de la sécurité des relations financières et répondant aux normes internationales en la matière.

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

- Tirer profit des possibilités offertes par les NTIC, pour généraliser les contrôles automatiques au niveau des processus métiers et développer les contrôles à distance.
- Renforcer et consolider les contrôles dans le cadre de notre stratégie de maîtrise des risques, en accord avec les standards internationaux et en prévision des échéances et des exigences de Bâle II.
- Exploiter les résultats des contrôles pour générer de la valeur ajoutée et contribuer à une meilleure efficacité, qualité et rentabilité des opérations et de l'investissement.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE BIAT

En 2005



PRÉSENTATION DU GROUPE BIAT

Nous avons procédé à la consolidation des états financiers des sociétés du groupe BIAT conformément aux règles et aux principes comptables édictés par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises et par les normes comptables tunisiennes relatives notamment aux opérations spécifiques aux établissements bancaires, à la consolidation des états financiers et aux regroupements d'entreprises. Outre la BIAT, le périmètre de consolidation regroupe les sociétés suivantes :

Financière de Placement et Gestion « FPG »

Elle est entrée en exploitation le 27 septembre 1995. Son capital actuel est de 3 millions de dinars. Son objet social est l'intermédiation en bourse.

BIAT Assets Management

Elle a été créée en vue de se conformer à la réglementation. Elle a démarré l'activité le 19 juin 2002. Son capital actuel est de 500 mille dinars. Son objet social est la gestion des portefeuilles des OPCVM.

Sicar Avenir

Elle est entrée en activité le 23 mars 2000. Son capital actuel est de 20 millions de dinars. Son objet est la participation pour son propre compte ou pour le compte des tiers et en vue de sa rétrocession, au renforcement des fonds propres des petites et moyennes entreprises et notamment celles promues par les nouveaux promoteurs, implantées dans des zones de développement régional ou objet d'opérations de mise à niveau.

Compagnie Internationale Arabe de Recouvrement « CIAR »

Elle est entrée en exploitation le 5 décembre 2000. Son capital actuel est de 1 million de dinars. Son objet est le recouvrement des créances.

Sicaf BIAT

Elle a été créée en novembre 2003. Son capital actuel est de 16 millions de dinars. Son objet est la gestion de portefeuille de valeurs mobilières et opérations connexes. Elle détient la totalité du capital de la SGP, de la SIM et de la société TAAMIR.

Société de Promotion Immobilière Arabe de Tunisie

Elle a démarré l'activité le 22 décembre 2000. Son capital actuel est de 600 mille dinars. Son objet est la promotion immobilière.

Société de Promotion Touristique Salloum

Elle est entrée en exploitation le 15 novembre 1990. Son capital actuel est de 4 millions de dinars. Son objet est la création, promotion et exploitation d'une station touristique dans la zone de Salloum.

Organisation et services informatiques « OSI »

Elle est entrée en activité le 20 avril 1987. Son capital actuel est de 20 mille dinars. Son objet est la commercialisation de bien et services ayant trait à l'organisation et à la gestion et traitement de l'information.

Société la Protectrice

Elle a débuté l'exploitation le 19 décembre 1989. Son capital actuel est de 40 mille dinars. Son objet est le conseil et le courtage en assurances.

Assurances BIAT

Connue auparavant sous le nom d'ATIG, cette société a changé de dénomination sociale pour devenir Assurances BIAT depuis que la BIAT a acquis la majorité de son capital en avril 2002. Son capital actuel est de 10 millions de dinars. Son objet est la réalisation et la gestion de contrats et de conventions d'assurances et de réassurances.

Société FAIZA

Elle a démarré le 6 août 1993. Son capital actuel est de 1,280 million de dinars. Son objet principal est la construction, aménagement, achat, vente et exploitation de tout établissement à caractère touristique.

SICAV Opportunity

Elle est entrée en exploitation le 28 mai 2001. Son capital actuel est de 950,4 mille dinars. Son objet est la gestion de portefeuille de valeurs mobilières.

SICAV Trésor

Elle a débuté l'activité le 17 janvier 1997. Son capital actuel est de 217048,5 mille dinars. Son objet est la gestion de portefeuille de valeurs mobilières.

SICAV Prosperity

Elle est entrée en activité le 15 mars 1994. Son capital actuel est de 4636,7 mille dinars. Son objet est la gestion de portefeuille de valeurs mobilières.

Société Générale de Placement « SGP »

Elle a démarré l'exploitation le 17 septembre 1992. Son capital actuel est de 9041,3 mille dinars. Son objet est la propriété et la location d'immeubles ainsi que les participations financières.

Société TAAMIR

Elle est entrée en exploitation le 8 novembre 1988. Son capital actuel est de 5088,3 mille dinars. Son objet est l'acquisition et la gestion d'immeubles ainsi que de droits de propriété dans d'autres sociétés.

Société d'Informatique et de Management « SIM »

Elle a commencé l'activité le 12 juin 1981. Son capital actuel est de 822,9 mille dinars. Son objet est les participations financières ainsi que la commercialisation de services et études ayant trait à l'organisation, gestion et traitement de l'information.

Société Golf Sousse Monastir

Elle est entrée en activité le 13 février 1990. Son capital actuel est de 6,500 millions de dinars. Son objet est la réalisation de terrains de golfe et de centres de loisirs et de sports en Tunisie et particulièrement dans la région de Monastir en effectuant les études, recherches et travaux concernant l'aménagement touristique, hôtelier et immobilier ainsi que toute opération d'exploitation et de prise de participation.

Société Tanit International « STI »

Elle a été créée en 1989. Son capital actuel est de 60 millions de dinars. Son objet est le développement de l'hôtellerie, du tourisme et des stations thermales en Tunisie ainsi que la participation directe ou indirecte dans toute société visant le même but.

Banque d'affaires de Tunisie « BAT »

Elle a été créée en 1997. Son capital actuel est de 4,5 millions de dinars. Elle a pour objet l'exercice de toutes les opérations entrant dans la définition de l'activité des banques d'affaires telle que définie dans les textes législatifs et réglementaires. Son activité principale consiste dans le conseil et l'assistance en matière de gestion financière, d'ingénierie financière, et d'une manière générale tous les services destinés à faciliter la création, le développement et la restructuration des entreprises.

Compagnie Internationale Arabe de Tourisme « CIAT »

Elle a été créée en mars 1983. Son capital actuel est de 14 millions de dinars. Elle a pour objet la création, l'acquisition, la construction, l'aménagement et l'exploitation de tous établissements à caractère touristique, la prise de décision ou d'intérêts dans toutes sociétés ou opérations quelconques par voie de fusion, apport, souscription, achat de titres ou de droits sociaux ou consti-

tution de nouvelles sociétés.

Palm Links Immobilière

Elle est entrée en exploitation en 1999. Son capital actuel est de 200 milles dinars. Elle a pour objet la promotion immobilière sous toutes ses formes et dans tout le territoire de la Tunisie.

Tunisie Titrisation

Cette société a été créée en décembre 2005 avec un capital social de 250 milles dinars. Elle a pour objet la gestion de fonds communs de créances.



RÉSULTATS DU GROUPE BIAT

Les principales données consolidées du groupe indiquent que le total bilan s'est situé à 3986,2MD au 31/12/2005 contre 3602,8MD au 31/12/2004, ce qui correspond à une augmentation de 10,6%.

Le Produit Net Bancaire a atteint 203,3MD à fin 2005 contre 189,1MD à fin 2004, soit un accroissement de 7,5%.

Le Bénéfice net a, pour sa part, enregistré un accroissement de 22,7% pour se situer à 16,4MD à fin 2005 contre 13,4MD à fin 2004.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

du 31 mai 2006



RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2005

Messieurs les Actionnaires de la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT »

1- En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale ordinaire du 18 Mai 2004, nous avons examiné les états financiers de la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT », pour l'exercice clos le 31 Décembre 2005.

Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

2- Nous avons effectué notre audit conformément aux normes de révision comptable généralement admises en la matière. Il a comporté les vérifications que nous avons jugées nécessaires en la circonstance et notamment, celles consignées dans la note de la Banque Centrale de Tunisie n° 93 – 23 du 30 Juillet 1993 et compte tenu des normes prudentielles définies par la circulaire n° 91 – 24 du 17 Décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

3- Notre audit a été planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives et d'avoir, par conséquent, une base fiable à l'expression de notre opinion.

4- Les états financiers ci-joints arrêtés au 31 Décembre 2005, font apparaître un total du bilan de D : 3.667.099.689 et un bénéfice net de D : 19.078.226.

Ces états ont été établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises et notamment les règles de présentation des états financiers et de prise en compte, d'évaluation et de divulgation des opérations découlant des transactions de la banque, telles que énoncées par les normes comptables sectorielles régissant les établissements bancaires.

OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

5- Sur la base des diligences que nous avons accomplies, nous certifions que les états financiers de la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT », arrêtés au 31 Décembre 2005, tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport sont, pour tout aspect significatif, réguliers et sincères et traduisent fidèlement la situation financière de la banque, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

VÉRIFICATIONS & INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

6- Conformément aux dispositions des articles 201 et 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons examiné les informations relatives à la situation financière et aux comptes données par votre conseil d'administration dans les documents mis à votre disposition à l'occasion de l'assemblée générale. Ces informations n'appellent de notre part aucune remarque particulière.

7- En application des dispositions de l'article 3 (nouveau) de la loi 94 – 117, portant réorganisation du marché financier, telle que modifiée par les textes subséquents et des dispositions de l'article 266 (nouveau) du Code des Sociétés Commerciales nous avons examiné le système de contrôle interne et les procédures administratives et comptables en vigueur à la date de notre intervention. Sur la base des travaux effectués conformément aux normes professionnelles appliquées en la matière, nous n'avons pas relevé d'insuffisances significatives qui sont de nature à affecter l'efficacité et la fiabilité du système de contrôle interne de la banque.

8- Par ailleurs, nous avons noté que les conditions d'inscription des titres émis par la banque dans les comptes en valeurs mobilières aux noms des actionnaires sont conformes aux dispositions de la loi n°2000-35 du 21 Mars 2000, des articles 314 et 315 du Code des Sociétés Commerciales ainsi que celles prévues par le décret 2001-2728 du 20 Novembre 2001.

Tunis, le 28 avril 2006

Les Commissaires aux Comptes

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2005

Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions de l'article 200 (nouveau) du code des sociétés commerciales et de l'article 29 de la loi 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit, nous avons l'honneur de vous donner à travers le présent rapport les indications relatives à la conclusion et à l'exécution des conventions régies par les dispositions précitées.

1- La BIAT a conclu, le 08 Mars 2003, trois conventions de dépositaire exclusif des titres et des fonds de la SICAV PROSPERITY, la SICAV TRESOR et la SICAV OPPORTUNITY. En vertu des dispositions de ces conventions, les prestations de la BIAT sont rémunérées aux taux respectifs de 0,2% TTC de l'actif net de la SICAV PROSPERITY, 0,2% TTC de l'actif net de la SICAV TRESOR et 0,3% TTC de l'actif net de la SICAV OPPORTUNITY. Ces rémunérations sont décomptées quotidiennement et réglées mensuellement à terme échu. Par ailleurs, aucune rémunération n'est due par ces SICAV à la BIAT au titre des frais de distribution. Ces conventions stipulent, en outre, que ces SICAV seront domiciliées dans les locaux de la BIAT sans que ceci ne constitue une location et n'ouvre droit à aucune création de propriété commerciale en leur faveur.

2- La BIAT a conclu, le 08 Mars 2003, des conventions tripartites de commercialisation des titres SICAV PROSPERITY, SICAV TRESOR et SICAV OPPORTUNITY avec ces trois sociétés et la BIAT ASSETS MANAGEMENT, société de gestion et en vertu desquelles, cette dernière assure la commercialisation des titres de ces SICAV au profit des clients. Elle est, à ce titre, habilitée à utiliser le nom de la BIAT dans les campagnes publicitaires et promotionnelles qu'elle envisage réaliser sous réserve de l'accord écrit de la BIAT qui prend, intégralement, en charge les dépenses y afférentes. En outre, la BIAT prend en charge les frais relatifs à la logistique nécessaire pour le fonctionnement de la société de gestion ainsi que les frais d'abonnements, d'entretien, de maintenance et de fonctionnement inhérents à l'exploitation des équipements mis à la disposition de la BIAT ASSETS MANAGEMENT.

3- La BIAT a conclu le 25 Mai 2005 un avenant à la convention du 11 Janvier 1995 signée avec l'OSI « Organisation et Services Informatiques » qui prévoit une rémunération au titre de la conception et la réalisation d'un système d'information intégré. Cette rémunération s'élève pour l'exercice 2005 à un montant de 2.500 mD hors taxe.

4- La BIAT a conclu, au cours de l'année 2000, une convention de gestion avec la SICAR AVENIR mettant à la charge de la BIAT, l'exécution de l'ensemble des tâches relatives à la gestion commerciale, financière et administrative de ladite SICAR. La BIAT perçoit de la SICAR AVENIR, en contrepartie des prestations rendues, une rémunération annuelle égale à 1% des fonds propres de la SICAR. Cette convention stipule, aussi, que la SICAR AVENIR sera domiciliée dans les locaux de la BIAT sans que ceci ne constitue une location et n'ouvre droit à aucune création de propriété commerciale ou droit au bail en faveur de celle-ci.

5- La BIAT a conclu, le 02 Janvier 2004, avec la Financière de Placement et de Gestion « FPG » une convention de collecte d'ordres en bourse.

L'article 8 de cette convention stipule que les commissions de courtage sur toute opération négociée par la « FPG » pour le compte de la BIAT ou de ses clients sont réparties comme suit :

- Commissions de courtage sur les transactions réalisées sur les marchés de la cote de la bourse : 50% à la BIAT et 50% à la FPG ;

- Commissions de courtage sur les transactions réalisées sur les marchés hors-cote : 100% à la FPG ;

- Toutes commissions prélevées sur les clients propres à la FPG : 100% à la FPG ; et

- Toutes autres commissions prélevées sur les clients de la BIAT : 100% à la BIAT.

En outre, la BIAT met à la disposition de la « FPG » les locaux, la logistique et les équipements nécessaires à l'exercice de son activité et prend en charge toutes les dépenses d'entretien et de maintenance s'y rattachant. Aussi, la « FPG » peut utiliser le nom de la BIAT dans les campagnes publicitaires et promotionnelles, sous réserve de son accord écrit.

6- Dans le cadre de la couverture de son patrimoine et son activité économique et sociale, la BIAT a conclu avec la société «LA PROTECTRICE », société d'étude, de conseil et de courtage en assurance et réassurance, une convention d'assistance et de conseil. La charge supportée par la BIAT, en 2005, au titre de cette convention, s'élève à D : 20.000.

7- La BIAT a conclu avec la société « Assurances BIAT » un contrat de location en vertu duquel elle met à la disposition de celle-ci un local nécessaire à l'exercice de son activité sis au 88, Avenue Hédi Chaker – Tunis, et ce, moyennant un loyer annuel en hors taxe de D : 73.200 qui subira une majoration de 5% à partir de la 3ème année de location soit à compter du premier Janvier 2006.

Cette location est consentie pour une période de deux années successives commençant le premier Janvier 2004 et finissant le 31 Décembre 2005, renouvelable d'année en année par tacite reconduction.

- 8- La BIAT a conclu, en 2004, des contrats d'assurances auprès de la société « Assurances BIAT », se détaillant comme suit :
- Contrat d'assurance de responsabilité civile, en date du 05 Janvier 2004, prévoyant une prime annuelle en hors taxe de D : 8.010.
 - Contrat collectif d'assurance vie « protection familiale », en date du 19 Février 2004, prévoyant une prime annuelle de D : 89.236.
 - Contrat d'assurance contre les accidents corporels, en date du 19 Février 2004, prévoyant une prime annuelle de D : 68.786.
 - Contrat d'assurance contre le vol et la perte des cartes de paiement prévoyant une prime pour l'année 2005 de D : 118.951.
 - Contrat d'assurance multirisque sur les ordinateurs prévoyant une prime annuelle de D : 33.011.
 - Contrat d'assurance de la flotte automobile prévoyant une prime pour l'année 2005 de D : 58.500.
 - Contrat d'assurance « vol global banque » prévoyant une prime pour l'année 2005 de D : 192.511.
 - Contrat d'assurance « incendie et garanties annexes » prévoyant une prime pour l'année 2005 de D : 167.573.

9- La BIAT a acquis auprès de la société de promotion immobilière de Tunisie « SOPIAT » un terrain sis à Hammamet en vertu d'un contrat de vente signé par les deux sociétés. Le prix d'acquisition a été imputé sur l'encours de la SOPIAT pour un montant de 2.790.000 dinars.

10- La BIAT a conclu le 12 Octobre 2005 avec la Compagnie Internationale Arabe de Recouvrement « CIAR » une convention d'assistance au recouvrement des créances. Cette convention stipule que la CIAR s'engage à assister la BIAT dans le recouvrement amiable de ses créances dans la limite et le strict respect de la législation en vigueur. En contre partie de ses services, la CIAR percevra une commission de 10% hors TVA sur tout montant recouvré.

11- La BIAT a conclu le 15 Décembre 2004 avec la CIAR une convention de location de bureaux en vertu de laquelle la BIAT loue la totalité du premier étage ainsi que cinq bureaux au deuxième étage de l'immeuble situé à l'angle avenue Hédi Chaker et rue du Koweït objet de titre foncier dénommé « Marie Thérèse ». Le loyer annuel a été fixé à 28.720 dinars hors TVA et subira à partir de la troisième année de location une majoration cumulative de 5%.
Hormis les conventions ci-dessus indiquées, votre conseil d'administration ne nous a donné avis d'aucune autre convention entrant dans le cadre des dispositions précitées.

Tunis, le 28 avril 2006

Les Commissaires aux Comptes

ORGA-AUDIT
Mohamed Salah BEN AFIA

FINOR
Fayçal DERBEL

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX RAPPORTS

NOTE 1 : DÉFINITION DE LA MISSION

Cette mission de commissariat aux comptes est confiée conformément aux dispositions des articles 258 et suivants du Code des Sociétés Commerciales et 16 et suivants de la loi n° 88-108 du 18 Août 1988 portant refonte de la législation relative à la profession d'expert comptable. Elle porte sur la certification de la régularité et la sincérité des états financiers de la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT », arrêtés au 31 Décembre 2005.

Elle est assurée conformément aux normes de révision comptable généralement admises et notamment :

- Les normes de révision de l'ordre des experts comptables de Tunisie
- Les normes internationales d'audit de l'IFAC
- La note aux banques de la Banque Centrale de Tunisie n° 93 – 23 en date du 30 Juillet 1993.

L'opinion exprimée résulte d'un examen, par sondages, des éléments justifiant les données contenues dans les états financiers ainsi que d'une appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues par la direction. Elle résulte également de :

- L'examen des politiques de financement, de recouvrement et de suivi des engagements
- L'appréciation et l'évaluation des provisions nécessaires pour la couverture des risques, conformément aux normes prudentielles définies par la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91 – 24 du 17 Décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents.

NOTE 2 : NOTE SUR LA CONFORMITÉ AU SYSTÈME COMPTABLE DES ENTREPRISES

Les états financiers présentés ci-joints ont été établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises et notamment les normes comptables sectorielles régissant les établissements bancaires.

Ils sont composés :

- du bilan ;
- Etat des engagements hors bilan ;
- de l'état de résultat ;
- de l'état de flux de trésorerie ;
- des notes aux états financiers.

Nous avons noté, à ce titre, l'utilisation par la banque des normes comptables comme référentiel de base pour la préparation et la présentation des états financiers.

NOTE 3 : ÉTENDUE DES TRAVAUX DE VÉRIFICATION

Comme il est indiqué dans le deuxième paragraphe de notre rapport général, notre examen a été effectué en observant les normes de révision comptable généralement admises et a comporté le contrôle des documents comptables et toutes les autres procédures de vérification que nous avons jugées nécessaires en la circonstance et notamment celles consignées dans la note de la Banque Centrale de Tunisie n° 93 – 23 du 30 Juillet 1993.

Nous présentons ci-après les développements concernant l'application de certaines de ces vérifications.

* Appréciation du système de contrôle interne

Nous avons examiné le système de contrôle interne et les procédures administratives et comptables en vigueur à la date de notre intervention, conformément aux dispositions de l'article 266 (nouveau) du Code des Sociétés Commerciales, alinéa 2 (nouveau), et les préconisations des normes internationales d'audit (ISA) et notamment l'ISA 400.

* Classification des actifs :

Nous avons procédé à l'évaluation des actifs de la banque en observant les termes de référence fixés par l'annexe 2 à la note aux banques n° 93 – 23 de la Banque Centrale de Tunisie en date du 30 Juillet 1993.

Nous nous sommes assurés de l'application des exigences de la Banque Centrale de Tunisie, notamment en matière de classification des actifs.

* Engagements :

Nous avons adressé des demandes de confirmation aux emprunteurs concernant les montants des prêts en cours au 31 Décembre 2006. D'autres procédures de contrôle ont été utilisées lorsqu'une confirmation n'avait pas été reçue.

* Titres de participation:

Nous avons examiné les titres de participation détenus par la banque et nous avons procédé à la vérification des états financiers des sociétés dans lesquelles elle détient une participation en vue de comparer la situation nette à la valeur des titres portée dans ses livres.

* Immobilisations:

Nous avons vérifié la réalité des investissements de l'exercice et leur conformité aux pièces justificatives. Nous avons également vérifié que les bases d'évaluation et les taux utilisés pour l'amortissement sont appropriés, compte tenu des durées de vie probables des actifs et de leur utilisation pendant l'exercice.

* Correspondants :

Nous avons adressé des demandes de confirmation aux différents correspondants et nous avons vérifié les rapprochements bancaires au 31 Décembre 2005.

* Emprunts :

Nous avons revu les contrats de crédit et nous nous sommes assurés que les conditions requises ont été respectées par la banque. Nous avons examiné le calcul des charges de financement en fonction des clauses contractuelles et leur imputation dans les charges d'exploitation de l'exercice.

* Dossier fiscal :

Nous avons étudié la situation fiscale de la banque au titre des différents impôts et taxes auxquels elle est assujettie et nous avons vérifié par la suite sa traduction dans les comptes sociaux.

* Autres procédures de vérification :

Nous avons procédé à la vérification, par sondages, des transactions relatives aux intérêts sur prêts, dividendes, commissions et autres revenus, ainsi qu'aux intérêts versés, salaires et autres frais généraux dans la mesure où nous l'avons jugé nécessaire et eu égard au dispositif de contrôle interne actuellement en vigueur au sein de la banque.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2005

Messieurs les Actionnaires,

1- En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale ordinaire du 18 Mai 2004, nous avons examiné les états financiers consolidés du groupe de la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT », pour l'exercice clos le 31 Décembre 2005.

Ces états financiers relèvent de la responsabilité des dirigeants sociaux de la société mère et des sociétés consolidées. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit.

2- Nous avons effectué notre audit conformément aux normes de révision comptable généralement admises en la matière, il a comporté les vérifications que nous avons jugées nécessaires en la circonstance.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste, également, à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

Nous n'avons pas examiné les états financiers des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation autres que ceux de la société mère, la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT ». Pour la validation des états financiers de ces sociétés, nous nous sommes basés sur les rapports des confrères commissaires aux comptes, excepté les rapports des sociétés suivantes qui n'étaient pas disponibles à la date de rédaction du présent rapport :

- Société Organisation et Services Informatiques « OSI ».
- Société Golf Sousse Monastir « GSM ».
- Société TANIT International

3- Notre audit a été planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives et d'avoir, par conséquent, une base fiable à l'expression de notre opinion.

4- Les états financiers consolidés ci-joints arrêtés au 31 Décembre 2005, font apparaître un total du bilan de 3.986.239 mille dinars et un résultat consolidé de 16.402 mille dinars.

OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

5- A notre avis, et compte tenu de la limitation développée dans le deuxième paragraphe du présent rapport, les états financiers consolidés du groupe de la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT », arrêtés au 31 Décembre 2005, tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport sont, pour tout aspect significatif, réguliers et sincères et traduisent fidèlement la situation financière du groupe, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

VÉRIFICATIONS & INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

6- Conformément aux dispositions légales, nous avons examiné les informations relatives à la situation financière et aux comptes consolidés données par votre conseil d'administration dans les documents mis à votre disposition à l'occasion de l'assemblée générale.

Ces informations n'appellent de notre part aucune remarque particulière.

Tunis, le 28 avril 2006

Les Commissaires aux Comptes

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la banque au titre de l'exercice 2005 et entendu lecture des rapports des commissaires aux comptes, approuve le rapport du Conseil d'Administration dans son intégralité, les conventions régies par les dispositions de l'article 200 du Code des Sociétés Commerciales ainsi que les états financiers arrêtés au 31 décembre 2005 tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux Membres du Conseil d'Administration.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale décide de répartir le bénéfice net de l'exercice 2005, qui s'élève à 19.078.226,277 Dinars, majoré du report à nouveau de 60.321,386 Dinars soit au total 19.138.547,663 Dinars comme suit :

• Réserves légales	953.911,314 D
• Réserves pour plus-values sur cession de titres de participations	2.442.771,865 D
• Réserves facultatives	0,000 D
• Dividendes statutaires	6.000.000,000 D
• Fonds social	1.907.822,628 D
• Superdividendes	7.200.000,000 D
• Report à nouveau	634.041,856 D

La rémunération du capital est fixée à 1,100 Dinar par action, soit 11% du nominal des actions entièrement libérées et numérotées de 1 à 12 000 000.

L'Assemblée Générale Ordinaire charge le Conseil d'Administration de mettre en paiement le dividende par détachement du coupon N°44 à une date à fixer par le Président Directeur Général.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de transférer aux réserves facultatives, les dotations affectées aux réserves pour plus-value sur cession de titres dans le cadre de la répartition du bénéfice de l'exercice 2000 d'un montant de 1.828.675,560 Dinars.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport d'activité du Groupe BIAT au titre de l'exercice 2005, et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les états financiers consolidés de la banque au 31/12/2005 tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de :

- La démission de la Société Marseillaise de Crédit de son poste d'Administrateur suite à la cession de sa participation dans le capital de la BIAT à la HSBC France.
- La démission de Monsieur Moncef JERRAYA de son poste d'Administrateur.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SIXIÈME RÉOLUTION

Conformément à l'article 20 des statuts, l'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la désignation par le Conseil d'Administration de :

- Monsieur Ismaïl MABROUK.
- HSBC France.

En tant qu'Administrateurs, en remplacement de Monsieur Moncef JARRAYA et de la Société Marseillaise de Crédit et ce, pour la période qui reste du mandat de ces derniers, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SEPTIÈME RÉOLUTION

Conformément à l'article 31 des statuts, l'Assemblée Générale ratifie la désignation par le Conseil d'Administration de Monsieur Moncef JERRAYA en tant que Conseiller au sein du Conseil d'Administration, et ce, pour une période prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer au Conseil d'Administration la somme de quatre cent cinquante mille dinars à titre de jetons de présence pour l'exercice 2006.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

NEUVIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au représentant légal de la banque ou à toute personne mandatée par lui à l'effet d'effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités légales de publications ou de régularisation.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

du 31 mai 2006



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Messieurs les Actionnaires

L'environnement bancaire connaît de grandes mutations notamment avec l'entrée en scène d'opérateurs étrangers importants et face à ces mutations et à la concurrence qui s'en suivra, la banque doit entreprendre une série d'actions qui lui permettra de soutenir son ambition de conserver et même de consolider son rang de première banque privée telles que :

- Le développement du réseau de points de vente à un rythme plus soutenu à travers l'ouverture de 6 à 7 unités annuellement ;
- La poursuite de la transformation de nos anciennes agences en points de vente «nouveau concept» orientés vers l'acte commercial ;
- La refonte de notre système d'information qui nécessite un investissement important ;
- La construction de la 2ème phase de notre siège social dont les travaux démarreront au courant de cette année ;
- La saisie des opportunités de développement en dehors de notre territoire et notamment en Algérie, voire en Libye.

Les actions énumérées ci-dessus et les investissements qui en découlent, pourraient être normalement financés par des fonds propres additionnels générés par l'activité. Cependant, le programme d'amélioration des fondamentaux financiers de la banque actuellement en cours et qui s'étalera jusqu'en 2008, va consommer la majeure partie du résultat brut d'exploitation, réduisant ainsi la capacité de la banque à générer des fonds propres additionnels.

En fait l'amélioration des fondamentaux financiers a, surtout depuis 1998, constitué une préoccupation majeure de par son impact sur la solidité, la solvabilité et la croissance de la banque.

Dans ce cadre des efforts importants ont été consentis et seront davantage déployés dans le futur pour le respect de :

- Une couverture des CDL's supérieure à 70%.
- Un ratio de solvabilité supérieur à 100%.

Le niveau de couverture des CDL's s'est amélioré à la faveur d'une politique de provisionnement soutenue notamment durant la période 2002-2005, passant de moins de 36% à plus de 55%.

Cette logique de provisionnement entamée depuis 2002 et intégrée dans nos projections futures, mettra sous pression le bénéfice net et par là, la génération de fonds propres additionnels.

L'objectif d'une couverture des CDL's par les provisions à hauteur de 70% en 2008, constitue un seuil minimum. Après 2008 la banque devra poursuivre ses efforts de provisionnement pour tendre vers un ratio de couverture de 100%.

Le niveau de solvabilité a été également consolidé durant la période 1998-2005 grâce à des apports en fonds propres et à un emprunt subordonné de 76,9MD (49,8M) contracté en 2004 auprès de la S.F.I. et de PROPARGO, permettant ainsi à la banque d'avoir un ratio de solvabilité de plus de 11%.

Mais le développement futur de l'activité de la Banque et la poursuite d'une politique de provisionnement soutenue vont se traduire par une baisse du ratio de solvabilité à moins de 10% d'ici 2008.

La conjugaison de ces défis que doit relever la Banque, que ce soit en matière d'actions d'accompagnement de son développement ou d'amélioration de ses fondamentaux financiers - deux objectifs consommateurs de fonds propres - a amené le Conseil d'Administration à proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire un renforcement des fonds propres de la Banque par une augmentation de capital de 50MD.

Cette augmentation de capital portera le capital de la Banque de 120 à 170 millions de dinars. Il est proposé de la réaliser en numéraire par l'émission de cinq millions (5.000.000) d'actions nouvelles de 10 dinars de nominal chacune avec une prime d'émission de 15 dinars par action à verser en intégralité à la souscription et de la libérer sur une

période de deux ans.

L'objectif de cette note est de susciter votre accord pour procéder à partir de l'exercice en cours, à la réalisation de cette augmentation de capital.

Ce renforcement des fonds propres devrait permettre à la banque de :

- Soutenir son plan de développement ;
- Améliorer sa solvabilité en renforçant les fonds propres et par là leurs poids dans le total bilan ;
- Accompagner les engagements de certains grands groupes privés ;
- Améliorer substantiellement le ratio de solvabilité qui dépassera nettement la moyenne des banques tunisiennes ;
- Pouvoir saisir toute opportunité de développement de notre activité à l'intérieur du pays ou l'extérieur.

Le Conseil d'Administration



RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 31 MAI 2006

Messieurs les Actionnaires

Votre Conseil d'Administration réuni le 27 Avril 2006, a convoqué la présente Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de statuer sur l'augmentation du capital de la Banque Internationale Arabe de Tunisie "BIAT" d'un montant de 50 millions de dinars, pour le porter de 120 à 170 millions de dinars et ce, par l'émission de 5 millions d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 10 dinars chacune à souscrire en numéraire, moyennant une prime d'émission de 15 dinars par action à libérer en intégralité à la souscription.

Cette augmentation de capital qui sera réalisée sans renonciation aux droits préférentiels de souscription, sera libérée sur une période de deux ans.

Sur la base des diligences que nous avons accomplies, nous vous informons que l'augmentation de capital proposée par votre Conseil d'Administration, ne suscite de notre part aucune remarque particulière.

Tunis, le 8 mai 2006

Les Commissaires aux Comptes

ORGA-AUDIT
Mohamed Salah BEN AFIA

FINOR
Fayçal DERBEL

**RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 31 MAI 2006
ÉTABLI EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 200
DU CODE DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES**

Messieurs les Actionnaires

Votre Conseil d'Administration de la banque réuni le 27 Avril 2006, a autorisé la cession d'une partie du point de vente sis El Menzah VI et des éléments incorporels qui lui sont rattachés, objet de l'acte sous seing privé du 22 décembre 2004.

Cette cession a été réalisée pour un montant total de 75.000 dinars, dont 40.000 sinars au titre des éléments incorporels.

Cette opération ne suscite de notre part aucune remarque particulière.

Tunis, le 8 mai 2006

Les Commissaires aux Comptes

ORGA-AUDIT
Mohamed Salah BEN AFIA

FINOR
Fayçal DERBEL

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration concernant l'augmentation du capital :

- Décide d'augmenter le capital de la banque de 50 millions de dinars pour le porter de 120 à 170 millions de dinars et autorise le Conseil d'Administration à réaliser cette augmentation en numéraire par l'émission de cinq millions (5.000.000) d'actions nouvelles de 10 dinars de nominal chacune numérotées de 12.000.001 à 17.000.000 avec une prime d'émission de 15 dinars par action à verser en intégralité à la souscription.
La libération de cette augmentation de capital se fera sur une période de deux ans.
Les actions non souscrites peuvent être totalement ou partiellement redistribuées entre les actionnaires.
Les actions non souscrites peuvent être offertes au public totalement ou partiellement.
Le montant de l'augmentation du capital social peut être limité au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation proposée.
- Donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour déterminer les modalités de cette augmentation de capital, notamment les dates d'ouverture et de clôture de la souscription, les dates de jouissance desdites actions et pour faire en général tout ce qui est nécessaire pour la réalisation de cette augmentation de capital.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de mettre les statuts de la banque en conformité avec la résolution ci-dessus relative à l'augmentation du capital et avec les nouvelles dispositions du code des sociétés commerciales et la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire prend acte du rapport spécial de Messieurs les Commissaires aux Comptes et approuve la réalisation de la cession d'une partie du point de vente sis à El Menzah VI suivant acte sous seing privé en date du 29 décembre 2004 enregistré à la Goulette le 30 décembre 2004 quittance N°85716 N° d'enregistrement 4207354.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, informée de la volonté de la banque de développer et de réaménager ses points de vente selon le nouveau concept et de rationaliser ses coûts, donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration et à son Président à l'effet de :

- Négocier et réaliser la cession de tous droits et éléments incorporels rattachés aux anciens locaux d'Elmenzah I, El Manar II, Ariana , El Menzah VI , Berges du Lac, Mégrine, Msaken, Gremda et à défaut, résilier les contrats de location desdits locaux une fois toutes les chances de cession épuisées. (*)
- Consentir un contrat de location gérance de l'ancien local Med V. (*)

En outre l'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration et à son Président à l'effet de procéder, si nécessaire, au transfert d'autres points de vente d'un lieu à un autre et de réaliser en conséquence la cession desdits points de vente ou la résiliation des contrats de location y afférents.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

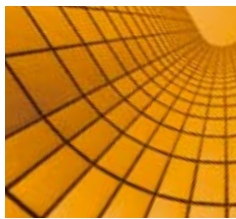
CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au Président Directeur Général et à toute personne mandatée par lui à l'effet d'effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités légales de publications ou de régularisation.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS

2005



en DT

BILAN ARRÊTÉ AU 31-12-2005

	ACTIF	NOTE	31-12-2005	31-12-2004	VARIATIONS	EN %
AC 1	Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	III-1	55 863 501,672	46 063 709,949	9 799 791,723	21,27%
AC 2	Créances sur les établissements bancaires et financiers	III-2	472 573 706,285	356 717 223,597	115 856 482,688	32,48%
	a) Créances sur les établissements bancaires		466 828 693,477	351 082 994,819	115 745 698,658	32,97%
	b) Créances sur les établissements financiers		5 745 012,808	5 634 228,778	110 784,030	1,97%
AC 3	Créances sur la clientèle	III-3	2 414 325 265,396	2 132 907 800,244	281 417 465,152	13,19%
	a) Comptes débiteurs		311 168 758,016	309 658 687,845	1 510 070,171	0,49%
	b) Autres concours à la clientèle		2 033 391 405,195	1 748 966 458,942	284 424 946,253	16,26%
	c) Crédits sur ressources spéciales		69 765 102,185	74 282 653,457	-4 517 551,272	-6,08%
AC 4	Portefeuille titre commercial	III-4	396 565 105,057	484 672 813,312	-88 107 708,255	-18,18%
	a) Titres de transaction		380 294 950,209	468 193 740,846	-87 898 790,637	-18,77%
	b) Titres de placement		16 270 154,848	16 479 072,466	-208 917,618	-1,27%
AC 5	Portefeuille titre d'investissement	III-5	118 553 831,815	114 787 081,276	3 766 750,539	3,28%
	a) Titres d'investissement		8 158 775,426	8 745 409,178	-586 633,752	-6,71%
	b) Titres de participation		42 555 380,579	62 613 091,288	-20 057 710,709	-32,03%
	c) Parts dans les entrep assoc & co-entrepr		19 743 570,000	0,000	19 743 570,000	-
	d) Parts dans les entreprises liées		48 096 105,810	43 428 580,810	4 667 525,000	10,75%
AC 6	Valeurs immobilisées	III-6	100 132 215,703	100 299 212,174	-166 996,471	- 0,17%
	a) Immobilisations incorporelles		4 833 061,819	3 883 048,648	950 013,171	24,47%
	b) Immobilisations corporelles		95 299 153,884	96 416 163,526	-1 117 009,642	-1,16%
AC 7	Autres actifs	III-7	109 086 063,356	97 678 166,895	11 407 896,461	11,68%
	a) Comptes d'attente et de régularisation		19 117 457,049	18 628 543,621	488 913,428	2,62%
	b) Autres		89 968 606,307	79 049 623,274	10 918 983,033	13,81%
	TOTAL ACTIF		3 667 099 689,284	3 333 126 007,447	333 973 681,837	10,02%

en DT

BILAN ARRÊTÉ AU 31-12-2005

	PASSIF & CAPITAUX PROPRES	NOTE	31-12-2005	31-12-2004	VARIATIONS	EN %
PA 1	Banque Centrale CCP et TGT	IV-1	2 558 930,769	93 168,601	2 465 762,168	2 646,56%
PA 2	Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	IV-2	118 589 733,790	130 218 361,962	-11 628 628,172	-8,93%
	a) Dépôts et avoirs des établissements bancaires		117 287 542,792	128 616 358,597	-11 328 815,805	-8,81%
	b) Dépôts et avoirs des établissements financiers		1 302 190,998	1 602 003,365	-299 812,367	-18,71%
PA 3	Dépôts et avoirs de la clientèle	IV-3	3 004 259 394,292	2 659 426 462,582	344 832 931,710	12,97%
	a) Dépôts à vue		1 253 000 369,102	1 059 547 762,428	193 452 606,674	18,26%
	b) Autres dépôts et avoirs		1 751 259 025,190	1 599 878 700,154	151 380 325,036	9,46%
PA 4	Emprunts et ressources spéciales	IV-4	191 139 691,681	205 533 089,841	-14 393 398,160	-7,00%
	a) Emprunts matérialisés		40 144 657,534	50 180 821,918	-10 036 164,384	-20,00%
	b) Autres fonds empruntés		77 171 374,646	77 402 097,362	-230 722,716	-0,30%
	c) Ressources spéciales		73 823 659,501	77 950 170,561	-4 126 511,060	-5,29%
PA 5	Autres passifs	IV-5	66 434 769,983	93 404 422,706	-26 969 652,723	-28,87%
	a) Provisions pour passif et charges		7 367 016,115	5 407 103,050	1 959 913,065	36,25%
	b) Comptes d'attente et de régularisation		37 985 241,836	69 221 321,413	-31 236 079,577	-45,12%
	c) Autres		21 082 512,032	18 775 998,243	2 306 513,789	12,28%
	TOTAL PASSIF		3 382 982 520,515	3 088 675 505,692	294 307 014,823	9,53%
	CAPITAUX PROPRES	V				
CP1	Capital		120 000 000,000	100 000 000,000	20 000 000,000	20,00%
	a) Capital souscrit		120 000 000,000	100 000 000,000	20 000 000,000	20,00%
	b) Capital non libéré		0,000	0,000		
CP2	Réserves		144 869 034,624	128 170 605,396	16 698 429,228	13,03%
	a) Primes liées au capital		66 760 000,000	54 760 000,000	12 000 000,000	21,91%
	b) Réserve légale		10 000 000,000	10 000 000,000	-	-
	c) Réserves statutaires		0,000	0,000	-	-
	d) Réserves ordinaires		31 976 844,870	28 856 016,797	3 120 828,073	10,82%
	e) Autres réserves		36 132 189,754	34 554 588,599	1 577 601,155	4,57%
CP3	Actions propres		0,000	0,000	-	-
CP4	Autres capitaux propres		109 586,482	159 030,038	-49 443,556	-31,09%
	a) Subventions		109 586,482	159 030,038	-49 443,556	-31,09%
	b) Écart de réévaluation		0,000	0,000	-	-
	c) Titres assimilés à des capitaux propres		0,000	0,000	-	-
CP5	Résultats reportés		60 321,386	55 003,726	5 317,660	9,67%
CP6	Résultat de l'exercice		19 078 226,277	16 065 862,595	3 012 363,682	18,75%
	Total Capitaux Propres		284 117 168,769	244 450 501,755	39 666 667,014	16,23%
	TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		3 667 099 689,284	3 333 126 007,447	333 973 681,837	10,02%

en DT

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN
ARRÊTÉ AU 31-12-2005

	PASSIF ÉVENTUEL	NOTE	31-12-2005	31-12-2004	VARIATIONS	EN %
HB 1	Cautions, avals et autres garanties données	VI	649 882 503,111	674 668 700,426	-24 786 197,315	-3,67%
	a) En faveur d'établissements bancaires et financiers		284 253 784,053	328 377 805,774	-44 124 021,721	-13,44%
	b) En faveur de la clientèle		365 628 719,058	346 290 894,652	19 337 824,406	5,58%
HB 2	Crédits documentaires		293 811 171,484	280 137 729,198	13 673 442,286	4,88%
	a) En faveur de la clientèle		169 903 352,680	151 416 078,969	18 487 273,711	12,21%
	b) Autres		123 907 818,804	128 721 650,229	-4 813 831,425	-3,74%
HB 3	Actifs donnés en garantie					
	TOTAL PASSIFS ÉVENTUELS		943 693 674,595	954 806 429,624	-11 112 755,029	-1,16%
	ENGAGEMENTS DONNÉS	VI				
HB 4	Engagements de financement donnés					
	a) En faveur d'établissement bancaires, financiers et d'assurance		53 706 751,000	85 184 372,000	-31 477 621,000	-36,95%
	b) En faveur de la clientèle		53 706 751,000	85 184 372,000	-31 477 621,000	-36,95%
HB 5	Engagements sur titres		939 423,300	1 503 207,000	-563 783,700	-37,51%
	a) Participations non libérées		871 975,000	1 492 287,500	-620 312,500	-41,57%
	b) Titres à recevoir		67 448,300	10 919,500	56 528,800	517,69%
	TOTAL ENGAGEMENTS DONNÉS		54 646 174,300	86 687 579,000	-32 041 404,700	-36,96%
	ENGAGEMENTS REÇUS	VI				
HB 6	Engagements de financement reçus					
HB 7	Garanties reçues		1 046 600 000,000	1 026 898 000,000	19 702 000,000	1,92%
	a) Garanties reçues de l'Etat		33 602 325,000	37 364 957,000	-3 762 632,000	-10,07%
	b) Garanties reçues d'établissements bancaires et financiers		16 287 109,000	17 261 871,000	-974 762,000	-5,65%
	c) Garanties reçues de la clientèle		996 710 566,000	972 271 172,000	24 439 394,000	2,51%
	TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS		1 046 600 000,000	1 026 898 000,000	19 702 000,000	1,92%



	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	VII-1	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	EN %
PR 1	Intérêts et revenus assimilés a) Opérations avec les établissements bancaires et financiers b) Opérations avec la clientèle c) Autres intérêts et revenus assimilés	VII-1-1	191 047 297,774	175 059 722,912	15 987 574,862	9,13%
			10 618 714,794	7 322 355,084	3 296 359,710	45,02%
			168 642 716,301	156 156 972,535	12 485 743,766	8,00%
			11 785 866,679	11 580 395,293	205 471,386	1,77%
PR 2	COMMISSIONS (en Produits)	VII-1-2	42 518 359,753	40 039 504,928	2 478 854,825	6,19%
PR 3	Gains sur portefeuille titres commerc. et oper. financières a) Gain net sur titres de transaction b) Gain net sur titres de placement c) Gain net sur opérations de change	VII-1-3	41 235 279,443	40 507 277,579	728 001,864	1,80%
		VII-1-3-a	27 198 679,674	27 154 147,206	44 532,468	0,16%
		VII-1-3-b	1 064 921,766	1 057 655,713	7 266,053	0,69%
		VII-1-3-c	12 971 678,003	12 295 474,660	676 203,343	5,50%
	Revenus du portefeuille d'investissement a) Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement b) Dividendes et revenus assimilés sur titres de participation c) Divid. et reven. assimil./parts dans les entrepr. assoc. et co-entrepr. d) Divid. et revenus assimilés sur parts dans les entreprises liées	VII-1-4	2 330 000,526	1 748 846,378	581 154,148	33,23%
			94 685,394	102 462,980	-7 777,586	-7,59%
			604 771,032	526 845,482	77 925,550	14,79%
			0,000	0,000		
			1 630 544,100	1 119 537,916	511 006,184	45,64%
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		277 130 937,496	257 355 351,797	19 775 585,699	7,68%
	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	VII-2				
CH 1	Intérêts encourus et charges assimilées a) Opérations avec les établissements bancaires et financiers b) Opérations avec la clientèle c) Emprunts et ressources spéciales d) Autres intérêts et charges	VII-2-1	95 542 217,839	84 640 178,547	10 902 039,292	12,88%
			9 365 861,994	6 570 090,171	2 795 771,823	42,55%
			67 944 561,848	64 637 454,546	3 307 107,302	5,12%
			12 968 738,891	6 883 867,004	6 084 871,887	88,39%
			5 263 055,106	6 548 766,826	-1 285 711,720	-19,63%
CH 2	Commissions encourues	VII-2-2	3 079 418,221	2 361 889,120	717 529,101	30,38%
CH 3	Pertes sur portefeuille titres commerc. et op. financières a) Perte nette sur titres de transaction b) Perte nette sur titres de placement c) Perte nette sur opérations de change		0,000	0,000		
			0,000	0,000		
			0,000	0,000		
			0,000	0,000		
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		98 621 636,060	87 002 067,667	11 619 568,393	13,36%
	PRODUIT NET BANCAIRE		178 509 301,436	170 353 284,130	8 156 017,306	4,79%
	AUTRES POSTES DE PRODUITS ET CHARGES					
PR 5/ CH 4	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	VII-3	-36 755 238,120	-43 462 920,173	6 707 682,053	-15,43%
PR 6/ CH 5	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	VII-4	-373 901,900	-2 950 364,857	2 576 462,957	-87,33%
PR 7	Autres produits d'exploitation	VII-5	1 891 716,012	1 456 853,522	434 862,490	29,85%
CH 6	Frais de personnel	VII-6	69 821 613,938	61 714 322,225	8 107 291,713	13,14%
CH 7	Charges générales d'exploitation	VII-7	33 327 656,987	29 965 458,542	3 362 198,445	11,22%
CH 8	Dotations aux amortissements et aux provisions		15 848 620,834	14 161 867,484	1 686 753,350	11,91%
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION		24 273 985,669	19 555 204,371	4 718 781,298	24,13%
PR 8/ CH 9	Solde en gain \ perte provenant des autres éléments ordinaires	VII-8	346 300,005	52 566,379	293 733,626	558,79%
CH 11	Impôts sur les bénéfices		5 542 059,397	3 541 908,155	2 000 151,242	56,47%
	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		19 078 226,277	16 065 862,595	3 012 363,682	18,75%
PR 9/ CH 10	Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires					
	RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE		19 078 226,277	16 065 862,595	3 012 363,682	18,75%

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
PÉRIODE DU 01-01 AU 31-12-2005

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	NOTE	31-12-2005	31-12-2004
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenus du portefeuille d'investissement)		273 417 057,530	257 746 911,583
Charges d'exploitation bancaire décaissées		-93 228 343,250	-82 842 746,690
Dépôts \ Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers		-4 267 805,486	10 189 837,991
Prêts et avances \ Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		-331 689 132,330	-167 571 352,450
Dépôts \ Retraits de dépôts de la clientèle		333 970 894,490	210 956 795,758
Titres de placements		175 400,000	-960 000,000
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-108 370 723,907	-100 975 643,330
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		6 235 328,903	10 150 050,562
Impôt sur le bénéfice		-1 418 695,233	-5 705 740,625
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	IX-1	74 823 980,717	130 988 112,799
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		2 338 377,113	1 736 884,743
Acquisitions \ cessions sur portefeuille d'investissement		-4 148 139,661	-569 394,642
Acquisitions \ cessions sur immobilisations		-14 788 657,571	-18 100 609,999
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	IX-2	-16 598 420,119	-16 933 119,898
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission d'actions		0,000	32 000 000,000
Émission d'emprunts			71 445 477,351
Remboursement d'emprunts		-19 536 439,792	
Augmentation \ diminution ressources spéciales		-4 705 010,620	1 379 690,271
Dividendes versés		-11 627 907,074	-11 653 612,347
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	IX-3	-35 869 357,486	93 171 555,275
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	IX-4	11 558 902,758	7 500 208,769
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		33 915 105,870	214 726 756,945
Liquidités et équivalents de liquidités au début de période		695 727 081,470	481 000 324,525
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	IX-5	729 642 187,340	695 727 081,470

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS ANNUELS ARRÊTES AU 31-12-2005**NOTE N°I****Objet/Respect des normes comptables tunisiennes**

Les états financiers de la Banque Internationale Arabe de Tunisie sont établis conformément aux dispositions prévues par la loi n°96-112 du 30-12-1996 relative au système comptable des entreprises et aux dispositions prévues par l'arrêté du Ministre des Finances du 25-03-1999 portant approbation des normes comptables sectorielles relatives aux opérations spécifiques aux établissements bancaires.

Les états financiers sont établis selon le modèle défini par la norme comptable n°21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires.

NOTE N°II**Objet/Bases de mesure et principes comptables pertinents appliqués et présentation des états financiers.**

Les états financiers sont arrêtés au 31-12-2005 en appliquant les principes et conventions comptables prévues par le décret n°96-2459 du 30-12-1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité et des principes comptables prévus par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires. Parmi ces principes, nous décrivons ci-après les règles qui ont été appliquées pour la prise en compte des produits et des charges, les règles d'évaluation des créances et des titres et les règles de conversion des opérations en devises.

II.1. Les règles de prise en compte des produits

Les intérêts, les produits assimilés et les commissions sont pris en compte dans le résultat du 31-12-2005 pour leurs montants se rapportant à la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2005. Ainsi, les produits qui ont été encaissés et qui concernent des périodes postérieures au 31 décembre 2005 ne sont pas pris en considération dans le résultat de l'année 2005 et ce, conformément aux dispositions prévues par les normes comptables. Les produits courus et non échus au 31-12-2005 sont en revanche inclus dans le résultat.

En application des dispositions prévues aussi bien par la norme comptable sectorielle n°24 que par la circulaire n°91-24 du 17-12-1991 de la Banque Centrale de Tunisie, les intérêts et produits assimilés exigibles au 31-12-2005 et non encaissés ou dont l'encaissement est douteux ne sont pas pris en considération dans le résultat et figurent au bilan sous forme d'agios réservés.

Les intérêts et produits assimilés constatés en agios réservés au cours des exercices antérieurs et qui sont encaissés en 2005 sont en revanche inclus dans le résultat du 31-12-2005.

II.2. Les règles de prise en compte des charges

Les charges d'intérêts, les commissions encourues, les frais de personnel et les autres charges sont pris en compte en diminution du résultat du 31-12-2005 pour leurs montants se rapportant à la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2005. Ainsi, les charges qui ont été décaissées et qui concernent des périodes postérieures au 31-12-2005 sont constatées dans le bilan sous forme de comptes de régularisation.

Les charges qui se rapportent à la période concernée par cette situation et qui n'ont pas été décaissées jusqu'au 31-12-2005 sont « diminuées » du résultat.

II.3. Les règles d'évaluation des créances

Conformément aux dispositions prévues par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires et par la circulaire n°91-24 du 17-12-1991 de la Banque Centrale de Tunisie, une évaluation de l'ensemble des créances de la Banque a été effectuée sur la base de la situation arrêtée au 31-12-2005 et compte tenu des événements postérieurs à cette date.

Cette évaluation a été accompagnée d'une appréciation de l'ensemble des garanties déductibles au sens de la circulaire n°91-24 de la Banque Centrale de Tunisie relative aux règles prudentielles.

Ces deux opérations ont conduit la Banque à déterminer un montant de provisions requises, un montant de la Dotation aux provisions relative à l'année 2005 et un montant des produits réservés.

II.4. Les règles d'évaluation des titres

Conformément aux dispositions prévues par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires et par la circulaire n°91-24 du 17-12-1991 de la Banque Centrale de Tunisie, une évaluation des titres détenus par la Banque a été effectuée au 31-12-2005. Cette évaluation a permis de déterminer un montant de provisions requises sur ces titres et un montant de la dotation aux provisions pris en considération dans l'arrêté des états financiers du 31-12-2005.

Cette évaluation a été arrêtée sur la base du dernier cours boursier du mois de décembre 2005 pour les titres cotés et de la situation financière des sociétés émettrices pour les titres non cotés.

Les plus values latentes déterminées pour les titres de placement, les titres de participations, les parts dans les entreprises liées ou coentreprises ne sont pas prises en compte dans le résultat du 31-12-2005.

Les moins values latentes sur l'ensemble de ces catégories de titres sont par contre constatées sous forme de provisions sur titres.

II.5. Les règles de conversion des opérations en devises

Conformément aux dispositions prévues par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires, les états financiers sont arrêtés en tenant compte des créances et des dettes en devises qui sont convertis sur la base du dernier cours de change interbancaire du mois de décembre 2005 et de la position de change en devises convertis sur la base du dernier cours de change moyen de la BCT du mois de décembre 2005. Les gains et pertes de change résultant de cette conversion sont pris en compte dans le résultat arrêté au 31-12-2005.

II.6. Présentation des états financiers

Les états financiers arrêtés et publiés par la BIAT au titre de l'année 2005, sont présentés conformément à la norme comptable sectorielle n° 21 et comportent aussi bien les données relatives à l'année 2004 que celles relatives à l'année 2005.

Les données relatives à l'année 2004 sont conformes à celles publiées dans le cadre des états financiers qui ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 17 mai 2005 à l'exception de quelques retraitements qui ont été opérés au niveau de certaines rubriques de l'état de résultat et de l'état des engagements hors bilan qui sont détaillés comme suit :

AU NIVEAU DE L'ÉTAT DE RÉSULTAT

Le retraitement consiste dans le reclassement de certains comptes de frais au niveau de la rubrique CH 7 « Charges générales d'exploitation » au lieu de la rubrique CH 2 « Commissions encourues ».

En milliers de dinars

RUBRIQUE		31-12-2004	31-12-2004 RECLASSÉE	DIFFÉRENCE
CH 2	Commissions Encourues	4 191	2 362	-1 829
CH 7	Charges générales d'exploitation	28 136	29 965	1 829

AU NIVEAU DE L'ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Le retraitement consiste dans le reclassement d'un engagement hors bilan au niveau de la rubrique HB 1-a « Cautions, avals et autres garanties données en faveur d'établissements bancaires et financiers » au lieu de la rubrique HB 1-b « Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle ».

En milliers de dinars

RUBRIQUE		31-12-2004	31-12-2004 RECLASSÉE	DIFFÉRENCE
HB 1-a	Cautions, avals et autres Garanties données en faveur d'établissements financiers	326 921	328 378	1 457
HB 1-b	Cautions, avals et autres Garanties données en faveur de la clientèle	347 747	346 291	-1 457

NOTE N°III

Objet/Note sur l'actif du bilan

L'actif du bilan est composé des rubriques suivantes :

- AC1 : Caisse et avoirs auprès de la Banque Centrale, Centre de chèques postaux et Trésorerie Générale de Tunisie
- AC2 : Créances sur les établissements bancaires et financiers
- AC3 : Créances sur la clientèle
- AC4 : Portefeuille-titres commercial
- AC5 : Portefeuille titres d'investissement
- AC6 : Valeurs immobilisées
- AC7 : Autres actifs

III.1. Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le volume de ce poste a enregistré une augmentation entre décembre 2004 et décembre 2005 de 9.800 mD ou 21,27 % en passant d'une période à une autre de 46.064 mD à 55.864 mD. Cette variation est imputable principalement aux postes suivants :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Encaisses	31 425	31 471	- 46	- 0,15
Avoirs chez la BCT	24 018	14 057	9 961	70,86
Avoirs chez le CCP	421	536	-115	- 21,45
TOTAL	55 864	46 064	9 800	21,27

III.2. Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le volume de cette rubrique est passé entre décembre 2004 et décembre 2005 de 356.717 mD à 472.574 mD enregistrant ainsi une augmentation de 115.856 mD ou 32,48 %.

Cette variation provient de l'accroissement du volume de nos créances sur les établissements bancaires de 115.746 mD ou 32,97 % accompagnée par une augmentation du total de nos créances sur les établissements financiers à hauteur de 111 mD ou 1,97 %.

La variation du volume des créances sur les établissements bancaires qui est passé de 351.083 mD au 31/12/2004 à 466.829 mD au 31/12/2005 concerne les postes suivants :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Comptes de Prêts à la BCT	203 560	116 344	87 216	74,96
Comptes de Prêts du Marché Interbancaire	233 290	205 299	27 991	13,63
Créances Rattachées sur Prêts	583	604	- 21	3,48
Comptes Correspondants Nos Tri	3 088	6 208	- 3 120	-50,25
Comptes Correspondants Lori	3 888	557	3 331	598,02
Créances Rattachées sur Comptes Correspondants	82	18	64	355,55
Valeurs Non Imputées	22 338	22 053	285	1,29
TOTAL	466 829	351 083	115 746	32,97

La variation du poste Créances sur les établissements financiers qui est passé de 5.634 mD en décembre 2004 à 5.745 mD en décembre 2005 est imputable principalement à l'accroissement de nos concours en faveur des sociétés de Leasing sous forme de nouveaux crédits à moyen terme et escompte d'effets commerciaux.

Cette variation concerne les postes suivants :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Crédits à moyen terme accordés aux Sociétés de Leasing	5 668	5 482	186	3,39
Effets commerciaux escomptés en faveur des Sociétés de Leasing	11	0	11	
Créances rattachées	66	152	- 86	- 56,57
TOTAL	5 745	5 634	111	1,97

III.3. Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle sont composées des comptes débiteurs courants et classés, des autres concours courants et classés, des crédits sur ressources spéciales courants et classés et des comptes courants associés.

Les créances douteuses brutes (classées) ainsi que les provisions requises couvrant les actifs classés sont déterminées conformément aux dispositions prévues aussi bien par la circulaire n°91-24 du 17-12-1991 de la Banque Centrale de Tunisie relative aux règles prudentielles que par les normes comptables applicables aux Entreprises Bancaires.

Le total des créances sur la clientèle est passé de 2.132.907 mD en décembre 2004 à 2.414.325 mD en décembre 2005 enregistrant ainsi une augmentation de 281.417 mD ou 13,19 %.

Ce total est ventilé comme suit :

1. COMPTES DÉBITEURS DE LA CLIENTÈLE :

Les comptes débiteurs de la clientèle ont enregistré d'une période à une autre une augmentation de 1 510 mD ou 0,49 % en passant de 309.659 mD en décembre 2004 à 311.169 mD en décembre 2005. Ces comptes débiteurs sont ventilés comme suit :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Comptes débiteurs courants	265 986	260 710	5 276	2,02
Comptes débiteurs douteux	25 555	24 692	863	3,50
Avances sur dépôts à terme	8 489	10 125	- 1 636	- 16,16
Créances rattachées	11 139	14 131	- 2 992	- 21,17
TOTAL	311 169	309 658	1 511	- 0,49

Les comptes débiteurs douteux s'élevant à 25.555 mD tels que présentés au bilan sont nets des provisions pour créances douteuses d'un montant de 26.312 mD et des agios réservés d'un montant de 25.544 mD, ce qui donne un volume brut de comptes courants douteux de 77.411 mD.

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Volume brut comptes courants douteux	77 411	70 558	6 853	9,71
Provisions pour créances douteuses	- 26 312	- 25 757	- 555	2,15
Agios réservés	- 25 544	- 20 109	- 5 435	- 27,03
TOTAL COMPTES DÉBITEURS DOUTEUX	25 555	24 692	863	3,49

Ce montant brut est réparti entre les différentes classes prévues par la réglementation prudentielle de la BCT comme suit :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Classe 2	3 090	3 326	- 236	- 7,09
Classe 3	5 763	11 441	- 5 678	- 49,63
Classe 4	68 558	55 791	12 767	22,88
TOTAL	77 411	70 558	6 853	9,71

2. AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE :

Les autres concours à la clientèle sont passés entre décembre 2004 et décembre 2005 de 1.748.967 mD à 2.033.391 mD enregistrant une augmentation de 284.425 mD ou 16,26 %.

Le total de ce poste est ventilé comme suit :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Autres concours courants	1 867 094	1 594 321	272 773	17,11
Autres concours douteux	164 526	152 947	11 579	7,57
Comptes courants associés	1 771	1 699	72	4,24
TOTAL	2 033 391	1 748 967	284 424	16,26

a- Les autres concours courants sont répartis entre les différentes formes de crédits prévues par le plan comptable bancaire comme suit :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Crédits commerciaux et industriels	1 410 719	1 256 462	154 257	12,28
Crédits immobiliers, promoteurs	37 455	25 142	12 313	48,97
Crédits immobiliers, acquéreurs	251 383	203 468	47 915	23,55
Crédits agricoles	165 529	108 686	56 843	52,30
	1 865 086	1 593 758	271 328	17,02
Valeurs non imputées	2 113	2 403	- 290	- 12,07
Créances rattachées	16 170	14 418	1 752	12,15
Intérêts perçus d'avance (en moins)	- 16 275	- 16 258	- 17	0,10
Total autres concours courants	1 867 094	1 594 321	272 773	17,11

Les autres concours courants sont répartis selon la durée initiale de chaque crédit comme suit :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Crédits à court terme	749 909	642 501	107 408	16,72
Crédits à moyen terme	856 459	761 317	95 142	12,50
Crédits à long terme	258 718	189 940	68 778	36,21
Total	1 865 086	1 593 758	271 328	17,02

b- Les autres concours douteux de 164.526 mD tels que présentés au niveau du bilan sont nets des provisions pour créances douteuses pour un montant de 160.651 mD et des agios réservés pour un montant de 13.888 mD, ce qui donne un volume brut des autres concours douteux de 339.065 mD.

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Volume brut autres concours douteux	339 065	292 268	46 797	16,01
Provisions pour créances douteuses	- 160 651	- 127 436	- 33 215	26,06
Agios réservés	- 13 888	- 11 885	- 2 003	-16,85
Total autres concours douteux	164 526	152 947	11 579	7,57

Ce montant brut est réparti entre les différentes classes prévues par la réglementation prudentielle de la BCT comme suit :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Classe 2	36 742	10 705	26 037	243,22
Classe 3	14 135	17 897	-3 762	- 21,02
Classe 4	288 189	263 666	24 523	9,30
Total	339 065	292 268	46 797	16,01

c- Les comptes courants associés de 1.771 mD tels que présentés au bilan sont nets des provisions pour créances douteuses d'un montant de 135 mD, ce qui donne un encours comptable brut de 1.906 mD. Cet encours comporte des créances rattachées totalisant 120 mD, ce qui dégage un nominal de comptes courants associés de 1.786 mD.

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Nominal comptes courants associés	1 786	1 796	- 10	- 0,55
Provisions pour créances douteuses	- 135	- 135		
Créances rattachées	120	38	82	215,79
Total comptes courants associés	1 771	1 699	72	4,24

3. CRÉDITS SUR RESSOURCES SPÉCIALES

Les crédits sur ressources spéciales sont passés entre décembre 2004 et décembre 2005 de 74.283 mD à 69.765 mD enregistrant une diminution de 4.518 mD ou -6,08 %.

Ces crédits sont composés des éléments suivants :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Crédits sur ress. spéciales courants	63 200	68 300	-5 100	- 7,47
Crédits sur ress. spéciales douteux	5 536	5 323	213	3,98
Créances rattachées	1 028	660	368	55,76
Total	69 765	74 283	-4 518	-6,08

Les crédits sur ressources spéciales douteux totalisant 5.535 mD sont nets des provisions pour créances douteuses pour un montant de 4.598 mD et des agios réservés pour un montant de 94 mD, ce qui donne un encours comptable brut de 10.227 mD.

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Volume brut crédits sur ress. spéciales douteux	10 227	9 383	844	8,00
Provisions pour créances douteuses	-4 597	- 4 060	- 537	13,25
Agios réservés	- 94		- 94	
Total crédits sur Réss. spéciales douteux	5 536	5 323	213	3,98

Ce montant brut est réparti entre les différentes classes prévues par la réglementation prudentielle de la BCT comme suit :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Classe 2	669	88	581	660,22
Classe 3	217	142	75	52,81
Classe 4	9 341	9 153	188	2,05
Total	10 227	9 383	844	9,00

Compte tenu de ce qui précède, les créances sur la clientèle sont récapitulées ainsi :

a- Créances courantes :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Créances courantes hors engagements par Signatures et comptes courants associés	2 202 761	1 932 893	269 868	13,96
Créances courantes sur comptes courants associés	1 651	1 661	- 10	0,60
	2 204 412	1 934 554	269 858	13,95
Valeurs non imputées	2 113	2 403	- 290	- 12,07
Créances rattachées	28 457	29 247	- 790	- 2,70
Intérêts perçus d'avance sur les crédits (en moins)	-16 275	- 16 258	- 17	0,10
	2 218 707	1 949 946	268 761	13,78
Engagements par signatures courants	523 660	488 874	34 786	7,11
Total	2 742 367	2 438 820	303 547	12,45

b- Créances douteuses brutes :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Créances douteuses hors engagements par signatures et comptes courants associés	426 703	372 210	54 493	14,64
Engagements par signatures douteux	11 872	10 290	1 582	15,37
	438 575	382 500	56 075	14,66
Créances douteuses sur comptes courants associés	135	135		
	438 710	382 635	56 075	14,66

Ces créances douteuses hors comptes courants associés sont réparties entre les différentes classes prévues par la réglementation prudentielle de la BCT comme suit :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Classe 2	41 149	14 195	26 954	189,88
Classe 3	22 052	30 168	- 8 116	-26,90
Classe 4	375 374	338 137	37 237	11,01
Total	438 575	382 500	56 075	14,66

Le calcul de ce volume de créances classées de la clientèle a abouti à la détermination d'un total de provisions requises et d'agios réservés de 235.254 mD réparti entre les différentes catégories de créances comme suit :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Provisions requises sur engagements hors bilan	4 719	3 799	920	24,22
Provisions requises sur créances du bilan	230 535	186 595	43 940	23,55
	235 254	190 394	47 281	24,83
Provisions requises sur comptes courants associés	135	135		
Total	235 389	190 529	44 860	23,54

Le volume des provisions requises couvrant les créances sur la clientèle est affecté aux créances du bilan pour un montant de 230.535 mD et aux engagements hors bilan pour un montant de 4.719 mD.

Ce volume des provisions de 230.670 mD concernant les créances du bilan y compris les comptes courants associés est affecté à hauteur de 39.526 mD sous forme d'agios réservés et de 191.144 mD sous forme de provisions sur créances douteuses.

Ces provisions qui ont été constituées pour un montant de 191.695 mD ont été imputées sur le montant des créances classées sus mentionnés.

Les provisions constituées pour la couverture des engagements hors bilan figurent au passif du bilan pour un montant de 4.719 mD.

Ainsi, les provisions et agios réservés qui ont été constitués pour la couverture des créances sur la clientèle totalisent 235.940 mD ventilés comme suit :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Agios réservés	39 526	31 995	7 531	23,54
Provisions pour créances du bilan et autres éléments d'actifs	191 695	157 384	34 311	21,80
Provisions pour créances du hors bilan	4 719	3 799	920	24,22
TOTAL	235 940	193 178	42 762	22,14

Il y a lieu de noter, que, dans le cadre de l'analyse et de l'appréciation des créances sur la clientèle, les provisions requises au titre des créances classées ont été déterminées compte tenu uniquement des garanties déductibles au sens de la circulaire BCT n°91-24. Ainsi, ont été exclues de ce calcul les garanties non déductibles telles que les nantissements sur les fonds de commerce, les hypothèques sur les réquisitions d'immatriculation, les hypothèques maritimes, les hypothèques sur les actes sous seing privés, les nantissements sur les matériels fixes, les nantissements de marchés, les nantissements sur le matériel roulant, les nantissements marchandises, les cautions personnelles et solidaires des personnes physiques et morales, les avals des personnes physiques et morales, les assurances vie, les domiciliations de salaires, des loyers et de marchés.

III.4. Portefeuille titres commercial

Le volume de ce poste est passé entre décembre 2004 et décembre 2005 de 484.673 mD à 396.565 mD enregistrant ainsi une diminution de 88.108 mD ou 18,18 % répartie entre les titres de transactions (- 87.899 mD ou -18,77 %) et les titres de placement (- 209 mD ou -1,27 %). Cette diminution est due aux différents remboursements effectués durant la période allant du 31/12/2004 au 31/12/2005.

Le mouvement des titres ainsi que leur répartition entre les titres vendus à la clientèle et les titres gardés en portefeuille sont détaillés ci-après :

1. LES TITRES DE TRANSACTION

a- Les titres de transaction souscrits et non encore remboursés sont ventilés pour leur valeur nominale en mD comme suit :

En milliers de dinars

NATURE DES TITRES DE TRANSACTION	SOLDE AU 31-12-2005	SOLDE AU 31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Bons de trésor assimilables	625 516	602 044	23 472	3,89
Bons de trésor à court terme	138 150	127 750	10 400	8,14
Sous total des titres de transaction en principal	763 666	729 794	33 872	4,64
Créances et dettes rattachées et différence entre valeur nominale et valeur d'acquisition des BTA	17 353	16 937	416	2,46
TOTAL DES TITRES DE TRANSACTION SOUSCRITS	781 019	746 731	34 288	4,60

La variation des titres de transaction en Bons de trésor assimilables provient des nouvelles acquisitions ayant été effectuées en 2005 auprès du trésor pour 131 500 bons d'un nominal de mille dinars et des transferts reçus des clients pour 2 500 bons, compensées par les remboursements ayant eu lieu en 2005 pour 51 420 titres, les transferts effectués par les clients pour 500 titres et la vente de 58 608 titres à la BCT et aux SVT.

La variation des titres de transaction en Bons de trésor à court terme provient des nouvelles adjudications en 2005 auprès du trésor pour 182 100 bons d'un nominal de mille dinars, des acquisitions auprès de la BCT pour 32000 bons et des transferts reçus des clients pour 1 550 bons, compensées par les remboursements ayant eu lieu en 2005 pour 57 750 bons et la vente de 115 500 à la BCT.

b- Les titres de transactions sont répartis entre les titres gardés en portefeuille de la banque et les titres vendus à la clientèle et sont présentés pour leur valeur comptable en mD au 31/12/2005 comme suit :

En milliers de dinars

NATURE DES TITRES	SOLDE AU 31-12-2005	SOLDE AU 31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
I. Titres gardés en portefeuille de la banque				
Bons de trésor assimilables	306 655	377 665	- 71 010	- 18,80
Bons de trésor à court terme	61 682	80 528	-18 846	-23,40
Bons de trésor à court terme transférés	1 050	0	1 050	-
Titres de transactions en actions	0	0	0	-
Créances et dettes rattachées	10 908	10 001	907	9,07
Total des titres gardés en portefeuille	380 295	468 194	-87 899	-18,77
II. Titres vendus à la clientèle				
Bons de trésor assimilables	333 573	241 316	92 257	38,23
Bons de trésor à court terme	75 418	47 222	28 196	59,71
Titres vendus à la clientèle	408 991	288 538	120 453	41,75
Total général des titres souscrits par la banque	789 286	756 732	32 554	4,30

2. LES TITRES DE PLACEMENT

Les titres de placement qui sont composés principalement des obligations sont passés de 16.479 mD au 31/12/2004 à 16.270 mD au 31/12/2005 enregistrant une diminution de 209 mD ou -1,27 %. La diminution enregistrée au niveau de ces titres s'explique principalement par le remboursement de certaines obligations émises par des sociétés privées arrivées à échéance pour un montant de 175 mD et par la diminution du poste de créances rattachées pour un montant de 34 mD ou 6,95 %.

III.5. Portefeuille titres d'investissement

Le total de ce poste qui est composé principalement des titres d'investissement, des titres de participation, des parts dans les entreprises associés et les co-entreprises et des parts dans les entreprises liées est passé de 114.787 mD en décembre 2004 à 118.554 mD en décembre 2005 soit une augmentation de 3.767 mD ou 3,28%.

Cette augmentation provient principalement des opérations suivantes :

En milliers de dinars

DÉSIGNATION	MONTANT
Nouvelles participations ou libérations	12 943
Cession de titres de participation	- 6 079
Dotation aux provisions sur titres de participation	- 2 505 ⁽¹⁾
Remboursement des emprunts nationaux relatifs aux créances détenues sur certaines entreprises publiques prises en charge par l'Etat	- 437
Remboursement des emprunts nationaux relatifs aux créances des projets touristiques	- 148
Variation des créances rattachées et de la part de dividendes dont le droit est établi et non échu	- 7
TOTAL	3,767

(1) la dotation aux provisions sur portefeuille titres d'investissement se détaille ainsi :

Dotation aux provisions sur titres de participation	1 996
Dotation aux provisions sur parts dans les entreprises liées	509

Ces opérations sont détaillées comme suit :

En milliers de dinars

NATURE D'OPÉRATION	TITRES D'INVESTISSEMENT	TITRES DE PARTICIPATION	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES	TOTAL
Encours brut au 31-12-2004 hors créances rattachées	8 721	68 624	43 824	121 169
Libérations effectuées au courant du 1 ^{er} semestre 2005	0	6 097	1 304	7 401
Libérations effectuées au courant du 2 ^{ème} semestre 2005		1 669	3 873	5 542
Total des libérations	0	7 766	5 177	12 943
Cessions ou remboursements effectués au courant du 1 ^{er} semestre 2005	177	97	0	274
Cessions ou remboursements effectués au courant du 2 ^{ème} semestre 2005	408	5 982	0	6 390
Total des cessions ou remboursements	585	6 079	0	6 664
Reclassements effectués au courant du 1 ^{er} semestre 2005		<19 744>	19 744	-
Reclassements effectués au courant du 2 ^{ème} semestre 2005				
Total des reclassements	-	<19 744>	19 744	-
Encours brut au 31-12-2005 hors créances rattachées	8 136	50 567	68 745	127 448
Créances rattachées	23	-	-	23
Provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	-	<8 012>	<905>	<8 917>
TOTAL DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT	8 159	42 555	67 840	118 554

Un reclassement a été effectué entre les titres de participation et les parts dans les entreprises liées pour un montant de 19.744 mD.

III.6. Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition en hors taxes majorée de la TVA non récupérable à l'exception du matériel de transport qui figure au bilan pour son coût d'achat en toutes taxes comprises.

Les amortissements des valeurs immobilisées sont pratiqués selon la méthode d'amortissement linéaire et calculés selon les taux d'amortissement reconnus par la réglementation fiscale en vigueur à l'exception du fonds de commerce.

Les dotations aux amortissements sont déterminées et enregistrées sur la base de la valeur comptable des immobilisations nette de la valeur récupérable et en fonction de la date d'acquisition de chaque élément d'immobilisation.

Les taux d'amortissement qui sont appliqués sont les suivants :

IMMOBILISATIONS	TAUX D'AMORTISSEMENTS
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	33,33%
Licences	33,33%
Fonds de commerce	5%
Immobilisations corporelles	
Bâtiments	5% et 2,5%
Installations générales, agencement et aménagement des bâtiments	10%
Équipements de bureaux	10%
Matériel de transport	20%
Matériel informatique	15%
Immobilisations à statut juridique particulier	10%

Les actifs immobilisés nets de leurs amortissements ont enregistré une diminution de 167 mD ou 0,16% en passant de 100.299 mD au 31/12/2004 à 100.132 mD au 31/12/2005. Ces actifs immobilisés se détaillent au 31/12/2005 comme suit :

1. LES IMMOBILISATIONS

En milliers de dinars

RUBRIQUES	SOLDE AU 31-12- 2004	ACQUISITIONS OU RECLASSEMENTS		CESSIONS OU RECLASSEMENTS		RÉGULARISATION DE L'ANNÉE 2005	SOLDE AU 31-12-2005
		1 ^{er} SEMESTRE 2005	2 ^{ème} SEMESTRE 2005	1 ^{er} SEMESTRE 2005	2 ^{ème} SEMESTRE 2005		
		Immobilisations incorporelles					
Fonds de commerce et droit au bail	2 613	-	153	-	-	-	2 767
Logiciels informatiques	4 366	164	300	-	-	-	4 830
Licence	1 807	238	1 360	-	-	-	3 405
Total des immobilisations incorporelles	8 786	402	1 813	-	-	-	11 002
		Immobilisations corporelles					
Terrains	4 234	0	3 394			3 518	11 146
Constructions	45 111	101	2 410	-	-	<10 064> 6 304	43 862
Constructions non affectées aux activités professionnelles	-	-	-	-	-	242	242
Agencement, aménagement et installation	30 303	-	-	-	138	-	30 165
Installations générales des constructions	6 021	17	59	-	-	-	6 097
Agencement, aménagement des constructions	12 008	243	2 977	-	-	-	15 228
Matériel d'Exploitation Bancaire	292	89	330	-	-	-	711

Agencement, aménagement du matériel d'exploitation bancaire	1	3	1	-	-	-	5
Équipements de bureaux	6 382	95	702	7	183	-	6 989
Agencement des équipements de bureaux	77	21	36	-	-	-	134
Mobilier de bureaux	6 464	123	144	12	62	-	6 657
Agencement du mobilier de bureaux	414	98	110	-	-	-	622
Matériel de transport	1 926	309	17	60	219	-	1 973
Matériel informatique	41 171	625	690	-	38	-	42 448
Travaux en cours	11 681	1 229	5 107	-	10 319	-	7 698
Avances sur immobilisations en cours	2 536	451	1 326	973	1 725	-	1 616
Immobilisations à statut juridique particulier	325	-	-	-	-	-	325
Autres immobilisations	395	-	-	-	-	-	395
Total des immobilisations corporelles	169 341	3 404	17 303	1 052	12 684	-	176 313
TOTAL DES VALEURS IMMOBILISÉES	178 127	3 806	19 116	1 052	12 684	-	187 315

Au vu de ce tableau, les mouvements effectués sur les comptes des immobilisations sont résumés comme suit :

• Total des acquisitions de l'année 2005	=	22.922 mD
• Total des reclassements de l'année 2005	=	6.336 mD
• Total des cessions de l'année 2005	=	719 mD
• Total des imputations des avances	=	2.698 mD

Les reclassements concernent le transfert du compte de travaux en cours vers les autres comptes d'immobilisations d'un montant de 6.336 mD.

Les régularisations effectuées au cours de l'année 2005 concernent l'opération de défalcation entre le terrain et les constructions sur la base des rapports d'expertise. Ces régularisations concernent le transfert du compte des immeubles d'exploitation pour un montant total de 10.064 mD vers les comptes suivants :

Constructions non affectées aux activités professionnelles	241 mD
Constructions	1.027 mD
Constructions achetées	5.278 mD
Terrains bâtis	3.518 mD
	10.064 mD

Les cessions indiquées au niveau du poste des avances sur immobilisations en cours correspondent à des reclassements au niveau des autres postes d'immobilisations.

2. LES AMORTISSEMENTS

En milliers de dinars

Les amortissements

RUBRIQUES	AMORTISSEMENTS CUMULÉS AU 31-12-2004	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS		APUREMENT DES AMORTISSEMENTS	RÉGULARISATION DES AMORTISSEMENTS	AMORTISSEMENTS CUMULÉS AU 31-12-2005	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31-12-2005
		1 ^{er} SEMESTRE 2005	2 ^{ème} SEMESTRE 2005				
		Immobilisations	Incorporelles				
Fonds de commerce et droit au bail	626	65	72	-	-	763	2 003
Logiciels informatiques	3 349	112	226	-	-	3 687	1 143
Licence	927	203	587	-	-	1 717	1 688
Total des immobilisations incorporelles	4 902	380	885	-	-	6 167	4 834

		Immobilisations Corporelles					
Terrain	-	-	-	-	-	-	11 146
Bâtiments	11 374	686	624	-	<3 730> 2 481	11 435	32 427
Constructions non liées aux activités professionnelles	-	-	10	-	94	104	138
Agencement et aménagement des constructions	103	607	881	-	2	1 593	13 635
Installations générales des constructions	50	302	308	-	-	660	5 437
Installations générales, agencement, aménagement des bâtiments	21 672	771	736	<137>	-	23 042	7 123
Équipements de bureaux	4 058	224	268	<169>	-	4 381	2 608
Agencements des équipements de bureaux	1	-	13	-	-	14	120
Matériel de transport	1 272	143	156	<265>	-	1 306	667
Mobilier de bureaux	2 531	281	280	<66>	-	3 026	3 631
Agencements du mobilier de bureaux	4	24	30	-	-	58	564
Matériel d'exploitation bancaire	4	24	56	-	-	84	627
Agencement du matériel d'exploitation bancaire	-	-	1	-	-	1	4
Matériel informatique	31 652	1 821	1 600	<32>	-	35 041	7 409

		Immobilisations Corporelles					
Avances sur immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	1 616
Travaux en cours	-	-	-	-	-	-	7 698
Immobilisations à statut juridique particulier	167	25	24	-	-	216	109
Autres immobilisations	39	9	8	-	-	56	339
Total des immobilisations corporelles	72 927	4 917	4 995	<669>	<1 153>	81 017	95 299
TOTAL DES VALEURS IMMOBILISÉES	77 829	5 297	5 880	<669>	<1 153>	87 184	100 132

Ainsi, les dotations aux amortissements enregistrées au titre de l'exercice 2005 sur les immobilisations corporelles et incorporelles totalisent 11.178 mD majorées de 4.671 mD représentant les résorptions des charges reportées, ce qui donne un total de 15.849 mD.

Le total des régularisations des amortissements suite aux opérations de défalcation entre les terrains et les constructions s'élève à 1.153 mD. Ce montant est relatif aux amortissements pratiqués à tort sur les terrains pendant les exercices antérieurs.

III.7. Autres actifs

Le total de ce poste est passé de 97.678 mD en décembre 2004 à 109.086 mD en décembre 2005 enregistrant une augmentation de 11.408 mD ou 11,68 %. Cette variation concerne les sous-rubriques suivantes :

- Comptes d'attente et de régularisation : + 489 mD
- Autres comptes : + 10.919 mD

III- 7- 1 Les comptes d'attente et de régularisation sont passés entre décembre 2004 et décembre 2005 de 18.629 mD à 19.117 mD ce qui donne une augmentation de 489 mD. Cette régression est imputable aux comptes suivants :

DÉSIGNATION	SOLDE AU 31-12-2005	SOLDE AU 31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Comptes de régularisation	17 951	18 629	- 678	- 3,64
Sièges, succursales et agences	1 166	0	1 166	
TOTAL	19 117	18 629	489	2,62

III- 7- 2 Les autres comptes d'actifs ont augmenté de 10.919 mD ou 13,81 % en passant de 79.050 mD en décembre 2004 à 89.969 mD en décembre 2005. Cet accroissement provient des comptes suivants :

DÉSIGNATION	SOLDE AU 31-12-2005	SOLDE AU 31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Débiteurs divers	84 827	73 877	10 950	14,82
Comptes de stocks	4	14	-10	-71,43
Charges reportées	5 138	5 159	-21	-0,41
TOTAL	89 969	79 050	10 919	13,81

Les charges reportées comportent principalement les comptes suivants :

Frais d'émission d'emprunt	1.013 mD
Charges à répartir	125 mD
Frais d'études	4.000 mD
TOTAL	5.138 mD

Ces charges reportées ont fait l'objet d'une résorption au titre de l'année 2005 d'un montant de 4.671 mD.

Ainsi, le total du bilan a enregistré entre décembre 2004 et décembre 2005 un accroissement de 333.974 mD ou 10,02 % en passant de 3.333.126 mD à 3.667.100 mD.

NOTE N°IV

Objet/Note sur le passif du bilan

Le passif du bilan est composé des rubriques suivantes :

- **PA1** = Banque Centrale, Centre de Chèques Postaux
- **PA2** = Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers
- **PA3** = Dépôts et avoirs de la clientèle
- **PA4** = Emprunts et ressources spéciales
- **PA5** = Autres Passifs

IV.1. BCT et CCP

La nette variation de 2.466 mD ou 2647% enregistrée entre décembre 2004 et décembre 2005 provient principalement des chèques BCT en attente de règlement pour 1.206 mD ainsi que de l'augmentation du solde créditeur de nos comptes en devises tenus chez la BCT pour 1.243 mD et par l'augmentation du volume des dettes rattachées de 17 mD.

IV.2. Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Le volume de ce poste est passé d'une période à l'autre de 130.218 mD à 118.590 mD soit une baisse de 11.629 mD ou 8,93 %. Cette variation est due à la baisse des dépôts et avoirs des établissements bancaires qui sont passés de 128.616 mD en décembre 2004 à 117.288 mD en décembre 2005 enregistrant une baisse de 11.329 mD ou 8,81 % accompagnée d'une diminution des dépôts des établissements financiers à hauteur de 300 mD ou 18,71%.

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires sont constitués des éléments suivants :

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Emprunt marché monétaire en dinars	107 100	114 000	- 6 900	- 6,05
Dépôts des correspondants Banquiers	8 241	13 956	- 5 715	- 40,95
Autres sommes dues	1 874	520	1 354	260,38
Dettes rattachées	73	140	- 67	- 47,86
TOTAL	117 288	128 616	- 11 328	- 8,81

Les dépôts et avoirs des établissements financiers sont passés entre décembre 2004 et décembre 2005 de 1.602 mD à 1.302 mD enregistrant une diminution de 300 mD ou 18,71%. Cette variation provient de la baisse des soldes créditeurs des comptes courants des entreprises de leasing d'un montant de 271 mD, ainsi une constatation de créances rattachées à hauteur de 29 mD.

IV.3. Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts de la clientèle ont enregistré une augmentation de 344.833 mD ou 12,97 % en passant de 2.659.426 mD en décembre 2004 à 3.004.259 mD en décembre 2005.

Cette augmentation provient des postes suivants :

DÉSIGNATION	SOLDE AU 31-12-2005	SOLDE AU 31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Dépôts à vue	1 253 000	1 059 548	194 452	18,26
Dépôts d'épargne	730 848	679 960	50 888	7,48
Comptes à échéance	448 160	377 120	71 040	18,84
Bons à échéance	378 777	350 542	28 235	8,05
Certificats de dépôts Marché monétaire	77 000	95 000	- 18 000	- 18,95
Dettes rattachées	13 096	14 707	- 1 611	- 10,95
Autres sommes dues	103 378	82 550	20 828	25,23
TOTAL	3 004 259	2 659 427	344 832	12,97

IV.4. Emprunts et ressources spéciales

Le total de ce poste est passé d'une période à une autre de 205.533 mD à 191.140 mD enregistrant une diminution de 14.393 mD ou 7,00%.

Ce poste est composé principalement :

- Du montant restant dû sur l'emprunt obligataire émis par la banque en date du 09/12/2002 pour un montant de cinquante millions de dinars remboursable sur une durée de sept ans dont deux ans de franchise. La première échéance a été remboursée pendant l'exercice 2005 pour un montant de 10.000 mD. Ce montant est majoré des dettes rattachées arrêtées au 31/12/2005 pour un montant de 145 mD.
- De l'emprunt subordonné SFI. Cet emprunt subordonné a été mis en place en date du 09/06/2004 pour un montant de 41.500.000 EUR pour une contre valeur en dinars de 63.532.350 TND.

Il a été accordé par l'IFC (International Finance Corporation) selon une convention conclue avec la Banque qui prévoit une durée de remboursement de dix ans dont cinq ans de franchise.

Cet emprunt est majoré au 31/12/2005 des dettes rattachées totalisant 229 mD.

- De l'emprunt subordonné PROPARGO. Cet emprunt subordonné a été mis en place en date du 09/12/2004 pour un montant de 8.300.000,00 EUR soit une contre valeur en dinars de 13.364.660 TND.

Il a été accordé par PROPARGO selon une convention conclue avec la Banque qui prévoit une durée de remboursement de dix ans dont cinq ans de franchise.

Cet emprunt est majoré au 31/12/2004 des dettes rattachées totalisant 45 mD.

Ces emprunts subordonnés qui sont considérés dans le calcul du ratio de solvabilité comme étant des quasi-fonds propres servent notamment à financer les crédits accordés à la clientèle.

- Des fonds reçus des fonds publics et des organismes extérieurs en vue d'être utilisés par la Banque pour financer les crédits à la clientèle.

Ces fonds ont enregistré une diminution de 4.127 mD ou 5,29 % en passant de 77.950 mD en décembre 2004 à 73.824 mD en décembre 2005. Cette variation des ressources spéciales provient des remboursements effectués au profit de ces mêmes fonds pour les montants échus, compensée par le déblocage de nouvelles ressources. Cette variation est détaillée comme suit :

DÉSIGNATION	SOLDE AU 31-12-2004	NOUVELLES RESSOURCES	REMBOURS- SEMENTS	SOLDE AU 31-12-2005
FOPRODI	1 100	0	93	1 007
BIRD	752	0	12	740
FONAPRA	8 266	300	883	7 683
FOSDA	436	0	22	414
FOSEP	0	6	0	6
LIGNE AFD	7 315	0	498	6 817
LIGNE BEI	1 364	0	377	987
LIGNE ITALIENNE	6 368	1 684	421	7 631
BANQUE MONDIALE	5 313	0	644	4 669
LIGNE APEX	3 757	0	592	3 165
LIGNE PROPARCO	20 514	0	1 470	19 044
LIGNE SUEDOISE	473	0	127	346
LIGNE KFW	13 982	359	605	13 736
LIGNE CFD	5 572	0	1 538	4 034
LIGNE ESPAGNOLE	883	331	87	1 127
FNG	1 735	0	16	1 719
Sous Total	77 830	2 680	7 385	73 125
Dettes rattachées	120	579	0	699
TOTAL	77 950	3 259	7 385	73 824

IV.5. Autres passifs

Le total de ce poste est passé de 93.404 mD au 31/12/2004 à 66.435 mD au 31/12/2005 enregistrant une diminution de 26.969 mD ou 28,87 %. Cette variation provient des sous-rubriques suivantes :

DÉSIGNATION	SOLDE AU 31-12-2005	SOLDE AU 31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Provisions pour passifs et charges	7 367	5 407	1 960	36,25
Comptes d'attente et de régularisation	37 985	69 221	- 31 236	- 45,12
Autres comptes	21 083	18 776	2 648	14,10
TOTAL	66 435	93 404	- 26 969	28,87

Ces postes comportent les éléments suivants :

IV- 5- 1 Provisions pour passifs et charges :

Ces provisions sont constituées au 31/12/2005 principalement des provisions pour risques d'exploitation d'un montant de 2.648 mD et des provisions pour engagements hors bilan pour 4.719 mD.

IV- 5- 2 Comptes d'attente et de régularisation :

Ces comptes sont détaillés comme suit :

DÉSIGNATION	31-12- 2005	31-12- 2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Sièges, succursales et agences	0	3	- 3	100
Comptes d'ajustement en devises	23	965	- 942	-97,61
Autres produits constatés d'avance	4 905	6 457	-1 552	- 24,04
Charges à payer	15 359	12 405	2 954	23,81
Comptes d'attente à régulariser	17 698	49 391	- 31 693	-64,17
TOTAL	37 985	69 221	- 31 236	- 45,12

III- 5- 3 Autres comptes :

Ce poste est détaillé comme suit :

DÉSIGNATION	SOLDE AU 31-12-2005	SOLDE AU 31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
État, impôts et taxes	8 048	3 873	4 175	107,77
Comptes de retenues	8 103	7 019	1 084	15,44
Autres créditeurs divers	4 932	7 884	- 2 951	- 37,44
TOTAL	21 083	18 776	2 307	12,29

NOTE N°V

Objet/Note sur l'état des capitaux propres

Le total des capitaux propres est passé entre décembre 2004 et décembre 2005 de 244.450 mD à 284.117 mD enregistrant ainsi une augmentation de 39.667 mD ou 16,23 %.

Cette variation est imputable aux postes suivants :

Augmentation de capital	20 000 mD
Prime d'émission	12 000 mD
Réserves ordinaires	3 121 mD
Réserves pour plus value de cession des titres	<667> mD
Réserves pour fonds social	1 979 mD
Résultats reportés	5 mD
Subventions	<49> mD
Amortissements dérogatoires	266 mD
Variation du résultat net entre 2004 et 2005	3 012 mD
	39 667 mD

Ces variations sont dues aux opérations suivantes :

a) Augmentation du capital

L'exercice 2005 a été marqué par la réalisation de l'augmentation du capital décidée par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en 2003. La première résolution de cette assemblée a décidé d'augmenter le capital de la banque de 20 millions de dinars en numéraire pour le porter de 100 à 120 millions de dinars par l'émission de 2 millions d'actions nouvelles de 10 dinars de nominal chacune avec une prime d'émission de 6 dinars par action à verser en intégralité à la souscription.

b) Prime d'émission

La prime d'émission dégagée suite à l'augmentation du capital en numéraire s'élève à 12.000 mD (soit 2 000 000 de nouvelles actions multiplié par une prime d'émission de 6 dinars par nouvelle action).

c) Réserves ordinaires

Les réserves ordinaires ont augmenté de 3.121 mD ou 10,82 % en passant de 28.856 mD en décembre 2004 à 31.977 mD en décembre 2005. Cette variation provient du transfert des réserves pour plus-value de cession de titres devenant libres fiscalement pour 1.621 mD suivant la troisième résolution de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ainsi que suite à l'affectation du résultat net de l'exercice 2004 pour 1.500 mD et ce conformément à la deuxième résolution de la même assemblée.

d) Réserves pour plus-value de cession de titres

Le total des réserves pour plus-value de cession de titres de participation a diminué de 677 mD suite à l'affectation d'un montant de 954 mD provenant de la répartition du résultat de l'exercice 2004 compensé par le transfert effectué au compte des réserves ordinaires pour le montant des réserves pour plus-value de cession de titres devenant libres fiscalement à hauteur de 1.621 mD.

e) Réserves pour fonds social

Les réserves pour fonds social ont augmenté de 1.979 mD suite à l'affectation du résultat de l'exercice 2004 à raison de 1.607 mD majoré d'un montant de 372 mD provenant du produit d'utilisation de ce fonds.

f) Amortissements dérogatoires

Les amortissements dérogatoires qui font partie des capitaux propres s'élèvent au 31/12/2005 à 557 mD.

Ces amortissements dérogatoires correspondent à la différence entre l'amortissement comptable et l'amortissement fiscal des frais d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires et des emprunts subordonnés.

g) Résultats reportés

La variation du report à nouveau est justifiée par l'affectation du résultat de l'exercice 2004.

Il y a lieu de noter que l'affectation du résultat de l'exercice 2004 a été décidée par l'assemblée générale des actionnaires du 17 mai 2005.

h) Résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice est passé entre décembre 2004 et décembre 2005 de 16.066 mD à 19.078 mD enregistrant une augmentation de 3.012 mD ou 18,75 %.

NOTE N°VI

Objet/Note sur l'état des engagements hors bilan

VI.1. Les garanties reçues figurant sur l'état des engagements hors bilan ne comportent pas les garanties non déductibles au sens de la circulaire n° 91-24 du 17-12-1991 de la Banque centrale de Tunisie.

En outre, ces garanties figurent en Hors bilan pour la valeur de la créance inscrite au bilan et se rapportant à ces garanties. Ainsi, le surplus des garanties par rapport à l'encours de chaque créance est exclu de cette situation.

VI.2. Les opérations de change non dénouées à la date du 31-12-2005 s'élèvent à 197.028 mD.

VI.3. La valeur des titres à livrer résultant d'opérations de titres s'élève au 31-12-2005 à 46 mD.

VI.4. Les engagements de financement autorisés et dont les conditions de mise en place ne sont pas encore remplies au 31-12-2005 totalisent 157.296 mD.

NOTE N°VII

Objet/Note sur l'état de résultat

Le résultat net de la période correspond à la différence entre les produits et les charges d'exploitation bancaire, augmentée des produits d'exploitation non bancaire et diminué des charges d'exploitation non bancaire, des frais généraux, des dotations aux provisions sur créances et hors bilan, des dotations aux provisions sur portefeuille d'investissement, des dotations aux amortissements sur immobilisations et aux résorptions des charges reportées et diminué ou augmenté du résultat des corrections de valeurs sur créances et hors bilan et sur portefeuille d'investissement et diminué ou augmenté du résultat de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles et diminué de l'impôt sur les sociétés.

VII.1. Les produits d'exploitation bancaire

Le total de ce poste est passé entre décembre 2004 et décembre 2005 de 257.355 mD à 277.131 mD enregistrant ainsi une augmentation de 19.776 mD ou 7,68 %.

Ces produits d'exploitation bancaire sont composés des postes suivants :

- Intérêts et revenus assimilés,
- Commissions en produits,
- Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières,
- Revenus du portefeuille titres d'investissement.

VII.1.1 - Les Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés sont passés de 175.060 mD au 31/12/2004 à 191.047 mD au 31/12/2005 enregistrant une progression de 15.988 mD ou 9,13 %.

Cette variation est détaillée comme suit :

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Intérêts sur comptes ordinaires banques	316	158	158	100
Intérêts sur comptes de prêts interbancaires	10 303	7 164	3 139	44
Intérêts sur crédits à la clientèle	135 754	118 764	16 990	14
Intérêts sur comptes débiteurs à la clientèle	32 889	37 393	<4 504>	<12>
Intérêts et produits assimilés sur engagements de garantie	9 056	8 743	313	4
Autres intérêts et revenus assimilés	2 729	2 838	<109>	<4>
TOTAL	191 047	175 060	15 709	9

VII.1.2 - Les Commissions en produits

Les commissions en produits sont passés de 40.040 mD au 31/12/2004 à 42.518 mD au 31/12/2005 enregistrant une augmentation de 2.479 mD ou 6,19 %.

Cette variation est détaillée comme suit :

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Commission sur opérations de change	1 322	1 027	295	29
Commission sur engagements de financement	10 370	10 839	<469>	<4>
Commission sur engagement de garantie	2 828	2 666	162	6
Commission sur prestations de services financiers	10 616	9 181	1 435	16
Commissions sur autres opérations bancaires	17 382	16 327	1 055	6
TOTAL	42 518	40 040	2 479	6

VII.1.3 - Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Ces gains totalisent 41.235 mD au 31/12/2005 contre 40.507 mD au 31/12/2004 soit une augmentation de 728 mD ou 1,80 %. Cette augmentation provient des éléments suivants :

VII.1.3.a - TITRES DE TRANSACTIONS

Les produits des titres de transaction sont passés de 27.154 mD au 31/12/2004 à 27.199 mD au 31/12/2005 enregistrant une augmentation de 45 mD ou 0,16 %.

Ces produits se décomposent comme suit :

DÉSIGNATION	SOLDE AU 31-12-2005	SOLDE AU 31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Intérêts	25 643	21 474	4 169	19
Plus value de cession	1 564	845	719	85
Plus ou moins value de remboursement	<8>	29	<37>	<128>
Plus value de réévaluation	-	4 806	<4 806>	-
TOTAL	27 199	27 154	45	1

VII.1.3.b - TITRES DE PLACEMENT

Les revenus des titres de placement qui sont composés principalement des intérêts perçus sur les obligations souscrites par la banque ont enregistré une augmentation de 7 mD ou 0,69 % en passant d'une période à une autre de 1.057 mD à 1.065 mD. Cette augmentation en intérêts provient des nouvelles souscriptions ayant eu lieu sous forme d'obligations émises par des sociétés privées.

VII.1.3.c - GAIN NET SUR OPÉRATIONS DE CHANGE

Les gains nets sur les opérations de change qui sont composés principalement des gains et des pertes provenant des opérations de change manuel, du change des devises au comptant et à terme sont passés de 12.295 mD au 31/12/2004 à 12.972 mD au 31/12/2005 enregistrant une augmentation de 677 mD ou 5,50 %.

VII.1.4 - Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement qui sont composés principalement des intérêts perçus sur les titres d'investissement souscrits par la banque et des dividendes perçus sur les titres de participation ont enregistré une augmentation de 581 mD ou 33,23 % en passant d'une période à une autre de 1.749 mD à 2.330 mD. Cette augmentation provient des dividendes qui ont enregistré une évolution de 511 mD.

VII.2. Les charges d'exploitation bancaire

Le total de ce poste est passé entre décembre 2004 et décembre 2005 de 87.002 mD à 98.622 mD enregistrant ainsi une augmentation de 11.620 mD ou 13,36 %.

Ces charges d'exploitation bancaire sont composées des postes suivants :

- Intérêts encourus et charges assimilées,
- Commissions encourues,
- Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières.

VII.2.1 - Les Intérêts encourus et les charges assimilées :

Les intérêts encourus et les charges assimilées sont passés de 84.640 mD au 31/12/2004 à 95.542 mD au 31/12/2005 enregistrant un accroissement de 10.902 mD ou 12,88 %.

Cette variation est détaillée comme suit :

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Intérêts sur comptes ordinaires banques	220	311	<91>	<29>
Intérêts sur comptes d'emprunts interbancaires	9 146	6 259	2 887	46
Intérêts sur dépôts de la clientèle	67 944	64 637	3 307	5
Intérêts sur emprunt obligataire et subordonné	9 270	5 954	3 316	56
Intérêts sur ressources spéciales	3 699	930	2 769	298
Autres l'intérêts et charges	5 263	6 549	<1 286>	<20>
TOTAL	95 542	84 640	10 902	13

VII.2.2 - Les Commissions encourues :

Les commissions encourues sont passées de 2.362 mD au 31/12/2004 à 3.079 mD au 31/12/2005 enregistrant une augmentation de 717 mD ou 30,38 %.

Cette variation est détaillée comme suit :

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Commissions sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	297	292	5	2
Commissions sur opérations avec la clientèle	1 069	934	135	14
Commissions sur prestations de services financiers	1 647	1 040	607	58
Commissions sur autres opérations	66	96	<30>	<31>
TOTAL	3 079	2 362	717	30

VII.3. Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, Hors bilan et passif

Le solde de cette rubrique enregistre au 31-12-2005 un montant de 36.755 mD ventilé comme suit :

Dotation aux provisions ⁽¹⁾	45 955 mD
Reprise de provisions	<9 150> mD
Récupérations créances passées en perte	<50> mD

(1) La variation entre le 31/12/2004 et le 31/12/2005 concernant ce poste est décrite comme suit :

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Dotation aux provisions sur créances de la clientèle	42 200	50.167	<7 967>	<16>
Dotation aux provisions pour risques et charges	1 135	950	185	19
Pertes sur créances	2 620	6.140	<3 520>	<57>
Total des pertes	45 955	57 257	<11 302>	20
Reprise de provisions sur créances de la clientèle	9 055	7 506	1 549	21
Reprise de provisions pour pertes et charges	95	6 106	<6 011>	<98>
Récupérations créances passées en perte	50	182	<132>	<73>
Total des gains	9 200	13 794	<4 594>	<33>
Solde en perte	36 755	43 463	<6 708>	<15>

VII.4. Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Le volume de cette rubrique enregistre au 31-12-2005 un solde en perte de 374 mD ventilé comme suit :

Dotation aux provisions	2 823 mD
Charges et pertes	45 mD
Plus value de cession	<2 444> mD
Reprise de provisions	<50> mD

La variation entre le 31/12/2004 et le 31/12/2005 concernant ce poste est décrite comme suit :

DÉSIGNATION	31-12- 2005	31-12- 2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Dotation aux provisions sur titres de participation	2 555	3 527	<972>	<28>
Dotation aux provisions sur les parts des entreprises liées	268	396	<128>	<32>
Charges sur titres	45	6	39	650
Total des pertes	2 868	3 929	<1 061>	<27>
Reprise de provisions sur titres de participation	50	25	25	100
Plus value de cession des titres de participation	2 444	954	1 490	156
Total des gains	2 494	979	1 515	155
Solde en perte	374	- 2 950	3 324	<113>

VII.5. Autres produits d'exploitation

Cette rubrique qui est composée principalement des intérêts sur les crédits au personnel est passée entre décembre 2004 et décembre 2005 de 1.457 mD à 1.892 mD enregistrant ainsi une augmentation de 435 mD ou 29,85 %.

VII.6. Frais de personnel

L'augmentation de 8.107 mD ou 13,14 % enregistrée entre décembre 2004 et décembre 2005 est imputable principalement aux salaires à hauteur de 9.106 mD, aux charges sociales à hauteur de 1.716 mD contre une diminution des autres frais tels que les frais de formation du personnel à concurrence de 2.714 mD.

VII.7. Charges générales d'exploitation

L'augmentation de 3.362 mD enregistrée entre décembre 2004 et décembre 2005 concerne les frais d'exploitation non bancaires à concurrence de 1.289 mD ainsi que les autres charges générales d'exploitation à hauteur de 2.073 mD.

VII.8. Dotations aux amortissements

Le solde de cette rubrique enregistre au 31-12-2005 un montant de 15.849 mD ventilé comme suit :

DÉSIGNATION	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	
			En Valeur	En %
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	1 268	665	603	91
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	9 910	9 389	521	6
Dotations aux amortissements des charges reportées	4 671	4 607	64	1
Régularisation des amortissements	0	- 499	499	
Total de la dotation annuelle	15 849	14 162	1 687	12

VII.9. Solde en gain ou en perte provenant des autres éléments ordinaires.

Le solde de cette rubrique provient de plus value de cession d'immobilisation à hauteur de 438 mD, compensé par des moins value sur cession d'immobilisation pour 92 mD.

VII.10. Impôt sur les bénéfices.

Le solde de cette rubrique enregistre au 31-12-2005 un montant de 5.542 mD contre 3.542 mD au 31/12/2004 soit un accroissement de 2.000 mD ou 56,47 %.

NOTE N°VIII

Objet/Portefeuille encaissement

La valeur des chèques, effets et autres valeurs assimilées détenus par la banque pour le compte de tiers, en attente d'encaissement s'élève au 31-12-2005 à 441.142 mD. En application des dispositions prévues par la norme comptable sectorielle des établissements bancaires, ces valeurs ne figurent pas au Bilan.

NOTE N°IX

Objet : notes sur l'état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est établi dans un but de faire ressortir les mouvements des liquidités de la banque à travers ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement et à travers d'autres facteurs pouvant affecter sa liquidité et sa solvabilité.

Ainsi, la trésorerie de la Banque qui est composée de l'ensemble des liquidités et équivalents de liquidités est passée de 695.727 mD au 31-12-2004 à 729.642 mD au 31-12-2005 enregistrant une augmentation de 33.915 mD ou 4,87 %. L'ensemble des ces liquidités et équivalents de liquidités provient des flux de trésorerie positifs concernant les activités d'exploitation à hauteur de 74.824 mD, des flux de trésorerie négatif provenant des activités d'investissements à hauteur de 16.598 mD et d'un flux négatif des activités de financement à hauteur de 35.869 mD et majorés des incidences des variations des taux de change à concurrence de 11.559 mD.

Le flux négatif de trésorerie résulte de la situation où le total des décaissements d'une période est supérieur au total des encaissements de la même période.

L'examen et l'analyse de ces trois flux fait ressortir les principales constatations suivantes :

IX.1. Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation

Ainsi qu'il ressort du bilan et de l'état de résultat, les variations enregistrées au niveau des principaux postes ci-dessous indiqués expliquent le sens positif de ce flux.

- Les dépôts de la clientèle ont enregistré une augmentation de 123.014 mD entre décembre 2004 et décembre 2005 compensé à hauteur de 12.472 mD par l'incidence de la variation des taux de change, ce qui dégage une augmentation nette de 110.542 mD.
- Les crédits à la clientèle se sont accrus de 164.118 mD entre les deux périodes minorés à concurrence de 846 mD par la variation des taux de change, ce qui a engendré un accroissement net de 163.272 mD.
- Les décaissements nets effectués pour le compte aussi bien du personnel que des créiteurs divers s'élèvent pour la période séparant le 31-12-2004 et le 31-12-2005 à 108.371 mD.
- L'excédent des produits encaissés par rapport aux charges décaissées au titre de la même période s'élève à 180.189 mD ce qui donne un flux de trésorerie positif qui vient compenser les flux de trésorerie négatifs ci-dessus mentionnés.

IX.2. Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement

L'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que la souscription nette libérée dans certains titres d'investissement compensées en partie par la perception des dividendes sont à l'origine du flux de trésorerie négatif de 16.598 mD.

IX.3. Flux de trésorerie net provenant des activités de financement

Ce flux de trésorerie négatif net de 35.869 mD provient principalement du remboursement des emprunts et du règlement des dividendes en faveur de nos actionnaires et par la baisse du total des ressources extérieures.

IX.4. Incidences des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités

L'évolution des cours de change des devises cotées par la BCT qui ont été utilisés pour la conversion en dinars de nos dépôts et avoirs en devises tels qu'ils figurent sur les états financiers arrêtés au 31-12-2005 ont engendré une incidence sur les liquidités et équivalents de liquidités d'un montant de 11.559 mD.

Cette variation est imputable aux postes suivants :

Dépôts de la clientèle	12 472 mD
Dépôts des établissements bancaires	3 mD
Prêts et avances accordés à la clientèle	<846> mD
Sommes versées aux créiteurs divers	107 mD
Autres flux de trésorerie	<176> mD
Revenus du portefeuille d'investissement	<1> mD
	11 559 mD

IX.5. Liquidités et équivalents de liquidités

Cette rubrique est composée principalement par les encaisses en dinars et en devises, les avoirs auprès de la Banque centrale et du centre des chèques postaux, les avoirs à vue nets auprès des établissements bancaires, les prêts et emprunts interbancaires effectués pour une période inférieure à trois mois et le portefeuille titres de transaction.

Ces liquidités et équivalents de liquidités qui s'élèvent au 31-12-2005 à 729.642 mD proviennent essentiellement des postes suivants :

LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS EN FIN DE PÉRIODE	762 436 962
LIQUIDITÉS EN TND	36 780 616
CAISSE TND	28 504 629
CORRESPONDANTS DÉBITEUR	17 165 711
CORRESPONDANTS CRÉDITEUR	-9 209 806
PLACEMENT TND	-
ÉQUIVALENT DE LIQUIDITÉ DÉBITEURS	370 053
ÉQUIVALENT DE LIQUIDITÉ CRÉDITEURS	-49 972
LIQUIDITÉS EN DVS	452 461 396
CAISSE DVS	7 630 102
CORRESPONDANTS DÉBITEUR	9 542 062
CORRESPONDANTS CÉÉDITEUR	- 1 560 745
PLACEMENT DVS	436 849 977
TITRES DE TRANSACTIONS	380 294 950
EMPRUNT TND	- 107 100 000
EMPRUNT DEVISÉS	-
PLACEMENT SUP À 3 MOIS	32 794 775
LIQUIDITÉ ET ÉQUIV	729 642 187

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

2005



en DT

BILAN CONSOLIDÉ ARRÊTÉ AU 31-12-2005

	ACTIF	NOTE	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	EN %
AC 1	Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	III-1	55 872 009,969	46 195 343,175	9 676 666,794	20,95%
AC 2	Créances sur les établissements bancaires et financiers	III-2	472 612 682,951	357 485 585,328	115 127 097,623	32,20%
	a) Créances sur les établissements bancaires		466 867 670,143	351 851 356,550	115 016 313,593	32,69%
	b) Créances sur les établissements financiers		5 745 012,808	5 634 228,778	110 784,030	1,97%
AC 3	Créances sur la clientèle	III-3	2 403 588 165,046	2 127 011 192,482	276 576 972,564	13,00%
	a) Comptes débiteurs		307 975 562,779	309 816 143,073	-1 840 580,294	-0,59%
	b) Autres concours à la clientèle		2 025 672 025,355	1 743 758 173,954	281 913 851,401	16,17%
	c) Crédits sur ressources spéciales		69 940 576,912	73 436 875,455	-3 496 298,543	-4,76%
AC 4	Portefeuille titre commercial	III-4	717 504 222,559	745 025 487,590	-27 521 265,031	-3,69%
	a) Titres de transaction		493 141 638,811	572 881 404,174	-79 739 765,363	-13,92%
	b) Titres de placement		224 362 583,748	172 144 083,416	52 218 500,332	30,33%
AC 5	Portefeuille titre d'investissement	III-5	78 385 320,585	78 651 621,003	-266 300,418	-0,34%
	a) Titres d'investissement		8 158 775,426	8 745 409,178	-586 633,752	-6,71%
	b) Titres de participation		52 639 546,651	51 697 779,310	941 767,341	1,82%
	c) Parts dans les entrep. assoc. & coentrepr.		0,000	0,000	-	-
	d) Parts dans les entreprises liées		0,000	-0,211	0,211	-100,00%
	e) Titres mis en équivalence		17 586 998,508	18 208 432,726	-621 434,218	-3,41%
AC 6	Valeurs immobilisées	III-6	129 780 413,449	132 350 751,060	-2 570 337,611	-1,94%
	a) Immobilisations incorporelles		5 385 680,648	3 932 666,806	1 453 013,842	36,95%
	b) Immobilisations corporelles		115 015 962,701	118 800 394,898	-3 784 432,197	-3,19%
	c) Good will		9 378 770,100	9 617 689,356	-238 919,256	-2,48%
AC 7	Autres actifs	III-7	128 496 620,417	116 047 567,656	12 449 052,761	10,73%
	a) Comptes d'attente et de régularisation		20 967 180,219	19 311 179,697	1 656 000,522	8,58%
	b) Stocks		671 188,653	1 528 426,947	-857 238,294	-56,09%
	c) Créances pour dépôts auprès des cédantes		91 548,493	98 401,651	-6 853,158	-6,96%
	d) Créances nées d'opérations d'assurances		7 555 305,453	2 934 347,638	4 620 957,815	157,48%
	e) Parts des réassureurs dans les prov. techniques		2 107 232,110	920 475,256	1 186 756,854	128,93%
	f) Autres		97 104 165,489	91 254 736,467	5 849 429,022	6,41%
	TOTAL ACTIF		3 986 239 434,976	3 602 767 548,294	383 471 886,682	10,64%

en DT

BILAN CONSOLIDÉ ARRÊTÉ AU 31-12-2005

	PASSIF INTÉRÊTS MINORITAIRES ET CAPITAUX PROPRES	NOTE	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	EN %
PA 1	Banque Centrale CCP et TGT	IV-1	2 558 930,769	93 168,601	2 465 762,168	2 646,56%
PA 2	Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	IV-2	118 589 733,790	130 218 361,962	-11 628 628,172	-8,93%
	a) Dépôts et avoirs des établissements bancaires		117 287 542,792	128 616 358,597	-11 328 815,805	-8,81%
	b) Dépôts et avoirs des établissements financiers		1 302 190,998	1 602 003,365	-299 812,367	-18,71%
PA 3	Dépôts et avoirs de la clientèle	IV-3	2 989 820 225,167	2 661 506 016,145	328 314 209,022	12,34%
	a) Dépôts à vue		1 243 322 625,754	1 061 729 322,354	181 593 303,400	17,10%
	b) Autres dépôts et avoirs		1 746 497 599,413	1 599 776 693,791	146 720 905,622	9,17%
PA 4	Emprunts et ressources spéciales	IV-4	191 139 691,681	205 533 089,841	-14 393 398,160	-7,00%
	a) Emprunts matérialisés		40 144 657,534	50 180 821,918	-10 036 164,384	-20,00%
	b) Autres fonds empruntés		77 171 374,646	77 402 097,362	-230 722,716	-0,30%
	c) Ressources spéciales		73 823 659,501	77 950 170,561	-4 126 511,060	-5,29%
PA 5	Autres passifs	IV-5	96 368 683,319	113 078 923,984	-16 710 240,665	-14,78%
	a) Provisions pour passif et charges		8 424 598,858	6 901 865,883	1 522 732,975	22,06%
	b) Provisions techniques brutes		13 101 659,427	5 108 122,715	7 993 536,712	156,49%
	c) Dettes pour dépôts reçus des cessionnaires		2 234 834,803	946 552,382	1 288 282,421	136,10%
	d) Dettes nées d'opérations d'assurances		1 173 627,117	674 227,817	499 399,300	74,07%
	e) Comptes d'attente et de régularisation		40 645 449,510	71 967 089,104	-31 321 639,594	-43,52%
	f) Autres		30 788 513,604	27 481 066,083	3 307 447,521	12,04%
	TOTAL PASSIF		3 398 477 264,726	3 110 429 560,533	288 047 704,193	9,26%
	INTÉRÊTS MINORITAIRES					
	Part des intérêts minoritaires dans les réserves consolidées		285 031 272,994	230 645 494,400	54 385 778,594	23,58%
	Part des intérêts minoritaires dans les résultats reportés		0,000	0,000		
	Part des intérêts minoritaires dans le résultat consolidé de l'exercice		15 388 670,858	12 172 817,041	3 215 853,817	26,42%
	TOTAL INTÉRÊTS MINORITAIRES		300 419 943,852	242 818 311,441	57 601 632,411	23,72%
	CAPITAUX PROPRES	V				
CP 1	Capital		120 000 000,000	100 000 000,000	20 000 000,000	20,00%
	a) Capital souscrit		120 000 000,000	100 000 000,000	20 000 000,000	20,00%
	b) Capital non libéré		0,000	0,000		
CP 2	Réserves consolidées		151 104 090,420	136 028 353,229	15 075 737,191	11,08%
	a) Primes liées au capital		66 760 000,000	54 760 000,000	12 000 000,000	21,91%
	b) Réserve légale		10 000 000,000	9 922 000,000	78 000,000	0,79%
	c) Réserves statutaires		0,000	0,000		
	d) Réserves ordinaires		34 359 719,415	29 725 597,382	4 634 122,033	15,59%
	e) Autres réserves		39 984 371,005	41 620 755,847	-1 636 384,842	-3,93%
CP 3	Actions propres		-333 321,572	-88 872,770	-244 448,802	275,05%
CP 4	Autres capitaux propres consolidés		109 586,482	159 030,038	-49 443,556	-31,09%
	a) Subventions		109 586,482	159 030,038	-49 443,556	-31,09%
	b) Écart de réévaluation		0,000	0,000		
	c) Titres assimilés à des capitaux propres		0,000	0,000		
CP 5	Résultats reportés consolidés		60 321,386	55 003,726	5 317,660	9,67%
CP 6	Résultat consolidé de l'exercice		16 401 549,682	13 366 162,097	3 035 387,586	22,71%
	TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS		287 342 226,398	249 519 676,320	37 822 550,078	15,16%
	TOTAL PASSIF INTÉRÊTS MINORITAIRES ET CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS		3 986 239 434,976	3 602 767 548,294	383 471 886,682	10,64%

en DT

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ ARRÊTÉ au 31-12-2005

	PASSIFS ÉVENTUELS	NOTE	31-12-2005	31-12-2004	VARIATION	EN %
HB 1	Cautions, avals et autres garanties données	VI	649 882 503,111	674 668 700,426	-24 786 197,315	-3,67%
	a- En faveur d'établissements bancaires et financiers		284 253 784,053	328 377 805,774	-44 124 021,721	-13,44%
	b- En faveur de la clientèle		365 628 719,058	346 290 894,652	19 337 824,406	5,58%
HB 2	Crédits documentaires		293 811 171,484	280 137 729,198	13 673 442,286	4,88%
	a- En faveur de la clientèle		169 903 352,680	151 416 078,969	18 487 273,711	12,21%
	b- Autres		123 907 818,804	128 721 650,229	-4 813 831,425	-3,74%
HB 3	Actifs donnés en garantie					
	TOTAL PASSIFS ÉVENTUELS		943 693 674,595	954 806 429,624	-11 112 755,029	-1,16%
	ENGAGEMENTS DONNÉS	VI				
HB 4	Engagements de financement donnés		53 706 751,000	85 184 372,000	-31 477 621,000	-36,95%
	a- En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance					
	b- En faveur de la clientèle		53 706 751,000	85 184 372,000	-31 477 621,000	-36,95%
HB 5	Engagements sur titres		939 423,300	1 503 207,000	-563 783,700	-37,51%
	a- Participation non libérées		871 975,000	1 492 287,500	-620 312,500	-41,57%
	b- Titres à recevoir		67 448,300	10 919,500	56 528,800	517,69%
	TOTAL ENGAGEMENTS DONNÉS		54 646 174,300	86 687 579,000	-32 041 404,700	-36,96%
	ENGAGEMENTS REÇUS	VI				
HB 6	Engagements de financement reçus					
HB 7	Garanties reçues		1 046 600 000,000	1 026 898 000,000	19 702 000,000	1,92%
	a- Garanties reçues de l'État		33 602 325,000	37 364 957,000	-3 762 632,000	-10,07%
	b- Garanties reçues d'établissements bancaires et financiers		16 287 109,000	17 261 871,000	-3 762 632,000	-5,65%
	c- Garanties reçues de la clientèle		996 710 566,000	972 271 172,000	24 439 394,000	2,51%
	TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS		1 046 600 000,000	1 026 898 000,000	19 702 000,000	1,92%



en DT

ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ
PÉRIODE DU 01-01 AU 31-12-2005

	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	VII-1	du 01-01 au 31-12-2005	du 01-01 au 31-12-2004	VARIATION	EN %
PR 1	Intérêts et revenus assimilés	VII-1-1	190 518 887,569	174 235 534,377	16 283 353,192	9,35%
	a- Opérations avec les établissements bancaires et financiers		10 624 643,785	7 326 058,812	3 298 584,973	45,03%
	b- Opérations avec la clientèle		168 113 694,467	155 332 925,986	12 780 768,481	8,23%
	c- Autres intérêts et revenus assimilés		11 780 549,317	11 576 549,579	203 999,738	1,76%
PR 2	COMMISSIONS (en Produits)	VII-1-2	56 506 923,881	50 945 842,961	5 561 080,920	10,92%
	a- Sur opérations d'assurances		13 845 651,279	8 290 484,373	5 555 166,906	67,01%
	b- Sur opérations bancaires		42 661 272,602	42 655 358,588	5 914,014	0,01%
PR 3	Gains sur portefeuille titres commerc. et oper. financières	VII-1-3	58 943 841,699	54 534 330,992	4 409 510,707	8,09%
	a- Gain net sur titres de transaction	VII-1-3-a	44 372 994,873	40 886 456,109	3 486 538,764	8,53%
	b- Gain net sur titres de placement	VII-1-3-b	1 599 168,823	1 352 400,223	246 768,600	18,25%
	c- Gain net sur opérations de change	VII-1-3-c	12 971 678,003	12 295 474,660	676 203,343	5,50%
PR 4	Revenus du portefeuille d'investissement	VII-1-4	970 709,516	935 139,409	35 570,107	3,80%
	a- Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement		94 685,394	102 462,980	-7 777,586	-7,59%
	b- Dividendes et revenus assimilés sur titres de participation		864 124,322	820 378,929	43 745,393	5,33%
	c- Divid et revenus assimilés /parts dans les entrepr. assoc. et co-entrepr.		0,000	0,000		
	d- Divid et revenus assimilés sur parts dans les entreprises liées		11 899,800	12 297,500	-397,700	-3,23%
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		306 940 362,665	280 650 847,739	26 289 514,926	9,37%
	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	VII-2				
CH 1	Intérêts encourus et charges assimilées	VII-2-1	95 605 843,782	84 497 175,424	11 108 668,358	13,15%
	a- Opérations avec les établissements bancaires et financiers		9 472 569,206	6 656 974,705	2 815 594,501	42,30%
	b- Opérations avec la clientèle		67 901 480,579	64 412 619,556	3 488 861,023	5,42%
	c- Emprunts et ressources spéciales		12 968 738,891	6 878 814,337	6 089 924,554	88,53%
	d- Autres intérêts et charges		5 263 055,106	6 548 766,826	-1 285 711,720	-19,63%
CH 1-1	Sinistres payés sur opérations assurances		5 027 667,623	2 634 942,477	2 392 725,146	90,81%
CH 2	Commissions encourues	VII-2-2	3 024 914,147	4 423 740,624	-1 398 826,477	-31,62%
	a- Sur opérations d'assurances		-86 843,387	216 095,100	-302 938,487	-140,19%
	b- Sur opérations bancaires		3 111 757,534	4 207 645,524	-1 095 887,990	-26,05%
CH 3	Pertes sur portefeuille titres commerc. et op. financières		0,000	0,000		
	a- Perte nette sur titres de transaction		0,000	0,000		
	b- Perte nette sur titres de placement		0,000	0,000		
	c- Perte nette sur opérations de change		0,000	0,000		
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		103 658 425,552	91 555 858,525	12 102 567,027	13,22%
	PRODUIT NET BANCAIRE		203 281 937,113	189 094 989,214	14 186 947,899	7,50%

en DT

ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ
PÉRIODE DU 01-01 AU 31-12-2005

AUTRES POSTES DE PRODUITS ET CHARGES						
PR 5/ CH 4	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	VII-3	-41 286 885,486	-45 484 008,432	4 197 122,946	-9,23%
PR6/ CH5	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	VII-4	318 144,659	-2 386 509,964	2 704 654,623	-113,33%
PR 7	Autres produits d'exploitation	VII-5	7 351 893,385	4 995 761,742	2 356 131,643	47,16%
CH 6	Frais de personnel	VII-6	74 830 476,475	66 727 386,333	8 103 090,142	12,14%
CH 7	Charges générales d'exploitation	VII-7	37 761 991,740	32 664 400,542	5 097 591,198	15,61%
CH 8	Dotations aux amortissements et aux provisions		18 573 914,381	15 372 325,755	3 201 588,626	20,83%
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION		38 498 707,075	31 456 119,930	7 042 587,145	22,39%
PR 8/ CH 9	Solde en gain \ perte provenant des autres éléments ordinaires	VII-8	372 292,746	52 893,327	319 399,419	603,86%
CH 11	Impôts sur les bénéfices		6 564 612,485	4 214 127,420	2 350 485,065	55,78%
	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		32 306 387,336	27 294 885,837	5 011 501,499	18,36%
PR 9/ CH 10	Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires					
	Part des minoritaires dans le résultat consolidé		-15 388 670,858	-12 172 817,041	-3 215 853,817	26,42%
	Part du groupe dans les résultats mis en équivalence		-516 166,796	-1 755 906,699	1 239 739,903	-70,60%
	RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE		16 401 549,682	13 366 162,097	3 035 387,586	22,71%



ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS PÉRIODE DU 01-01 AU 31-12-2005

ACTIVITES D'EXPLOITATION	NOTE	31-12-2005	31-12-2004
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenus du portefeuille d'investissement)		318 897 877,001	286 412 244,450
Charges d'exploitation bancaire décaissées		-89 878 127,156	-86 782 110,507
Dépôts \ Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers		-33 262 303,201	-31 456 318,061
Prêts et avances \ Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		-98 571 830,385	-39 242 343,766
Dépôts \ Retraits de dépôts de la clientèle		102 735 126,773	98 491 723,117
Titres de placement		-52 251 454,400	-150 861 269,328
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-116 526 900,099	-106 673 672,297
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		26 503 200,329	101 268 827,195
Impôt sur les bénéfices		-2 586 364,120	-8 116 040,415
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		55 059 224,742	63 041 040,388
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		972 596,738	937 026,630
Acquisitions \ cessions sur portefeuille d'investissement		98 294,622	9 500 316,181
Acquisitions \ cessions sur immobilisations		-14 359 068,761	-50 820 044,154
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		-13 288 177,401	-40 382 701,344
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Emission d'actions		32 000 000,000	0,000
Emission d'emprunts			75 930 739,972
Remboursement d'emprunts		-22 577 059,880	
Augmentation \ diminution ressources spéciales		-4 705 010,620	1 379 690,271
Dividendes versés		-24 129 208,464	-21 938 056,888
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		-19 411 278,964	55 372 373,355
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités			
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		22 359 768,378	78 030 712,400
Liquidités et équivalents de liquidités au début de période		799 768 617,130	721 737 904,730
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	IX-5	822 128 385,508	799 768 617,130

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31-12-2005

NOTE N°I

Objet/Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du groupe BIAT sont établis conformément aux règles et aux principes comptables édictés par la loi n°96-112 du 30-12-1996 relative au système comptable des entreprises et par les normes comptables tunisiennes relatives notamment aux opérations spécifiques aux établissements bancaires, à la consolidation des états financiers et aux regroupements d'entreprises.

Les états financiers sont établis selon le modèle défini par la norme comptable n°21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires.

NOTE N°II

Objet : Règles comptables appliquées pour l'arrêté des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont arrêtés au 31-12-2005 en appliquant les dispositions et les règles prévues notamment par la loi n° 2001-117 du 06/12/2001 complétant le code des sociétés commerciales et par les normes comptables relatives à la consolidation des états financiers et aux regroupements d'entreprises. Parmi ces règles, nous décrivons ci-après celles relatives au périmètre de consolidation, aux méthodes de consolidation, aux retraitements et éliminations, à la date de clôture, au traitement de l'impôt et à l'écart d'acquisition des titres.

II.1. Le périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est composé de toutes les sociétés sur lesquelles la BIAT exerce directement ou indirectement par ses filiales un contrôle exclusif et des sociétés sur lesquelles elle exerce une influence notable.

II.2. Les méthodes de consolidation

II.2.1 - La méthode de l'intégration globale

Les sociétés qui sont contrôlées exclusivement par la Banque (dont le pourcentage de contrôle est supérieur à 40%) et les sociétés dont l'activité se situe dans le prolongement des activités bancaires ou des activités connexes sont consolidées par la méthode d'intégration globale.

Cette méthode consiste à substituer au montant des titres de participation les éléments d'actif, de passif, de charges et de produits de chacune des sociétés consolidées, en indiquant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres consolidés et dans les résultats consolidés de l'exercice.

II.2.2 - La méthode de mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles la BIAT exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. L'influence notable est présumée dès lors que l'entité consolidante détient 20 % au moins des droits de vote tout en ayant le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de la société détenue et sans, toutefois, exercer un contrôle sur ces politiques.

Cette méthode consiste à substituer au montant des titres de participation la part du groupe de la Banque dans les capitaux propres y compris le résultat de l'exercice des sociétés mises en équivalence.

II.3. Les retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes de comptabilisation et d'évaluation des sociétés sont effectués.

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les charges et produits réciproques sont éliminés. L'effet sur le bilan, le hors bilan et l'état de résultat consolidés des opérations internes au groupe est éliminé.

Les dividendes intra groupe, les provisions sur titres consolidés et les plus ou moins values provenant de cessions d'actifs entre les sociétés du groupe sont neutralisés en totalité.

II.4. La date de clôture

Les états financiers consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels qui sont arrêtés au 31/12/2005 pour l'ensemble des sociétés du groupe.

A l'exception de certaines sociétés, les états financiers qui ont servi à la présente consolidation sont certifiés par les commissaires aux comptes de chacune des sociétés.

Les sociétés qui ont communiqué des états financiers non accompagnés par les rapports de leurs commissaires aux comptes sont les suivantes :

- Société Golf Sousse Monastir ;
- Société Tanit International ;
- Organisation et Service Informatique OSI.

II.5. Le traitement de l'impôt

La charge d'impôt sur les sociétés consolidées comprend l'impôt exigible des différentes sociétés corrigé par l'effet des impôts différés provenant des différences temporelles imputables aux décalages entre la date de constatation comptable et la date d'imposition fiscale.

II.6. L'écart d'acquisition des titres

Les écarts positifs constatés, lors de l'acquisition des titres consolidés, entre leur prix de revient et la quote-part dans les fonds propres nets sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique Good will. Ces écarts ne sont pas affectés aux éléments du bilan et amortis en fonction des perspectives de retour sur investissement au moment de l'acquisition. La durée d'amortissement qui est appliquée à partir de l'exercice 2002 est de vingt ans. Le Good Will négatif est constaté en produit de l'exercice.

NOTE N°III

Objet/ Les sociétés retenues dans le périmètre de consolidation.

En application des dispositions prévues par la loi n° 2001-117 du 06/12/2001 et des normes comptables tunisiennes, le périmètre de consolidation du groupe de la BIAT est composé comme suit :

III.1. Le périmètre de consolidation

DÉNOMINATION	2005		2004	
	Taux de Contrôle	Taux d'intérêt	Taux de Contrôle	Taux d'intérêt
Banque Internationale Arabe de Tunisie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Financière de Placement et Gestion	99,93 %	99,93 %	99,93 %	99,93 %
BIAT Assets Management	98,40 %	98,40 %	98,40 %	98,40 %
SICAR Avenir	97,79 %	97,79 %	94,96 %	94,96 %
Compagnie Internationale Arabe de Recouvrement CIAR	99,40 %	99,36 %	99,40 %	99,27 %>
SICAF BIAT	100,00 %	99,71 %	100,00 %	99,12 %

Ste de Promotion Immobilière Arabe de Tunisie	99,78 %	99,49 %	99,78 %	98,90 %
Ste de Promotion Touristique Salloum	43,51 %	43,48 %	41,37 %	40,29 %
Organisation et Services Informatiques OSI	100,00 %	99,80 %	100,00 %	99,38 %
Ste la PROTECTRICE	83,75 %	83,59 %	83,75 %	83,28 %
Assurances BIAT	45,13 %	44,31 %	41,13 %	40,29 %
Ste FAIZA	42,31 %	42,25 %	42,31 %	42,13 %
SICAV Opportunity	67,83 %	67,25 %	93,60 %	93,04 %
SICAV Trésor	2,17 %	1,46 %	1,42 %	1,26 %
SICAV Prosperity	12,32 %	5,58 %	11,83 %	4,89 %
Ste Générale de Placement SGP	100,00 %	99,71 %	100,00 %	99,12 %
Ste TAAMIR	100,00 %	99,71 %	100,00 %	99,12 %
Ste d'Informatique et de Management « SIM »	100,00 %	99,71 %	100,00 %	99,12 %
Ste Golf Sousse Monastir	46,79 %	46,73 %	46,79 %	50,84 %
Société Palm Links Immobilière	50,00 %	49,86 %	50,00 %	49,56 %
Compagnie Internationale Arabe de Tourisme CIAT	28,79 %	28,75 %	28,78 %	28,68 %
Banque d'Affaires de Tunisie BAT	22,22 %	22,22 %	22,22 %	22,22 %
Société Tanit International STI	27,50 %	27,50 %	27,50 %	27,50 %
Société Tunisie Titrisation	79,80 %	70,87 %	-	-

III.2. Les méthodes de consolidation

DÉNOMINATION	2005	2004
Banque Internationale Arabe de Tunisie	Intégration globale	Intégration globale
Financière de Placement et de Gestion	Intégration globale	Intégration globale
BIAT Assets Management	Intégration globale	Intégration globale
SICAR Avenir	Intégration globale	Intégration globale
Compagnie Internationale Arabe de Recouvrement CIAR	Intégration globale	Intégration globale
SICAF BIAT	Intégration globale	Intégration globale
SICAV Opportunity	Intégration globale	Intégration globale
SICAV Trésor	Intégration globale	Intégration globale
SICAV Prosperity	Intégration globale	Intégration globale
Ste Générale de Placement « SGP »	Intégration globale	Intégration globale

Ste TAAMIR	Intégration globale	Intégration globale
Ste d'Informatique et de Management « SIM »	Intégration globale	Intégration globale
Ste de Promotion Immobilière Arabe de Tunisie	Intégration globale	Intégration globale
Ste de Promotion Touristique Salloum	Intégration globale	Intégration globale
Organisation et Services Informatiques OSI	Intégration globale	Intégration globale
Ste la PROTECTRICE	Intégration globale	Intégration globale
Assurances BIAT « ATIG »	Intégration globale	Intégration globale
Ste FAIZA	Intégration globale	Intégration globale
Ste Golf Sousse Monastir	Intégration globale	Intégration globale
Société Palm Links Immobilière	Intégration globale	Intégration globale
Société Tunisie Titrisation	Intégration globale	-
Compagnie Internationale Arabe de Tourisme CIAT	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Banque d'Affaires de Tunisie « BAT »	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Société Tanit International « STI »	Mise en équivalence	Mise en équivalence

III.3. Les participations dont le taux de contrôle est supérieur à 20 % et non retenues dans le périmètre de consolidation.

DÉNOMINATION	Taux de Contrôle 2005	Taux de Contrôle 2004	Motifs d'exclusion du périmètre de consolidation
Société CIL Immobilière	30,00 %	30,00 %	- Aucune influence notable n'est exercée par la BIAT, le contrôle quasi exclusif est assuré par un autre groupe. - La BIAT n'est pas un administrateur.
Société Médiprint	25,00 %	25,00 %	- Aucune influence notable n'est exercée par la BIAT, le contrôle quasi exclusif est assuré par un autre groupe. - La BIAT n'est pas un administrateur.
Société Méditerranéenne de Tourisme	22,50 %	22,50 %	Aucune influence notable n'est exercée par la BIAT, le contrôle quasi exclusif est assuré par le promoteur et sa famille
Société Hôtel Les Oliviers	30,00 %	30,00 %	- Aucune influence notable n'est exercée par la BIAT, le contrôle quasi exclusif est assuré par un autre groupe. - La BIAT n'est pas un administrateur.

Société Tabarka Beach	30,56 %	30,56 %	Aucune influence notable n'est exercée par la BIAT, le contrôle quasi exclusif est assuré par un autre groupe
Meubles SOMAF Industries	28,45 %	28,45 %	- Aucune influence notable n'est exercée par la BIAT. - Société en liquidation judiciaire. - La BIAT n'est pas un administrateur
International Computer Systems	30,00 %	30,00 %	- Aucune influence notable n'est exercée par la BIAT. - Société en liquidation judiciaire. - La BIAT n'est pas un administrateur.
Société Dunes SA	44,00 %	44,00 %	Détention provisoire par la SICAR AVENIR dans le cadre d'un contrat de rétro cession
Société Système Informatique Tunisie	41,00 %	41,00 %	Détention provisoire par la SICAR AVENIR dans le cadre d'un contrat de rétro cession
Société Goûts et Saveurs	33,00 %	33,00 %	Détention provisoire par la SICAR AVENIR dans le cadre d'un contrat de rétro cession
Société Touristique de Gestion Hôtelière	26,15 %	26,15 %	- Aucune influence notable n'est exercée par la BIAT, le contrôle quasi exclusif est assuré par le promoteur et sa famille. - Le promoteur et sa famille a la majorité des sièges au niveau du conseil d'administration
Société SATS	26,00 %	26,00 %	Détention provisoire par la SICAR AVENIR dans le cadre d'un contrat de rétro cession
Société de Placement El Amel	21,53 %	21,53 %	Aucune influence notable n'est exercée par la BIAT, le contrôle quasi exclusif est assuré par un autre groupe
Société Salama SA	20,00 %	25,00 %	Détention provisoire par la SICAR AVENIR dans le cadre d'un contrat de rétro cession
Société Meunière de Tunisie SMT	20,00 %	-	Une partie de cette participation est détenue provisoirement par la BIAT. La BIAT a cédé une partie de cette participation au début de l'année 2006 (0,5%).

NOTE N°IV**Les éléments d'actif du bilan****IV.1. Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP, et TGT**

Le poste « Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP, et TGT » qui s'élève au 31 décembre 2005 à 55.872 mD, contre 46.195 mD à la clôture de l'exercice précédent, provient de la BIAT à concurrence de 55.864 mD.

IV.2. Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires totalisent à la clôture de l'exercice 2005 un solde de 472.613 mD contre 357.485 mD au 31 décembre 2004. Elles proviennent de la BIAT à hauteur de 472.574 mD.

IV.3. Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle qui s'élèvent au 31 décembre 2005 à 2.403.588 mD contre 2.127.011 mD à la clôture de l'exercice précédent, proviennent de la BIAT à concurrence de 2.402.773 mD et de la CIAR à hauteur de 815 mD.

IV.4. Portefeuille titre commercial

Le Portefeuille titre commercial se détaille comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	396 565	484 673
SICAV OPPORTUNITY	1 499	913
SICAV PROSPERITY	4 697	4 890
FPG	2 508	2 257
SICAV TRESOR	288 934	227 564
SICAR AVENIR	10 988	12 135
BIAT ASSETS MANAGEMENT	896	847
ASSURANCE BIAT	11 167	11 746
PALM LINKS IMMOBILIÈRE	250	-
TOTAL	717 504	745 025

IV.5. Titres d'investissement

Les titres d'investissement qui s'élèvent au 31 décembre 2005 à 8.159 mD contre 8.745 mD à la clôture de l'exercice précédent, proviennent totalement de la BIAT.

IV.6. Titres de participation

Les titres de participation se détaillent comme suit :

SOCIÉTÉ	VALEUR BRUTE	PROVISION	VALEUR NETTE AU 31-12-2005	VALEUR NETTE AU 31-12-2004
BIAT	50 567	- 7 783	42 784	42 871
SIM	120	-	120	120
TAAMIR	1 530	- 1 051	479	1 208
PROTECTRICE	395	- 20	375	375
SGP	1 852	- 563	1 289	1 180
FAIZA	400	-	400	400
FPG	59	-	59	58
SICAR AVENIR	7 338	- 205	7 133	5.486
TOTAL	62 261	-9 622	52 639	51 698

IV.7. Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence se détaillent comme suit :

Sociétés	31-12-2005			31-12-2004		
	Coût d'acquisition	Part dans les capitaux propres	Total	Coût d'acquisition	Part dans les capitaux propres	Total
Compagnie Internationale Arabe de Tourisme CIAT	2 102	596	2 698	2 102	668	2.770
Banque d'Affaires de Tunisie BAT	774	-16	758	775	3	778
Société Tanit International STI	10 681	3 450	14 131	10 681	3 980	14 661
TOTAL	13 557	4030	17 587	13 558	4 651	18 209

IV.8. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles totalisent à la clôture de l'exercice 2005 un solde de 5.386 mD contre 3.933 mD au 31 décembre 2004. Elles proviennent principalement de la BIAT à hauteur de 4.833 mD et de l'ASSURANCE BIAT à hauteur de 527 mD.



IV.9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se détaillent par société consolidée comme suit :

SOCIÉTÉ	VALEUR BRUTE	PROVISION	VALEUR NETTE AU 31-12-2005	VALEUR NETTE AU 31-12-2004
BIAT	176,313	-81 014	95 299	96.417
PROTECTRICE	329	-172	157	175
SALLOUM	3,487	-169	3 318	3.480
FAIZA	816	-500	316	816
SOCIETE GOLF SOUSSE MONASTIR	19,809	-5 057	14 752	14 747
Assurance BIAT ATIG	615	-156	459	376
SOPIAT	628	-	628	2 668
AUTRES	2,600	-2.513	87	122
TOTAL	204 597	-89 581	115 016	118 801

IV.10. Écart d'acquisition des titres

Les écarts d'acquisition des titres se détaillent par société consolidée comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
STI	5 819	5 819
CIAT	2 425	2 425
SOCIETE GOLF SOUSSE MONASTIR	1 818	1 818
SICAF	47	-
ASSURANCES BIAT	86	79
SALLOUM	171	-
BAT	226	226
SICAR AVENIR	95	-
FPG	17	17
PROTECTRICE	122	122
SGP	34	34
SIM	163	163
SOPIAT	17	17
TAAMIR	131	131
SOUS TOTAL	11 170	10 851
Amortissement	1 791	1 233
Valeur comptable nette	9 379	9 618

IV.11. Autres actifs

Les autres actifs se détaillent par société consolidée comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	110 022	102 301
OSI	198	877
TAAMIR	3 275	3 544
PROTECTRICE	986	852
ASSURANCES BIAT	10 964	4 413
PALM LINKS IMMOBILIÈRE	826	1 846
AUTRES SOCIETES	2 226	2 215
TOTAL	128 497	116 048

La part de la BIAT dans les autres actifs comporte un montant de 408 mD correspondant aux impôts différés enregistrés sur les opérations de partage des capitaux propres.

NOTE N°V

LES ÉLÉMENTS DE PASSIF DU BILAN

V.1. Banque centrale CCP et TGT

Le poste «Banque centrale, CCP, et TGT » qui s'élève au 31 décembre 2005 à 2.559 mD contre 93 mD à la clôture de l'exercice précédent provient exclusivement de la BIAT.

V.2. Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Le poste «Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers » totalise au 31 décembre 2005 un solde de 118.590 mD contre 130.218 mD à la même date de l'exercice précédent. Il provient exclusivement de la BIAT.

V.3. Dépôts et avoirs de la clientèle

Le poste «Dépôts et avoirs de la clientèle » totalise au 31 décembre 2005 un solde de 2.989.820 mD contre 2.661.506 mD à la même date de l'exercice précédent. Il provient exclusivement de la BIAT.

V.4. Emprunts et ressources spéciales

Le poste «Emprunts et ressources spéciales » totalise au 31 décembre 2005 un solde de 191.140 mD contre 205.533 mD à l'issue de l'exercice précédent. Il provient exclusivement de la BIAT.

V.5. Autres passifs

Les autres passifs se détaillent par société consolidée comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	66 486	97 985
OSI	1 083	1 247
PROTECTRICE	1 214	1 168
SOCIETE GOLF SOUSSE MONASTIR	1 072	1 040
FPG	6 562	413
ASSURANCES BIAT	18 091	7 896
SICAR AVENIR	159	707
PALM LINKS IMMOBILIÈRE	834	1 563
AUTRES SOCIETES	868	1 060
TOTAL	96 369	113 079

La part de la BIAT dans les autres passifs comporte un montant de 85 mD correspondant aux impôts différés enregistrés sur les opérations de partage des capitaux propres.

NOTE N°VI**LES INTERÊTS MINORITAIRES**

Les intérêts minoritaires se détaillent par société consolidée comme suit :

SOCIÉTÉ	PART DES MINORITAIRES DANS LES RÉSERVES CONSOLIDÉES		PART DES MINORITAIRES DANS LES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	
	2005	2004	2005	2004
Financière de placement	2	2	-	-1
BIAT Assets Management	8	8	-3	-2
SICAR Avenir	510	1 010	0	3
SICAV Opportunity	451	61	39	3
SICAV Trésor	269 029	213 556	14 696	11 407
SICAV Prospérité	3 901	4 081	237	256
Ste Générale de Placement « SGP »	1	-1	-	2
Ste TAAMIR	-1	-1	-2	-1
Ste d'Informatique et de Management « SIM »	-1	-1	-	-
SOPIAT	-	1	-	-
Ste de Promotion Touristique Salloum	2 259	2 345	-	-
Ste la PROTECTRICE	101	78	7	6

Assurances BIAT « ATIG »	5 724	6 073	1 058	760
Ste FAIZA	778	779	-371	-1
Ste Golf Sousse Monastir	2 048	2 497	-280	-283
CIAR	8	8	1	1
Société Palm Links Immobilière	161	149	7	23
Tunisie Titrisation	51	-	-	-
TOTAL	285 031	230 645	15 389	12 173

NOTE N°VII

LES RÉSERVES CONSOLIDÉES

Les réserves consolidées se détaillent au 31 décembre 2005 et 2004, par société consolidée comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	145 351	129 633
TANIT INTERNATIONAL	3 588	5 629
SGP	369	-1
GOLF MONASTIR	278	1 159
CIAT	291	531
CIAR	412	238
ASSURANCES BIAT	358	82
LA PROTECTRICE	166	-362
PALM LINKS	62	48
FAIZA	29	30
SICAR AVENIR	839	20
BIAT ASSETS MANAGEMENT	388	11
SICAF BIAT	24	-1
SALLOUM	7	7
SOPIAT	1	-
TAAMIR	-120	-4
SICAV PROSPERITY	24	-5
SIM	-47	-5
BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	-27	-22
SICAV OPPORTUNITY	6	-56
EPI	-	-65
FPG	-337	-220
OSI	-309	-244
SICAV TRESOR	-249	-373
TOTAL	151 104	136 028

FILIALES	METH CONSO	CAPITAUX PROPRES		PART DU GROUPE DANS LES CP	TITRES A ÉLIMINER	AJUST PART MINOR	AMORT EA	AFFEC EA NÉGATIF	IMP/ AMO REA	DIVID RECL	ANN PROV et + VALUE/ STÉS FILIALE	RESV CONSOLID	
		CAPITAL	RESERVES									2005	2004
BIAT	IG	120 000	144 869	144 869	-	-	-	-	-	-	482	145 351	129 633
SICAF	IG	16 000	18	15 972	15 953	46	-	1	-	-	42	24	-1
BAM	IG	500	31	522	492	-	-	-	-	358	-	388	11
ASS BIAT	IG	10 000	426	4 620	4 601	82	12	79	15	206	-	358	82
CIAR	IG	1 000	253	1 245	994	-	-	-	-	160	-	412	238
SOPIAT	IG	600	-	598	599	2	1	-	-	-	-	1	-
FAIZA	IG	1 280	68	570	542	1	-	-	-	-	-	29	30
PROTEC	IG	40	589	526	850	2	6	81	17	431	-	166	-362
OSI	IG	20	-278	-258	85	-1	-	44	10	-	-	-309	-244
SIM	IG	823	-460	362	415	2	16	-	-4	-	17	-47	-5
SGP	IG	9 041	1 099	10 111	9 768	28	3	-	-1	-	-	369	-1
SALLOUM	IG	4 000	-	1 739	1 740	1	-	9	2	-	-	7	7
FPG	IG	3 000	-333	2 665	3 061	-	2	79	18	-	-	-337	-220
TAAMIR	IG	5 088	-692	4 384	4 525	14	13	-	-3	-	17	-120	-4
SICAV TRESOR	IG	275 495	-	4 022	6 995	2 444	-	-	-	280	-	-249	-373
SICAV OPPOR	IG	1 382	-	930	980	2	-	-	-	54	-	6	-56
SICAV PROS	IG	4 456	-	249	560	306	-	-	-	29	-	24	-5
SICAR AV	IG	23 000	78	22 568	22 580	-	-	73	17	794	-	839	20
PALM LIN	IG	200	123	161	100	1	-	-	-	-	-	62	48
TITRISATION	IG	250	-	177	200	22	-	-	-	-	-	-	-
CIAT	ME	14 000	-4 719	2 669	2 102	-	364	7	-82	-	-	291	531
BAT	ME	4 500	-1 018	774	774	-	34	-	-8	-	-	-27	-22
GOLF	IG	6 500	-2 647	1 800	1 316	4	273	-	-62	-	-	278	1 159
ST INTER	ME	60 000	-6 688	14 661	10 681	-	508	-	-116	-	-	3 588	5 629
EPI	SOR 2004	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-65
TOTAUX		561 176	130 721	235 936	89 956	2 957	1 233	373	-196	2 312	559	151 104	136 028



Les réserves des filiales s'élevant au 31 décembre 2005 à 130 721 mD se détaillent ainsi :

FILIALES	RÉSERVE LÉGALE	PRIME ÉMISS	RÉSERVE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE	RÉSERVE DE RÉÉVALUATION	RÉSULTATS REPORTÉS	AUTRES RÉSERVES	TOTAL RÉSERVES
BIAT	10 000	66 760	31 977	-	-	36 132	144 869
SICAF BIAT	1	-	-	-	18	-	18
BIAT ASSETS MANAGEMENT	31	-	-	-	-	-	31
ASSURANCES BIAT	47	-	200	-	152	27	426
CIAR	60	-	193	-	-	-	253
SOPIAT	-	-	-	-	-	-	-
FAIZA	4	-	-	-	64	-	68
LA PROTECTRICE	4	-	-	-	585	-	589
OSI	2	-	80	-	-360	-	-278
SIM	-	-	-	-	-460	-	-460
SGP	55	-	-	-	1 044	-	1 099
SALLOUM	-	-	-	-	0	-	-
FPG	11	-	-	-	-344	-	-333
TAAMIR	-	-	-	-	-692	-	-692
SICAV TRESOR	-	-	-	-	-	-	-
SICAV OPPORTUNITY	-	-	-	-	-	-	-
SICAV PROSPERITY	-	-	-	-	-	-	-
SICAR AVENIR	78	-	-	-	-	-	78
PALM LINKS	24	-	-	-	99	-	123
TUNISIE TITRISATION	-	-	-	-	-	-	-
CIAT	-	-	-	-	-5 351	632	-4 719
BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	-	-	-	-	-1 019	1	-1 018
GOLF MONASTIR	-	-	-	8 413	-11 060	-	-2 647
TANIT INTERNATIONAL	-	-	-	21 111	-27 799	-	-6 688
TOTAUX	10 317	66 760	32 450	29 524	-45 123	36 793	130 721

La contribution de la BIAT dans les réserves consolidées du Groupe s'élève au 31/12/2005 à 96,19 %.

Ces réserves se présentent par méthode de consolidation comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
Société Mère : BIAT	145 351	129 632
Sociétés consolidées par intégration globale	1 901	323
Sociétés consolidées par mise en équivalence	3 852	6 073
TOTAL	151 104	136 028

RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Le résultat consolidé du groupe s'analyse au 31 décembre 2005 et 2004 comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
Société Mère : BIAT	17 075	14 637
ASSURANCES BIAT	842	513
CIAR	77	171
SICAV TRESOR	218	146
FPG	177	-113
SGP	88	224
SICAV OPPORTUNITY	81	47
LA PROTECTRICE	35	29
CIAT	29	-55
SICAR AVENIR	17	54
SICAV PROSPERITY	14	13
PALM LINKS	7	21
EPI	-	118
SIM	-1	-12
SICAF BIAT	-10	-5
BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	-15	7
BIAT ASSETS MANAGEMENT	-156	-133
OSI	-230	-62
GOLF SOUSSE	-246	-292
FAIZA	-272	-1
TANIT INTERNATIONAL	-530	-1.826
TAAMIR	-798	-114
TOTAL	16 402	13 366

FILIALES	METH CONSO	CAPITAUX PROPRES		RETRAIT	RÉSUL CONSO RETR	PART DU GROUPE	AMOR EA	IMP/ AMORT EA	RESULTAT CONSOLID	
		CAPITAL	RÉSULTAT						2005	2004
BIAT	IG	120 000	19 078	-1 574	17 504	17 504	556	127	17 075	14 636
SICAF	IG	16 000	-1 099	1 089	-10	-10	-	-	-10	-5
BAM	IG	500	437	-595	-158	-156	-	-	-156	-133
ASS BIAT	IG	10 000	840	1 060	1 900	842	-	-	842	513
CIAR	IG	1 000	67	10	77	77	-	-	77	171
SOPIAT	IG	600	-	-	-	-	-	-	-	-
FAIZA	IG	1 280	-644	1	-643	-272	-	-	-272	-1
PROTECT	IG	40	1 244	-1 201	43	36	-	-	36	29
OSI	IG	20	-231	1	-230	-230	-	-	-230	-62
SIM	IG	823	8	-9	-1	-1	-	-	-1	-12
SGP	IG	9 041	-376	464	89	88	-	-	88	224
SALLOUM	IG	4 000	-	-	-	-	-	-	-	-
FPG	IG	3 000	210	-33	177	177	-	-	177	-113
TAAMIR	IG	5 088	-795	-6	-801	-798	-	-	-798	-114
SICAV TRESOR	IG	275 761	13 689	1 224	14 913	218	-	-	218	146
SICAV OPPOR	IG	1 435	108	12	120	81	-	-	81	47
SICAV PROS	IG	4 457	230	21	251	14	-	-	14	13
SICAR AV	IG	23 000	969	-952	17	17	-	-	17	54
PALM LIN	IG	200	14	-1	14	7	-	-	7	21
TUNISIE TITRISATION	IG	250	-	-	-	-	-	-	-	-
CIAT	ME	14 000	102	-	102	29	-	-	29	-55
BAT	ME	4 500	-68	-	-68	-15	-	-	-15	7
ST INTER	ME	60 000	-1 928	-	-1 928	-530	-	-	-530	-1 826
GOLF	IG	6 500	-1 127	600	-526	-246	-	-	-246	-292
EPI	SOR 2004	-	-	-	-	-	-	-	-	118
TOTAUX		561 496	30 727	113	30 840	16 831	556	127	16 402	13 366

Ces résultats se présentent par méthode de consolidation comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
Société Mère : BIAT	17 075	14 637
Sociétés consolidées par intégration globale	-157	485
Sociétés consolidées par mise en équivalence	-516	-1 756
TOTAL	16 402	13 366

**CONTRIBUTION DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE
DANS LES CAPITAUX PROPRES :****PART DANS LES CAPITAUX PROPRES AVANT RÉSULTAT DE L'EXERCICE****Année 2005**

SOCIÉTÉ	% D'INTÉRÊT	PART DU GROUPE DANS LES CAPITAUX PROPRES AVANT RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Compagnie Internationale Arabe de Tourisme CIAT	28,75 %	1 173
Banque d'Affaires de Tunisie BAT	22,22 %	-1
Société Tanit International STI	27,50 %	3 980
TOTAL 1	-	5 152
Ajustement des réserves consolidées par les traitements des écarts d'acquisitions	-	-1 300
TOTAL 2	-	3 852

Année 2004

SOCIÉTÉ	% D'INTÉRÊT	PART DU GROUPE DANS LES CAPITAUX PROPRES AVANT RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Compagnie Internationale Arabe de Tourisme CIAT	28,68 %	723
Banque d'Affaires de Tunisie BAT	22,22 %	-4
Société Tanit International STI	27,50 %	5 806
TOTAL 1	-	6 525
Ajustement de la plus value de cession EPI	-	-65
Ajustement des réserves consolidées par les traitements des écarts d'acquisitions	-	-387
TOTAL 2	-	6 073

PART DANS LE RÉSULTAT

Année 2005

SOCIÉTÉ	% D'INTÉRÊT	PART DANS LE RÉSULTAT
Compagnie Internationale Arabe de Tourisme CIAT	28,75 %	29
Banque d'Affaires de Tunisie BAT	22,22 %	-15
Société Tanit International STI	27,50 %	-530
TOTAL 1	-	-516

Année 2004

SOCIÉTÉ	% D'INTÉRÊT	PART DANS LE RÉSULTAT
Compagnie Internationale Arabe de Tourisme CIAT	28,68 %	-55
Banque d'Affaires de Tunisie BAT	22,22 %	7
Société Tanit International STI	27,50 %	-1.826
TOTAL 1	-	-1 874
Ajustement de la plus value de cession EPI	-	118
TOTAL 2	-	-1 756

NOTE N°VIII

LES ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT DE RÉSULTAT

VIII.1. / Intérêts et revenus assimilés

Le poste «Intérêts et revenus assimilés» qui s'élève au 31 décembre 2005 à 190.519 mD contre 174.235 mD à l'issue de l'exercice précédent, provient de la BIAT à concurrence de 190.469 mD.

VIII.2. / Commissions sur opérations d'assurance (en produits)

Le poste «Commissions (en produits) sur opérations d'assurance» qui s'élève au 31 décembre 2005 à 13.846 mD contre 8.290 mD à la même date de l'exercice précédent, provient exclusivement de l'ASSURANCE BIAT.

VIII.3. / Commissions sur opérations bancaires (en produits)

Ces commissions se détaillent par société comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	41 471	39 336
PROTECTRICE	884	783
SOCIÉTÉ GOLF SOUSSE MONASTIR	-	569
FPG	289	119
PALM LINKS IMMOBILIÈRE	-	1 719
AUTRES	17	129
TOTAL	42 661	42 655

VIII.4. / Gains sur portefeuille titre

Ces commissions se détaillent par société comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	42 318	41 564
SICAV PROSPERITY	267	291
FPG	134	134
ASSURANCE BIAT ATIG	597	418
SICAV TRESOR	15 436	12 065
SICAR AVENIR	58	2
SICAV OPPORTUNITY	130	60
AUTRES	4	■
TOTAL	58 944	54 534

VIII.5. / Revenu du portefeuille d'investissement

Ces commissions se détaillent par société comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	700	629
SICAR AVENIR	179	256
AUTRES	92	50
TOTAL	971	935

VIII.6. / Intérêts encourus et charges assimilées

Le poste «Intérêts encourus et charges assimilées» qui s'élève au 31 décembre 2005 à 95.606 mD contre 84.497 mD à l'issue de l'exercice précédent, provient de la BIAT à concurrence de 95.499 mD.

VIII.7. / Sinistres payés sur opérations d'assurances

Le poste «Sinistres payés sur opérations d'assurances» qui s'élève au 31 décembre 2005 à 5.028 mD contre 2.635 mD à la même date de l'exercice précédent, provient exclusivement de l'ASSURANCE BIAT.

VIII.8. / Commissions encourues sur opérations bancaires

Le poste «Commissions encourues sur opérations bancaires» qui s'élève au 31 décembre 2005 à 3.111 mD contre 4.208 mD à l'issue de l'exercice précédent, provient de la BIAT à concurrence de 3.080 mD.

VIII.9. / Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Ces dotations aux provisions se détaillent par société comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	36 755	43 463
OSI	270	224
FAIZA	138	-
ASSURANCE BIAT ATIG	4 041	2 504
CIAR	83	-707
TOTAL	41 287	45 484

VIII.10. / Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Ces dotations aux provisions se détaillent par société comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	-148	2 554
PROTECTRICE	-	20
SGP	-4	-175
FPG	-213	-57
ASSURANCES BIAT	-1	1
SICAR AVENIR	50	50
ÉCART D'ACQUISITION NÉGATIF IMPUTÉ EN PRODUIT	-2	-60
AJUSTEMENT DE LA PLUS VALUE DE CESSION DES TITRES EPI	-	54
TOTAL	-318	2 387

VIII.11. / Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se détaillent par société comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	1 792	1 385
OSI : PRODUCTIONS IMMOBILISÉES CHIFFRE D'AFFAIRES OSI - BIAT	2 500	3 030
TAAMIR	291	567
SOCIÉTÉ GOLF SOUSSE MONASTIR	696	-
PALM LINKS IMMOBILIÈRE	1 233	-
CIAR	748	-
AUTRES	92	14
TOTAL	7 352	4 996

VIII.12. / Frais de personnel

Les frais de personnel se détaillent par société comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	69 822	61.715
OSI	2 357	2 659
TAAMIR	9	-
PROTÉCTRICE	459	385
SOCIÉTÉ GOLF SOUSSE MONASTIR	403	464
FPG	362	367
ASSURANCES BIAT	801	652
SICAR AVENIR	89	67
CIAR	367	285
BIAT ASSETS MANAGEMENT	144	115
SOCIÉTÉ PALM LINKS IMMOBILIÈRE	18	18
TOTAL	74 831	66 727

VIII.13. / Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation se détaillent par société comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	33 302	28 116
OSI	129	187
TAAMIR	283	585
PROTÉCTRICE	358	308
SOCIÉTÉ GOLF SOUSSE MONASTIR	313	283
ASSURANCES BIAT	1 295	662
SICAV TRÉSOR	522	513
SICAR AVENIR	87	86
CIAR	158	219
SOCIÉTÉ PALM LINKS IMMOBILIÈRE	1 167	1 578
AUTRES	148	127
TOTAL	37 762	32 664

VIII.14. / Dotations aux amortissements

Ces dotations aux amortissements se détaillent par société comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	15 849	14 161
OSI	-	12
TAAMIR	798	91
PROTÉCTRICE	72	46
FAIZA	500	-
SOCIÉTÉ GOLF SOUSSE MONASTIR	399	382
FPG	11	23
ASSURANCES BIAT	354	81
CIAR	12	12
SOCIÉTÉ PALM LINKS IMMOBILIÈRE	21	21
AMORTISSEMENTS ÉCARTS D'ACQUISITION	558	543
TOTAL	18 574	15 372

VIII.15. / Impôts sur les sociétés

Les impôts sur les sociétés se détaillent par société comme suit :

SOCIÉTÉ	31-12-2005	31-12-2004
BIAT	5 435	3 542
OSI	22	87
PROTÉCTRICE	19	344
ASSURANCES BIAT	1 105	308
SICAR AVENIR	-	136
CIAR	94	116
BIAT ASSETS MANAGEMENT		212
IMPÔT DIFFÉRÉ SUR RÉPARTITION DES CAPITAUX PROPRES	-127	-562
AUTRES	17	31
TOTAL	6 565	4 214



BLOC-NOTES DE L'ACTIONNAIRE

- WEB : [HTTP : // www.biat.com.tn](http://www.biat.com.tn)

COMMUNICATION FINANCIÈRE

- **Secrétariat Général**

70-72, avenue Habib Bourguiba

Tunis BP 1001

Tél. : 71 131 872

RELATIONS ACTIONNAIRES

- **Direction de la Planification**

Service Gestion de l'actionnariat

70-72, avenue Habib Bourguiba

Tunis BP 1001

Tél. : 71 131 845

Fax : 71 352 679

